Agence de surveillance du secteur pétrolier Canada
Petroleum Monitoring Agency Canada

# L'industrie canadienne du pétrole
# **Examen de l'activité 1988**

## Rapport annuel

Canada

L'industrie canadienne du pétrole

# **Examen de l'activité 1988**

Rapport annuel

Publié par l'Agence de surveillance du secteur pétrolier

92-07553/

On peut se procurer des exemplaires à la
Direction des communications
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources
580, rue Booth
Ottawa (Ontario)
K1A 0E4

Also available in English

© Approvisionnements et Services Canada 1989
N° de cat. M27-22/1988-2F
ISBN 0-662-95591-9

L'honorable Jake Epp
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le présent rapport, qui décrit le rendement financier de l'industrie canadienne du pétrole et du gaz en 1988 et qui donne un aperçu des activités de celle-ci au cours de la dernière décennie. Le rapport s'appuie sur des données provenant de 125 sociétés dont les revenus totaux équivalent à 90 pourcent de tous les revenus de l'industrie. Ces données reflètent donc fidèlement le rendement de l'ensemble de l'industrie canadienne.

Les bénéfices nets totaux de l'industrie ont baissé de 27 pourcent au cours de l'année 1988, pour se situer à 2,4 milliards de dollars. La faiblesse des prix internationaux du pétrole brut en 1988 et la hausse du dollar canadien par rapport au dollar américain ont fait tomber les prix moyens du pétrole brut et du gaz naturel à leurs plus bas niveaux depuis près d'une décennie. Cette situation a exercé une pression à la baisse sur la rentabilité et les ressources d'autofinancement de l'industrie.

La baisse des prix du pétrole et du gaz suivait une période de stabilité relative et d'amélioration de la rentabilité en 1987, comparativement à 1986. L'amélioration des ressources d'autofinancement en 1987, l'optimisme face aux prix futurs, ainsi que les nouvelles subventions gouvernementales pour inciter les entreprises à engager des dépenses en capital ont encouragé l'industrie à augmenter ces dépenses de 19 pourcent, soit 1,4 milliard de dollars.

Les effets à retardement, qui sont si caractéristiques de cette industrie, ont entraîné une hausse de 20 points de pourcentage du taux de réinvestissement qui a atteint 95 pourcent. Cependant, des données préliminaires pour le premier semestre de 1989 indiquent une baisse de ce taux, à cause notamment de la diminution des dépenses en capital.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président,

Pierre Camu

Le 11 juillet 1989

# Nouveautés et particularités

L'Examen de l'activité renferme quelques nouveaux renseignements et, comme il est fait mention sous la rubrique "Particularités", ce rapport doit, comme par le passé, être lu avec certaines réserves.

**Nouveautés**

- Le graphique 3, qui montre les volumes de production du pétrole brut et du gaz naturel commercialisable, ainsi que leurs prix moyens respectifs, se trouve à la page 20, dans l'analyse du secteur amont.

- Le graphique 11 compare les taux de rendement du capital utilisé par l'industrie du pétrole avec les taux des autres industries non financières.

- Les frais généraux et d'administration, qui avaient été présentés sous la rubrique 'autres dépenses au comptant', ont été réaffectés à la rubrique 'frais d'exploitation'. Ce transfert a ajouté approximativement 500 millions de dollars aux coûts d'exploitation en 1988, ainsi qu'aux années précédentes. Ceci a été fait dans le but de mieux comprendre et analyser les coûts d'exploitation de l'industrie.

**Particularités**

- L'année 1988 a été caractérisée par de nombreuses prises de contrôle et ventes d'actifs.

- La comptabilisation des prises de contrôle de Dome Petroleum Ltd. par Amoco Canada Petroleum Company Ltd. et de l'Énergie Canterra Ltée. par Husky Oil Ltd. a produit une discontinuité entre les bilans de l'industrie au début et à la fin de l'année 1988. L'utilisation de la 'méthode de l'achat pur et simple' pour comptabiliser le regroupement de la société acquise et de la société acheteuse a accru considérablement la valeur de l'actif immobilisé et de l'avoir propre. Par exemple, la valeur comptable de l'ensemble des actifs a été modifiée sans changement correspondant dans l'aspect physique des actifs. Ces changements concernant les bilans n'ont pas été reflétés dans les sources et affectations de fonds. De même, une importante réduction de la dette à long terme qui a découlé de la renégociation de prêts n'apparaîtra pas dans les sources et affectations de fonds. On pourra trouver à l'annexe E de plus amples détails concernant la comptabilisation par la 'méthode de l'achat pur et simple'.

- Le présent rapport fait état de tous les changements survenus en 1987 dans le contrôle de la société Husky Oil Ltd., qui, de société sous contrôle canadien est devenue société sous contrôle étranger. On y tient aussi compte de la reclassification de l'Énergie Canterra Ltée, de Dome Petroleum Ltd. et de Bow Valley Industries Ltd.

- En 1987, la réorganisation de Gulf Canada Corporation en plusieurs sociétés distinctes dont les actions sont vendues publiquement a entraîné un changement dans l'activité pétrolière et gazière exercée antérieurement par la division du pétrole et du gaz de Gulf Canada Corporation. Cette division est devenue une société distincte, dont les actions sont vendues publiquement et qui porte le nom de Gulf Canada Resources Limited. Les "autres activités au Canada" de cette nouvelle entité ne figurent donc plus dans cette catégorie, pour l'année 1988. Par conséquent, en ce qui concerne les "autres sources" et les "autres affectations" de fonds, les chiffres exceptionnellement élevés de 1987 n'ont pas été repris en 1988.

- En plus des nombreuses prises de contrôle importantes qui se sont produites dans l'industrie du pétrole, de nombreux achats de réserves qui, en 1988, se sont élevés à 2,3 milliards de dollars, contre 790 millions de dollars en 1987, figurent sous la rubrique 'autres affectations' de fonds, au chapitre 2.

• L'industrie canadienne du pétrole a continué de connaître d'importants remaniements au cours de 1988, à la suite de nombreuses acquisitions et fusions. Voici les plus importantes de ces transactions:

— L'Énergie Canterra Ltée a cédé l'intérêt de 33 % qu'elle détenait dans la Rainbow Pipeline Co. Ltd. à Shell Canada Limitée. De plus, elle a vendu 10 % de ses réserves de pétrole et de gaz.

— North Canadian Oil Ltd. a acquis un intérêt majoritaire dans Trigen Resources Corp., entreprise californienne impliquée dans le courtage du gaz naturel.

— Manoil Ltd. s'est portée acquéreur d'un intérêt minoritaire de 47 % dans Pembina Resources Ltd. et possède maintenant la totalité de cette entreprise.

— Page Petroleum Ltd. a été mise en faillite.

— Ocelot Industries Ltd. a vendu ses gisements de pétrole brut et de gaz naturel en production à Esso Resources Canada Ltd. et à Bow Valley Industries.

— Chauvco Resources Ltd. s'est portée acquéreur de 89 % des actions de Tripet Resources Ltd.

— Ressources Gulf Canada Limitée a acquis Asamera Inc.

— Total Erickson Resources Ltd. a fait l'acquisition d'autres actions de Ranchmen's Resources Ltd.; elle en devient le plus important actionnaire, avec 44 % des droits de vote. La société a aussi acquis une participation majoritaire dans Trans-Canada Resources.

— Canadian Occidental Petroleum Ltd. s'est portée acquéreur des actifs énergétiques de Moore McCormack Resources Inc, une entreprise américaine.

— Dynamar Energy Ltd. a été mise en faillite.

— Coseka Resources Ltd. a vendu des réserves de gaz naturel à un acheteur non identifié.

— Asamera Inc. a vendu tous ses actifs pétroliers et gaziers au Canada à Gardiner Oil and Gas Ltd.

— Bow Valley Industries Ltd. a acquis des réserves de gaz naturel d'Ocelot Industries Ltd.

— Inverness Petroleum Ltd. a vendu sa filiale américiaine, Petroleum Reserve Corp.

— Renaissance Energy Ltd. a acheté tous les intérêts des investisseurs dans deux entreprises de personnes formées pour acquérir des gisements de pétrole et de gaz en production.

— Alberta Energy Co. a porté sa participation dans Chieftain de 57 % à 100 %.

— Amoco Canada Petroleum Ltd. a acquis Dome Petroleum Ltd.

— Columbia Gaz Development a vendu ses gisements de pétrole et de gaz de la côte est à Chevron Canada Resources.

— Chevron Canada Ltd. a vendu à la famille Irving la participation de 49 % qu'elle détenait dans Irving Oil Ltd.

— Excel Energy Inc. a été achetée par B.G. Consulting.

— Gulf Canada Resources a acheté les actifs pétroliers et gaziers de HPC Inc. situés aux États-Unis.

— Canadian Occidental a vendu une participation de 6 % dans Syncrude et une participation de 5 % dans OSLO à PanCanadian Petroleum.

— Mark Resources a acheté Erskine Resources.

— Imperial Oil Ltée a acheté les actifs pétroliers et gaziers d'United Canso Oil and Gas Ltd.

— Inter-City Gas Corporation a acheté une participation de 14 % dans Ranger Oil Ltd. et une participation de 9,6 % dans Turbo Resources Ltd.

• L'annexe A1, intitulée *Revue de l'année* récapitule les faits saillants.

• De nombreuses *statistiques* figurant dans le corps du texte ont été *arrondies* pour en faciliter la lecture. Cependant, les changements de pourcentage ont été calculés au moyen de chiffres précis présentés à l'annexe B.

• Bien que 133 sociétés aient présenté leur rapport à l'ASSP (Annexe F), le présent rapport n'est basé que sur 125 d'entre elles. Huit sociétés sont exclues à cause du manque de données comparables pour l'année précédente.

# Table des matières


| | Page |
|---|---|
| **Résumé des faits saillants** | 11 |
| **1. Rendement financier** | 15 |
| Activité globale: bénéfices nets et ressources d'autofinancement | 15 |
| Secteur amont | 20 |
| Secteur aval | 22 |
| Autres activités au Canada | 23 |
| Activités à l'étranger | 23 |
| **2. Sources et affectations de fonds** | 25 |
| Vue d'ensemble | 25 |
| Sources et affectations de fonds (brutes) | 26 |
| Ressources d'autofinancement | 27 |
| Subventions d'encouragement et crédits d'impôt | 28 |
| Dépenses en capital | 29 |
| Taux de réinvestissement | 31 |
| Paiements de dividendes | 32 |
| **3. Comparaison du rendement: industrie pétrolière et autres industries** | 33 |
| Comparaison des bénéfices nets | 33 |
| Dépenses en capital | 34 |
| **4. Tendances en matière de participation et de contrôle** | 35 |
| **5. Activités de recherche et de développement de 1987 à 1988** | 37 |
| Dépenses de R–D internes | 37 |
| Dépenses de R–D externes | 38 |
| **6. Résumé décennal de l'activité, de 1979 à 1988** | 39 |
| Tendances principales | 40 |

# Tableaux et graphiques


Page

**Tableaux**

1. Aperçu de l'activité globale 15
2. Bénéfices nets par secteur et par segment 16
3. Taux de rendement par secteur et par segment 17
4. Bénéfices nets par groupe de sociétés 19
5. Rendement financier des activités amont 21
6. Rendement financier et marges bénéficiaires, produits pétroliers 22
7. Rendement financier du secteur aval, par sous-secteur 23
8. Sources et affectations de fonds (nettes) 25
9. Catégories choisies de sources et d'affectations de fonds 26
10. Ressources d'autofinancement, par secteur et par segment 27
11. Subventions d'encouragement par région et par secteur 28
12. Crédits d'impôt à l'exploration et à l'investissement 28
13. Dépenses en capital 29
14. Comparaison des dépenses en capital: Industrie pétrolière et toutes les autres industries non financières 34
15. Participation et contrôle par pays et par secteur 36
16. Dépenses de R–D externe au Canada et à l'étranger 38
17. Résumé décennal de l'activité de 1979 à 1988 39

**Graphiques**

1. Taux de rendement: Industrie pétrolière 17
2. Comparaison des frais d'intérêt et des bénéfices avant intérêts et impôts 18
3. Production et prix du pétrole et du gaz naturel, 1982 à 1988 20
4. Dépenses d'exploration au Canada 30
5. Taux de réinvestissement 31
6. Comparaison des paiements de dividendes et des bénéfices nets 32
7. Comparaison des bénéfices nets: Industrie pétrolière et toutes les autres industries non financières 33
8. Participation et contrôle canadiens dans l'industrie pétrolière 35
9. Dépenses de R–D interne par secteur d'activité 37
10. Données sur les bénéfices du secteur amont, 1979 à 1988 40
11. Taux de rendement du capital utilisé, l'industrie pétrolière par rapport aux autres industries non financières 41

# Annexes


| | Page |
|---|---|
| **Annexe A. Données supplémentaires** | |
| A1. Revue de l'année | 45 |
| A2. Résumé de l'offre et de la demande de pétrole | 47 |
| A3. Résumé de l'offre et de la demande de gaz naturel | 47 |
| A4. Prix du gaz naturel canadien de 1974 à 1988 | 48 |
| A5. Prix du pétrole brut canadien de 1979 à 1988 | 49 |
| A6. Moyenne des coûts d'acquisition du pétrole brut aux raffineries, par région | 50 |
| A7. Moyenne des coûts de transport du pétrole brut à partir d'Edmonton | 50 |
| A8. Coût d'acquisition et prix des produits au Canada | 51 |
| A9. Moyenne des prix nets de certains produits importants par catégorie commerciale et par région | 52 |
| A10. Prix de certains produits pétroliers importants vendus à des revendeurs privés | 53 |
| A11. Volumes des ventes de produits pétroliers: raffineurs et distributeurs | 53 |
| A12. Bénéfices nets par secteur d'activité et par segment | 54 |
| A13. Taux de rendement : industrie pétrolière canadienne | 54 |
| A14. Taux de rendement : industrie pétrolière et autres industries | 55 |
| A15. Taux de réinvestissement | 55 |
| A16. Dépenses d'exploration brutes au Canada, par région | 56 |
| A17. Subventions d'encouragement par région et par type de dépenses | 56 |
| A18. Puits achevés et mètres de forage au Canada | 57 |
| A19. Comparaison des frais d'intérêt et des bénéfices avant intérêts et impôts en 1988 | 57 |
| A20. Paiements de dividendes | 58 |
| A21. État des revenus et dépenses de 1979 à 1988 | 58 |
| A22. Coûts canadiens des acquisitions de pétrole brut contre les prix des produits pétroliers | 59 |
| A23. Participation et contrôle canadiens par groupe de sociétés et type d'activité | 59 |
| A24. Dépenses de R–D interne | 60 |
| **Annexe B. Ensemble des résultats de l'Examen** | |
| B1. État des revenus et dépenses : Ensemble de l'industrie | 61 |
| B2. État des revenus et dépenses : Sociétés intégrées et raffineurs | 62 |
| B3. État des revenus et dépenses : Petits producteurs de pétrole et gaz | 63 |
| B4. État des revenus et dépenses : Grands producteurs de pétrole et gaz | 64 |
| B5. État des revenus et dépenses : Total des producteurs de pétrole et gaz | 65 |
| B6. État des revenus et dépenses : Sociétés sous contrôle canadien | 66 |
| B7. État des revenus et dépenses : Sociétés sous contrôle étranger | 67 |
| B8. Rendement financier par principaux secteurs d'activités : Activités amont | 68 |
| B9. Rendement financier par principaux secteurs d'activités : Activités aval | 70 |
| B10. Sources et affectations de fonds | 71 |
| B11. Dépenses en capital en amont au Canada, par emplacement | 72 |
| B12. Dépenses en capital, par activité | 73 |
| B13. Bilan | 74 |
| B14. Capital utilisé par segment et par secteur d'activités | 75 |
| B15. Volume et valeur de la production | 76 |
| B16. Frais d'exploitation en amont et redevances | 77 |
| B17. États des revenus et des dépenses de 1979 à 1988 | 78 |
| B18. Sources et affectations de fonds de 1979 à 1988 | 80 |
| **Annexe C. Glossaire** | 81 |
| **Annexe D. Mandat de l'ASSP** | 85 |
| **Annexe E. Effets de la comptabilisation des regroupements d'entreprises** | 89 |
| **Annexe F. Entreprises énergétiques déclarantes** | 91 |

# Résumé des faits saillants

**Contexte économique**

Le produit national brut (P.N.B.) réel du Canada a atteint 443 milliards de dollars (dollars de 1981), en 1988; cela correspond à un taux annuel de croissance de 4,5 %. La formation de capitaux privés a augmenté de 22 %, en raison de l'achat de machines et d'équipement. Les dépenses des consommateurs et les dépenses des gouvernements ont augmenté à un rythme inférieur au P.N.B., tandis que les importations ont connu une croissance supérieure aux exportations.

L'inflation, d'après l'indice des prix à la consommation, a fléchi légèrement pour s'établir à un taux annuel de 4,1 % au cours de la période à l'étude, comparativemt à un taux de 4,3% en 1987. Le taux de chômage est tombé de 8,9 % en 1987 à 7,8 % en 1988; le nombre de personnes employées est passé de 11,9 millions à 12,2 millions.

La demande globale en énergie a augmenté de 4,8 %. Le prix moyen du pétrole brut est tombé de 26% en 1988 pour atteindre 100$ le mètre cube (15,80$ le barril), tandis que le prix moyen du gaz naturel a chuté de 9% pour s'établir à 54$ le millier de mètres cubes.

**Rendement financier**

***L'activité globale***

- *Bénéfices : Les bénéfices nets de toutes les activités (2,4 milliards de dollars) ont chuté de 27 % ou de 890 millions de dollars en 1988 par rapport à 1987.* La baisse du prix du pétrole brut et du gaz naturel au Canada en raison de celle des prix mondiaux ainsi que la remontée du dollar canadien par rapport au dollar américian ont fait dégringoler les bénéfices nets de l'activité amont. De plus, l'augmentation des frais d'exploitation, de la taxe d'accise fédérale et des frais non monétaires a contribué à réduire les profits totaux de l'industrie.

Par contre, ces facteurs négatifs ont été compensés en partie par la diminution des redevances, des frais d'intérêt et de l'impôt sur le revenu courant.

- Les bénéfices nets des sociétés sous contrôle étranger ont diminué de 42 %, pour se situer à 1,2 milliard de dollars, en raison de la baisse des bénéfices nets de l'activité amont, des autres activités au Canada et des activités à l'étranger, tandis que les bénéfices nets de l'activité aval ont augmenté. Les bénéfices nets des entreprises sous contrôle canadien ont enregistré une légère baisse de 1 %, pour s'établir à 1,2 milliard de dollars lorsque les gains de l'activité aval ont été annulés par la réduction des bénéfices des autres activités. De plus, les bénéfices totaux ont été augmentés par des gains extraordinaires de 320 millions de dollars en 1988, par rapport à des pertes de 25 million de dollars en 1987.

- Le taux de rendement de l'avoir propre des actionnaires, pour l'ensemble de l'industrie canadienne du pétrole, a été de 5,9% en 1988, contre 8,8% en 1987. Toutefois, le taux moyen de rendement pour la période de cinq ans qui a pris fin en 1988 est passé à 4,9 % par rapport à une moyenne de 4,6% pour la période qui s'est terminée en 1987. Le rendement du capital utilisé par l'industrie canadienne du pétrole, qui était de 6,3% en 1987, est tombé à 4,9% en 1988.

***L'activité amont***

- Les recettes de l'activité amont sont tombées à 15,7 milliards de dollars en 1988, soit une réduction de 12% par rapport à l'année 1987. L'augmentation de la production de pétrole brut et de gaz naturel n'a pas suffi à contrebalancer les effets de la chute des prix. Parce que l'augmentation de la production s'est soldée par une hausse des frais d'exploitation et des frais non monétaires, les bénéfices nets de l'activité amont ont baissé de façon marquée, soit de 58% (1,2 milliard de dollars), pour se fixer à 995 millions de dollars en 1988. Les ressources d'autofinancement ont connu une réduction de 15%, pour se situer à 5,8 milliards de dollars.

### *L'activité aval*

• *Les recettes totales de l'activité aval* ont diminué de 2%, pour s'établir à 27 milliards de dollars, principalement à cause de la diminution du coût des biens vendus (eg. les coûts des matières premières). Cette diminution a dépassé les effets positifs de l'augmentation de la demande, surtout pour des produits pétrochimiques, et des taxes fédérales de vente et d'accise que l'industrie passe aux consommateurs. Les bénéfices nets, qui étaient de 905 millions de dollars en 1987, ont augmenté de 63% pour atteindre 1,5 milliard de dollars en 1988, en raison de l'augmentation de la demande de produits pétrochimiques, la principale force de ce secteur d'activité.

Les bénéfices nets du secteur des produits pétroliers ont augmenté de 35% (230 millions de dollars), pour atteindre 880 millions de dollars en 1988, faisant passer à 8,1% le rendement du capital utilisé, qui était de 6,4% en 1987.

## Sources et affectations de fonds

### *Ressources d'autofinancement*

• *Les ressources d'autofinancement provenant de l'ensemble de l'activité ont baissé de 4%, pour se situer à 9 milliards de dollars* en 1988, principalement à cause de la baisse des prix du pétrole et du gaz et de la hausse des taxes de vente et d'accise et des frais d'exploitation. Les ressources d'autofinancement de l'activité amont ont diminué, ce qui a plus qu'annulé les améliorations réalisées dans tous les autres secteurs d'activité.

### *Sources externes nettes*

• *Les apports externes nets ont été de 700 millions de dollars, contre une sortie de 2,3 milliards de dollars en 1987.* Le remboursement des dettes à long terme a dépassé de 460 millions de dollars l'émission de nouvelles dettes, contre des rachats nets de 3,7 milliards de dollars en 1987. Les nouvelles participations, après les rachats, ont été de 1,1 milliard de dollars en 1988, contre 1,4 milliard de dollars en 1987.

### *Affectations discrétionnaires*

• En 1988, l'industrie a accru de 22% ses dépenses en capital nettes, pour atteindre 8,6 milliards de dollars, ce qui reflète des plus grands encouragements offerts par le gouvernement fédéral et les provinces. Les paiements de dividendes ont augmenté de 60 %, passant de 1,5 milliard à 2,5 milliards de dollars. En 1988, l'augmentation du chiffre des 'autres affectations' résultait de l'achat d'actifs. L'excédent des 'autres sources' sur les 'autres affectations' en 1987 était le résultat du transfert de fonds causé par la réorganisation des activités de sociétés, et de la vente d'actifs de sociétés. La réduction nette du fonds de roulement a été de 3,4 milliards de dollars en 1988, ce qui contraste avec la stabilité de ce fond en 1987.

• *Subventions d'encouragement* (à titre de déduction des dépenses en capital brutes). Les subventions, qui étaient de 292 millions de dollars en 1987 (où elles représentaient en partie des subventions du PESP), sont tombées à 271 millions de dollars en 1988 (surtout des subventions du PCEEMV).

### *Dépenses en capital*

• *En 1988, les dépenses totales en capital* ont augmenté de 19%, soit 1,4 milliard de dollars, pour atteindre 9 milliards de dollars; les dépenses au Canada ont augmenté de 19% et celles à l'étranger, de 18%. Les dépenses du secteur amont, qui représentaient 74% du total, ont augmenté de 21%, pour atteindre 6,7 milliards de dollars.

• *Les dépenses d'exploration au Canada* ont augmenté de 11%, pour atteindre 3 milliards de dollars en 1988; ces dépenses ont augmenté de 8% dans les provinces et de 31% sur les terres du Canada. Ces dernières dépenses représentaient 17% du total, contre 14% en 1987. En 1988, les dépenses des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 5% et celles des sociétés sous contrôle canadien, de 17%.

• *Les dépenses aval* ont augmenté de 10% en 1988, par rapport à 1987, pour s'établir à 1,3 milliard de dollars. Des dépenses accrues pour les gazoducs et les points de vente ont plus que compensé la baisse des sommes consacrées aux usines pétrochimiques et aux raffineries.

### *Taux de réinvestissement*

• Les dépenses nettes en capital ont absorbé 95% des ressources d'autofinancement de l'industrie en 1988, par rapport à 75% en 1987. Les dépenses en capital dans le secteur amont ont totalisé 109% des ressources d'autofinancement, soit une augmentation de 35 points de pourcentage par rapport à 1987.

### *Dividendes*

• *En 1988, les dividendes ont augmenté de 60%, pour passer à 2,5 milliards de dollars.* Les dividendes des sociétés sous contrôle canadien ont plus que doublé, pour s'établir à 985 millions de dollars, soit 81% des bénéfices nets. Les paiements de dividendes faits par les sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 36%, pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, soit 122% des bénéfices nets. Plusieurs transactions à caractère unique ont contribué à l'augmentation des paiements de dividendes dans les deux cas.

## Rendement comparatif : Industries du pétrole et autres industries

### *Bénéfices nets*

• Selon les données de Statistique Canada, en 1988,les bénéfices nets de l'industrie pétrolière tirés de ses activités au Canada, à l'exclusion des résultats des sociétés d'État, ont baissé de 15% pour s'établir à 2,7 milliards de dollars; dans toutes les autres industries non financières du Canada, les bénéfices nets ont enregistré une augmentation de 27% pour s'établir à 24,2 milliards de dollars. Les bénéfices nets de l'industrie du pétrole pour 1988 représentent 10% des bénéfices nets enregistrés par l'ensemble des industries non financières.

### *Dépenses en capital*

• Les dépenses en capital engagées par l'industrie du pétrole au Canada ont augmenté de 33% en 1988, par rapport à 1987. Les dépenses en capital des autres industries non financières ont augmenté de 12%; pour cette raison, l'industrie pétrolière représente, en 1988, 21% des dépenses en capital de toutes les industries non financières, contre 18% en 1987.

**Tendances en matière de participation et de contrôle**

D'après les recettes du secteur amont, la participation canadienne dans l'industrie pétrolière a accusé une baisse, passant de 45,1%, taux de 1987, à 42,1% en 1988. Le contrôle canadien a aussi diminué, passant de 45,2% à 37,6% en 1988. Cela, surtout en raison des prises de contrôle qui se sont produites en 1988. La part canadienne des recettes en amont et en aval a augmenté de 0,5 point de pourcentage, pour s'établir à 44,3% en 1988, alors que le contrôle canadien a diminué de 2,4 points de pourcentage, pour s'établir à 35%.

**Activités de recherche-développement**

L'industrie pétrolière a affecté 286 millions de dollars à la recherche développement (R-D) en 1988, soit une hausse de 24% par rapport à 1987. Les dépenses de R–D internes ont été de 189 millions de dollars en 1988, comparativement à 143 millions de dollars en 1987. Les travaux de R–D contractuels se sont chiffrés à 97 millions de dollars, soit une hausse de 9% par rapport à 1987.

**Résumé décennal de l'activité de 1979 à 1988**

Tendances dignes de mention :

- *Les recettes* ont augmenté de façon constante après la crise du pétrole de 1979 pour atteindre un sommet de 67 milliards de dollars en 1985. La chute des prix du pétrole, amorcée en janvier 1986, a réduit les recettes totales de l'industrie d'environ 30% par rapport au niveau de 1985.

- *Les ressources d'autofinancement* ont varié d'un bas de 7,3 milliards en 1979 à un haut de 11,6 milliards de dollars en 1985, pour se chiffrer à 9 milliards de dollars en 1988.

- *Les dépenses en capital* ont augmenté rapidement entre 1979 et 1985, pour atteindre 12,1 milliards de dollars, un record de tous les temps. Elles sont par la suite tombées en 1987 avant de remonter à 9 milliards de dollars en 1988.

- *Les paiements de dividendes* ont augmenté graduellement de 1979 à 1985 avant d'atteindre, en 1986, un sommet pour la période de dix ans.

# 1

# Rendement financier

**Activité globale:**
**Bénéfices nets et ressources d'autofinancement**

*En 1988, les revenus de l'industrie du pétrole ont baissé de 6%, par rapport à 1987, pour s'établir à 46,9 milliards de dollars.* Bien que la baisse des prix du pétrole brut et du gaz naturel ait fait tomber les recettes provenant de l'activité amont, les recettes des autres secteurs d'activité sont restées relativement stables.

Les bénéfices nets tirés de l'activité globale ont diminué de 890 millions de dollars pour se fixer à 2,4 milliards de dollars, soit une baisse de 27% en 1988, comparativement à 1987. Les profits tirés de l'activité amont ont diminué de 58% (1,2 milliard de dollars) en 1988, pour s'établir à 895 millions de dollars, cela surtout à cause de la baisse des prix du pétrole brut et du gaz naturel et de l'augmentation des dépenses. La réduction des prix aux producteurs domestiques a été causée par la baisse des prix internationaux et la remontée du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les bénéfices tirés de l'activité aval ont toutefois progressé de 63% (570 millions de dollars), pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, en raison de la force des produits chimiques (un accroissement de 340 millions de dollars) et de celle du secteur des produits pétroliers qui s'est accru de 230 millions de dollars (annexes B8 et B9). Les profits réalisés dans d'autres activités au Canada ont baissé de 44%, pour se fixer à 125 millions de dollars, tandis que les bénéfices nets tirés de l'activité à l'étranger sont passés de 75 millions de dollars, chiffre de 1987, à une perte de 70 millions de dollars en 1988.

Les ressources d'autofinancement tirées de l'ensemble des activités ont diminué de 400 millions de dollars, soit 4%, pour s'établir à 9 milliards de dollars. Cette réduction est attribuable aux facteurs suivants :

- la baisse des prix du pétrole brut et du gaz naturel;
- la hausse des taxes fédérales de vente et d'accise;
- l'accroissement des frais d'exploitation (y compris les frais généraux et d'administration).

Ces facteurs négatifs ont été contrebalancés en partie par la baisse des redevances, des frais d'intérêt et de l'impôt sur le revenu courant.

Tableau 1.
**Aperçu de l'activité globale** en milliards de dollars[a]

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| **Recettes totales** | **49,7** | **46,9** | **– 2,8** | **– 6** |
| moins: | | | | |
| Frais d'exploitation | 9,8 | 11,0 | 1,2 | 11 |
| Frais d'intérêt | 2,3 | 2,0 | – 0,3 | – 12 |
| Taxes et redevances (sans l'impôt sur le revenu) | 7,1 | 6,9 | – 0,2 | – 3 |
| Autres dépenses de trésorerie | 19,4 | 17,1 | – 2,3 | – 12 |
| Impôts sur le revenu | | | | |
| fédéral | 1,3 | 0,8 | – 0,5 | – 39 |
| provincial | 0,2 | 0,1 | – 0,1 | – 72 |
| **Ressources d'autofinancement** | **9,4** | **9,0** | **– 0,4** | **– 4** |
| moins: | | | | |
| Réduction de la valeur de l'actif[b] | 5,7 | 6,5 | 0,8 | 14 |
| Impôts reportés | 0,5 | 0,4 | –0,1 | –27 |
| Bénéfices nets avant éléments inhabituels | 3,2 | 2,1 | – 1,1 | – 34 |
| Gains inhabituels | 0,2 | 0,4 | 0,2 | 119 |
| **Bénéfices nets** | **3,3** | **2,4** | **– 0,9** | **– 27** |

Nota:
(a) Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être exact. Pour une ventilation détaillée par secteur d'activité, voir l'annexe B1.
(b) La rubrique 'réduction de la valeur de l'actif' comprend les frais non-monétaires et les dépenses d'exploration et de mise en valeur imputés aux activités courantes.

**Bénéfices nets par secteur**

En 1988, les bénéfices nets de l'industrie pétrolière ont diminué de 27% (890 millions de dollars), pour s'établir à 2,4 milliards de dollars. Les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien ont enregistré une baisse de 1%, pour s'établir à 1,2 milliard de dollars, et ceux des sociétés sous contrôle étranger, de 42% (875 millions de dollars), pour se fixer à 1,2 milliard de dollars.

*Les sociétés sous contrôle canadien* ont enregistré une baisse des bénéfices nets pour l'activité amont, les autres activités au Canada et les autres activités à l'étranger; toutefois, leurs bénéfices nets tirés de l'activité aval ont augmenté de 270 millions de dollars, ce qui a compensé presque entièrement les baisses de tous les autres secteurs. Les revenus globaux sont restés presque les mêmes en 1988, mais une hausse de 8% des frais d'exploitation et de 15% des frais non monétaires a plus que contrebalancé une réduction des redevances de 11%, une baisse de l'impôt courant et des impôts reportés, et un profit extraordinaire de 320 millions de dollars (contre une perte extraordinaire de 25 millions de dollars en 1987), ce qui a produit la baisse de 1% des bénéfices nets. Les ressources d'autofinancement de l'ensemble du secteur ont diminué de 3%, pour s'établir à 3,6 milliards de dollars en 1988 (annexe B6).

Les bénéfices nets *des sociétés sous contrôle étranger* ont diminué de 42%, pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en 1988. Ce groupe a enregistré une baisse des bénéfices nets pour l'activité aval, les autres activités au Canada et les activités à l'étranger, mais une hausse des bénéfices nets pour l'activité amont. Une diminution de 7% des revenus globaux et une hausse des frais d'exploitation, des frais non monétaires et des taxes de vente et d'accise ont contribué à réduire les bénéfices. Des sociétés sous contrôle étranger ont pris le contrôle d'autres sociétés sous contrôle canadien ayant un fort endettement et, par conséquent, supportant des frais d'intérêt élevés; les sociétés sous contrôle étranger ont donc payé 60% des frais d'intérêt de l'industrie en 1988, comparativement à 30% dans l'examen de l'activité 1987. Toutefois, pour conserver l'uniformité, on a considéré les entreprises acquises dans ce rapport comme des sociétés sous contrôle étranger en 1987 et en 1988. Les ressources d'autofinancement des sociétés sous contrôle étranger ont diminué de 5%, pour s'établir à 5,4 milliards de dollars en 1988 (annexe B7).

Tableau 2.
**Bénéfices nets par secteur et par segment** en milliards de dollars

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| **Sociétés sous contrôle canadien** | | | | |
| Amont | 0,9 | 0,7 | - 0,2 | - 22 |
| Aval | 0,2 | 0,5 | 0,3 | 111 |
| Autres[a] | 0,1 | – | - 0,1 | – |
| **Total des sociétés sous contrôle canadien** | **1,2** | **1,2** | **–** | **- 1** |
| **Sociétés sous contrôle étranger** | | | | |
| Amont | 1,2 | 0,2 | - 1,0 | - 85 |
| Aval | 0,7 | 1,0 | 0,3 | 45 |
| Autres[a] | 0,2 | 0,1 | - 0,1 | - 69 |
| **Total des sociétés sous contrôle étranger** | **2,1** | **1,2** | **- 0,9** | **- 42** |
| **Total de l'industrie** | **3,3** | **2,4** | **- 0,9** | **- 27** |

Nota:
(a) Comprend les bénéfices nets tirés de l'activité à l'étranger et des autres activités au Canada. Pour plus de détails, voir les annexes A12, B6 et B7.

## Taux de rendement

### *Rendement de l'avoir propre*

Le taux de rendement de l'avoir propre des actionnaires de l'ensemble de l'industrie canadienne du pétrole se situait à 5,9% en 1988, comparativement à 8,8% en 1987. Cette réduction découle de la chute des prix du pétrole brut et du gaz naturel. Pour les sociétés sous contrôle canadien, le taux de rendement était de 5,8%; pour les sociétés sous contrôle étranger, il était de 6%. Le taux moyen de rendement de l'avoir propre des actionnaires pour la période de cinq ans se terminant en 1988 s'est élevé à 4,9%, contre un taux moyen de 4,6% pour la période de cinq ans se terminant en 1987 (annexe A13).

Le peu de différence existant entre les taux de rendement des sociétés sous contrôle étranger et des sociétés sous contrôle canadien en 1988 est, d'une part le reflet de la reclassification d'un certain nombre d'entreprises canadiennes très endettées, à la suite de leur prise de contrôle par des sociétés sous contrôle étranger, et, d'autre part, le reflet du rendement relativement plus fort des autres entreprises sous contrôle canadien par rapport à celui des sociétés sous contrôle étranger.

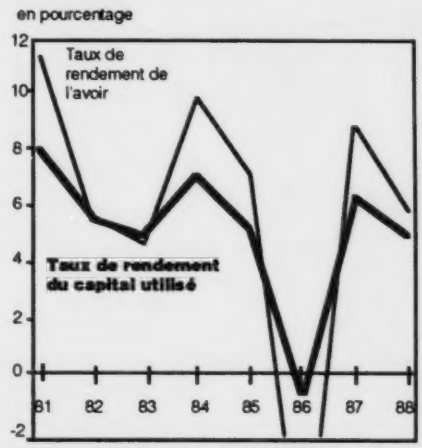
### *Rendement du capital utilisé*

Le rendement du capital utilisé par l'industrie canadienne du pétrole, qui était de 6,3% en 1987, est tombé à 4,9% en 1988. Le taux moyen de rendement du capital utilisé a été de 4,6% durant la période de cinq ans se terminant en 1988, comparativement à 4,5% pour la période se terminant en 1987. Le rendement du capital utilisé dans le secteur amont est tombé de 6,6% en 1987 à 3,6%, tandis que celui du capital utilisé dans le secteur aval, qui était de 6,4% en 1987, est passé à 8,1% en 1988.

*Les sociétés sous contrôle étranger* ont obtenu un taux de rendement de 5% sur le capital utilisé dans l'ensemble de leurs activités en 1988, soit un taux inférieur au taux de 7,5% de 1987. Le taux de rendement du capital utilisé dans le secteur amont est tombé de 7,5% à 3% en 1988.

Le taux de rendement du capital utilisé *des sociétés sous contrôle canadien*, qui était de 4,9% en 1987, est tombé à 4,8% en 1988. Le taux de rendement du capital utilisé dans le secteur amont a été de 4,2%, contre 5,5% en 1987.

Graphique 1.
**Taux de rendement: Industrie pétrolière**




Le taux de rendement de l'avoir descend jusqu'à -7,1 en 1986.

Tableau 3.
**Taux de rendement par secteur et par segment** en pourcentage

| | Sociétés sous contrôle canadien | | Sociétés sous contrôle étranger | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 |
| **Rendement de l'avoir propre** | | | | | | |
| Activité globale | 6,2 | 5,8 | 11,8 | 6,0 | 8,8 | 5,9 |
| Activité au Canada | 6,4 | 6,3 | 11,8 | 6,1 | 8,9 | 6,2 |
| **Rendement du capital utilisé** | | | | | | |
| Activité globale | 4,9 | 4,8 | 7,5 | 5,0 | 6,3 | 4,9 |
| Activités au Canada | 5,3 | 5,4 | 7,5 | 5,1 | 6,5 | 5,2 |
| Activités amont | 5,5 | 4,2 | 7,5 | 3,0 | 6,6 | 3,6 |
| Activités aval[a] | 4,4 | 6,7 | 7,7 | 9,0 | 6,4 | 8,1 |

Nota:
(a) Dans ce tableau, les activités aval ne désignent que les activités relatives aux produits pétroliers, c.-à-d. à l'exclusion des activités reliées aux produits pétrochimiques et à d'autres activités aval.

**Taux de couverture de l'intérêt**[1]

Pour l'ensemble de l'industrie du pétrole, les bénéfices avant les impôts, les postes extraordinaires et les intérêts dépensés représentaient 2,5 fois les intérêts totaux, aussi bien capitalisés que dépensés, soit une baisse par rapport au taux de couverture de 3,1 fois enregistré en 1987. La diminution du taux de couverture des intérêts est attribuable au fait que la diminution des bénéfices du secteur amont a dépassé la réduction de l'ensemble des frais d'intérêt.

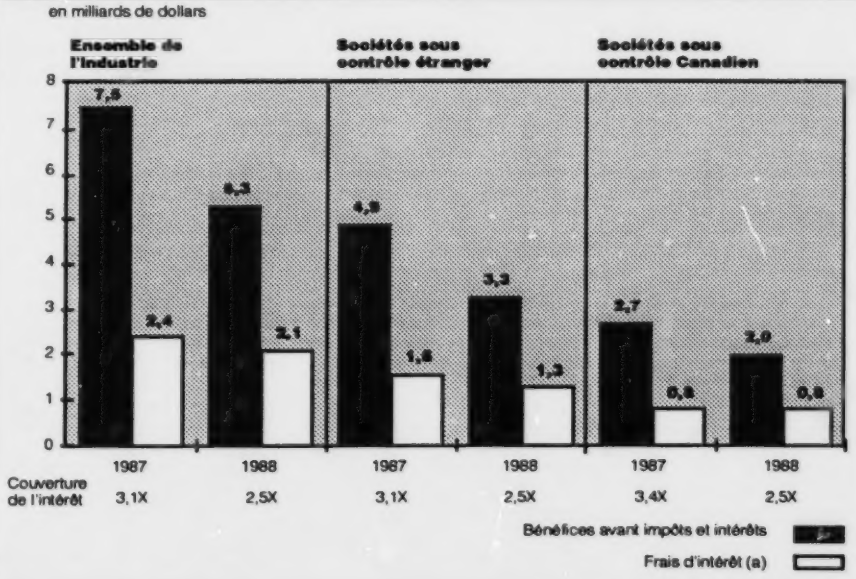
Les bénéfices nets avant les impôts et les intérêts des sociétés sous contrôle canadien ont été de 2 milliards de dollars en 1988, soit une baisse de 24% par rapport au niveau de 2,7 milliards de dollars réalisés en 1987. Parallèlement, les frais d'intérêt ont baissé de moins de 1% pour s'établir à 800 millions de dollars, ce qui correspondait à la faible réduction de la dette à long terme. La couverture des intérêts pour ce secteur a donc baissé en 1988, pour atteindre un facteur de 2,5 fois, contre un facteur de 3,4 fois en 1987.

Pour les sociétés sous contrôle étranger, le taux de couverture des intérêts a aussi baissé, pour atteindre un facteur de 2,5 fois en 1988, contre un facteur de 3,1 fois en 1987. La diminution résulte de la chute de 32% des bénéfices avant les impôts et les intérêts, et du fait que les frais d'intérêt n'ont baissé que de 18%.

En 1988, le taux de couverture des intérêts s'est équilibré entre les sociétés sous contrôle canadien et celles sous contrôle étranger pour la première fois depuis que l'Agence a rendu compte de cette mesure de la situation financière.

(1) L'analyse des frais d'intérêt porte sur l'ensemble de l'activité de l'industrie, étant donné qu'il n'existe pas d'uniformité et de cohérence dans la façon dont les sociétés répartissent les frais d'intérêt entre les différents secteurs, c'est-à-dire l'activité amont, l'activité aval et les autres activités au Canada et à l'étranger.

Graphique 2.
**Comparaison des frais d'intérêt et des bénéfices avant intérêts et impôts**




Nota :
(a) Les chiffres indiqués comprennent les frais d'intérêt dépensés et capitalisés. Pour plus de détails, voir l'annexe A19.

**Bénéfices nets par groupe de sociétés**

***Sociétés intégrées et raffineurs***
Quinze sociétés regroupées dans la catégorie des 'sociétés intégrées et raffineurs' sont à l'origine de la presque totalité des recettes du secteur aval et de 32% de l'activité du secteur amont. *Les bénéfices nets de ce groupe ont diminués de 6%, soit 115 millions de dollars, pour s'établir à 1,8 milliard de dollars* en 1988. La diminution des bénéfices nets du secteur amont et des autres activités au Canada a annulé la hausse des bénéfices tirée d'un secteur pétrochimique ferme, d'un secteur des produits pétroliers plus fort et de l'amélioration des activités à l'étranger (annexes B2 et B9).

***Producteurs de pétrole et de gaz***
Les 110 producteurs de pétrole et de gaz exercent leur activité presque exclusivement dans le secteur amont. Les bénéfices nets ont diminué de 55% pour s'établir à 640 millions de dollars en 1988. Toutefois, déduction faite d'un profit extraordinaire de 400 millions de dollars réalisé en 1988 (à la suite de la vente d'actifs), les bénéfices nets ont baissé de 82%, à 230 millions de dollars de 1,3 milliard de dollars, en 1987. Les profits tirés de l'activité amont, des autres activités au Canada et des activités à l'étranger ont baissé, alors qu'on signalait des améliorations dans le secteur aval, un secteur peu important pour ce groupe de sociétés.

En raison de la baisse des prix du pétrole et du gaz, les recettes brutes tirées des activités du secteur amont ont diminué de 11%, pour s'établir à10,6 milliards de dollars (annexes B3 à B5). La diminution des bénéfices nets du groupe reflète non seulement la baisse des recettes, mais également la hausse des frais d'exploitation et des frais non monétaires (y compris les impôts sur le revenu reportés) qui ont plus que contrebalancé la baisse des frais d'intérêt, des redevances et de l'impôt sur le revenu courant.

La réduction technique des bénéfices nets tirés des 'autres activités au Canada', par les producteurs de pétrole et de gaz, est attribuable aux bénéfices nets courus sur des participations minoritaires et à la vente d'actifs, qui ont été déclarés comme des postes non monétaires négatifs en 1987 et qui ne se sont pas répétés en 1988.

Tableau 4.
**Bénéfices nets par groupe de sociétés** en milliards de dollars

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| **Sociétés intégrées et raffineurs** | | | | |
| Amont | 1,0 | 0,4 | – 0,6 | – 59 |
| Aval | 0,8 | 1,4 | 0,6 | 59 |
| Autres[a] | 0,1 | – | – 0,1 | – 54 |
| **Total des sociétés intégrées et raffineurs** | **1,9** | **1,8** | **– 0,1** | **– 6** |
| **Producteurs de pétrole et de gaz** | | | | |
| Amont | 1,2 | 0,5 | – 0,7 | – 56 |
| Aval | 0,1 | 0,1 | – | 111 |
| Autres[a] | 0,2 | – | – 0,2 | – 96 |
| **Total des producteurs** | **1,4** | **0,6** | **– 0,8** | **– 55** |
| **Total de l'industrie** | **3,3** | **2,4** | **–0,9** | **– 27** |

Nota:
(a) Comprend les bénéfices nets provenant des activités à l'étranger et des activités 'autres' au Canada. Pour plus de détails, voir les annexes B2 et B5.

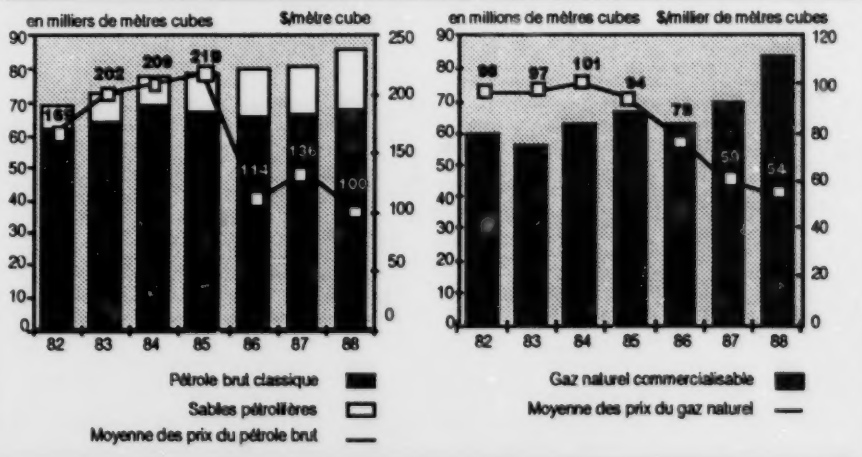
**Secteur amont**

En 1988, *les recettes* tirées de l'activité du secteur amont ont baissé de 12%, pour s'établir à 15,7 milliards de dollars (annexe B1). Les effets de la hausse de la production de pétrole brut (5%) ont été contrebalancés par la baisse des prix de ce pétrole[1], qui s'est produite en 1988 et a entraîné une baisse de 2,5 milliards de dollars des recettes tirées de cette source. Toutefois, une augmentation de 20% de la production du gaz naturel commercialisable a plus que compensé les effets de la chute du prix du gaz, et a entraîné une hausse de 365 millions de dollars des recettes tirées du gaz naturel. Les recettes tirées du souffre sont restées stables, étant donné que l'augmentation de la production (4%) a suffi à compenser exactement la baisse des prix.

En 1988, le prix de vente moyen du pétrole brut (y compris la production des sables pétrolifères) a été inférieur de 27% au prix enregistré en 1987, soit 100 $ le mètre cube (15,80 $ le baril) contre 136 $ le mètre cube (21,60 $ le baril). Le prix du gaz naturel a diminué de 9% en 1988 pour se fixer à une moyenne de 54$ le millier de mètres cubes (1,52 $ le millier de pieds cubes) contre 59 $ le millier de mètres cubes (1,67 $ le millier de pieds cubes) en 1987. Les prix moyens du pétrole brut et du gaz naturel en 1988 ont enregistré leurs niveaux les plus bas de presque toute la décennie (annexes A4 et A5).

(1) Les prix à la baisse obtenus par les producteurs canadiens pour le pétrole brut et le gaz naturel sont le reflet de la chute des prix internationaux et de la remontée du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les prix internationaux du pétrole sont habituellement donnés en dollars américains et, à mesure que le dollar canadien augmente en valeur, le prix du pétrole en dollars canadiens baisse.

Graphique 3.
**Production et prix du pétrole et du gaz naturel, 1982 à 1988**



Les bénéfices nets tirés de l'activité amont ont baissé de 58%, soit 1,2 milliard de dollars, pour se situer à 895 millions de dollars en 1988. La réduction de 12% des recettes, ajoutée à la hausse des frais d'exploitation (y compris les frais généraux et d'administration) de 685 millions de dollars (une hausse de 14%) et à celle des frais non monétaires de 660 millions de dollars (une hausse de 15%) ont contribué à réduire les bénéfices de l'activité amont. Les frais d'exploitation unitaires sont restés presque les mêmes en 1988, par rapport à 1987, ce qui indique que la hausse des coûts découlait de l'accroissement des volumes de production (annexe B8). L'augmentation de ces dépenses a été partiellement compensée par la baisse de l'impôt sur le revenu courant, qui s'est établi à 40 millions de dollars soit une baisse de 97%, contre 1,1 milliard de dollars en 1987, et par la réduction des redevances, qui se sont établies à 535 millions de dollars soit une baisse de 18% (annexe B1). Les ressources d'autofinancement pour le secteur amont, non touchées par les frais non monétaires et les impôts sur le revenu reportés, ont baissé de 15%, soit 1 milliard de dollars, pour se fixer à 5,8 milliards de dollars (annexe A21 et B1).

Les sociétés sous contrôle canadien ont fait état d'une diminution de 200 millions de dollars (22%) de leurs bénéfices nets du secteur amont, qui se sont établis à 720 millions de dollars. Un profit extraordinaire de 385 millions de dollars, réalisé en 1988 sur la vente d'actifs, a contribué à ralentir considérablement la chute des profits. Toutefois, déduction faite des postes extraordinaires, les bénéfices nets sont baissés de 64%. Les profits ont subi les effets de façon négative de la hausse des frais d'exploitation (qui se sont accrus de 16%) et des frais non monétaires (qui se sont accrus de 17%), qui ont plus que contrebalancé la baisse des impôts sur le revenu courants et des redevances. Les ressources d'autofinancement ont baissé de 16% pour se fixer à 2,4 milliards de dollars en 1988 (annexe B6).

Les sociétés sous contrôle étranger ont vu leurs bénéfices du secteur amont diminuer de 85% (1 milliard de dollars) pour s'établir à 175 millions de dollars, en raison de la baisse des recettes et de la hausse des frais d'exploitation et des frais non monétaires. Leurs ressources d'autofinancement ont diminué de 14%, par rapport à 1987, pour s'établir à 3,5 milliards de dollars en 1988.

L'écart des taux de diminution entre les sociétés sous contrôle canadien et les sociétés sous contrôle étranger est lié au pourcentage plus élevé de leurs recettes tirées de la production de gaz naturel, soit 49% pour les sociétés sous contrôle canadien contre 40% pour les sociétés sous contrôle étranger (annexe B8). La demande pour le gaz naturel a augmenté considérablement et le prix de ce produit a moins baissé que celui du pétrole brut.

Tableau 5.
**Rendement financier des activités amont** en milliards de dollars

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| **Recettes totales** | **17,9** | **15.7** | **– 2,2** | **– 12** |
| moins: | | | | |
| Frais d'exploitation | 5,1 | 5,8 | 0,7 | 14 |
| Frais d'intérêt | 1,6 | 1,3 | – 0,3 | – 18 |
| Redevances, taxes | 3,0 | 2,5 | – 0,5 | – 18 |
| Autres dépenses | 4,6 | 5,3 | 0,7 | 15 |
| **Revenus avant impôt** | **3,5** | **0,8** | **– 2,7** | **– 79** |
| Impôts courants | 1,1 | – | – 1,1 | – 97 |
| Impôts reportés | 0,4 | 0,2 | – 0,2 | – 42 |
| Bénéfices nets avant les éléments inhabituels | 2,0 | 0,5 | – 1,5 | – 76 |
| Gains inhabituels | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 215 |
| **Bénéfices nets** | **2,1** | **0,9** | **– 1,2** | **– 58** |

## Secteur aval

***Activités reliées aux produits***

*Les recettes des produits pétroliers ont baissé de 5% pour se chiffrer à 23,1 milliards de dollars* en 1988, en raison de la baisse de 14% du coût des marchandises vendues (e.g. coût des matières premières). La baisse des recettes s'est produite malgré l'augmentation du volume des ventes et le transfert aux consommateurs de la hausse des taxes fédérales de vente et d'accise, soit 9%.

Les bénéfices nets ont progressé de 35% (230 millions de dollars), pour atteindre 880 millions de dollars en 1988. La baisse du coût des marchandises vendues, des impôts sur le revenu reportés et des frais d'intérêt a plus que contrebalancé les effets de l'accroissement des dépenses dans toutes les autres catégories, ce qui a entraîné des profits plus élevés pour l'année.

*Les ressources d'autofinancement des opérations reliées aux produits pétroliers ont augmenté de 17%, soit 220 millions de dollars, par rapport à 1987, pour se chiffrer à 1,5 milliard de dollars en 1988* (annexe B9).

Les marges bénéficiaires brutes, définies ici comme étant la différence entre la moyenne des recettes de la vente de produits, les taxes directes et le coût des marchandises vendues, ont atteint 6,5 cents le litre en 1988, contre 6,1 cents le litre en 1987. L'amélioration découle d'une demande accrue de produits pétroliers et d'une diminution des coûts des matières premières (annexe A22).

Les coûts moyens d'acquisition du pétrole brut pour les raffineurs, par région, et les données correspondantes pour le transport figurent aux annexes A6 et A7.

Tableau 6.
**Rendement financier et marges bénéficiaires, produits pétroliers**

| | 1987 | | 1988 | | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| | millions de $ | ¢/litre | millions de $ | ¢/litre | ¢/litre |
| **Chiffre d'affaires brut** | 23856 | 28,81 | 22372 | 26,38 | – 2,43 |
| Autres recettes | 600 | 0,72 | 773 | 0,91 | 0,19 |
| **Recettes totales** | **24456** | **29,53** | **23146** | **27,29** | **– 2,24** |
| moins: | | | | | |
| Taxes d'accise et de vente fédérales | 3961 | 4,78 | 4318 | 5,09 | 0,31 |
| Coût des produits vendus | 15466 | 18,67 | 13345 | 15,73 | – 2,94 |
| **Marge bénéficiaire brute** | **5030** | **6,07** | **5483** | **6,46** | **0,39** |
| moins: | | | | | |
| Frais de commercialisation, de vente et d'administration | 3275 | 3,95 | 3406 | 4,02 | 0,06 |
| **Revenu en espèces avant intérêts et impôts courants** | **1755** | **2,12** | **2076** | **2,45** | **0,33** |
| Frais d'intérêt | 73 | 0,09 | 56 | 0,07 | – 0,02 |
| Impôts courants | 384 | 0,46 | 502 | 0,59 | 0,13 |
| **Revenu en espèces après impôts courants** | **1298** | **1,57** | **1519** | **1,79** | **0,22** |
| Dépréciation et autres frais non monétaires | 531 | 0,64 | 585 | 0,69 | 0,05 |
| Impôts sur le revenu reportés | 133 | 0,16 | 87 | 0,10 | – 0,06 |
| Gains extraordinaires | 18 | 0,02 | 35 | 0,04 | 0,02 |
| **Bénéfices nets après postes extraordinaires** | **653** | **0,79** | **882** | **1,04** | **0,25** |

**Autres activités aval**

Les bénéfices nets tirés des autres activités en aval, surtout les activités liées à la pétrochimie, ont plus que doublé par rapport à 1987 (une hausse de 340 millions de dollars), pour se situer à 595 millions de dollars en 1988. Cette situation est surtout attribuable à une augmentation de la demande. Les ressources d'autofinancement ont augmenté de 94% pour atteindre 820 millions de dollars (annexe B9).

**Total du secteur aval**

Les recettes totales tirées des produits pétroliers et des opérations pétrochimiques ont diminué de 2%, pour se chiffrer à 27 milliards de dollars. Les bénéfices nets combinés se sont accrus de 63%, passant de 905 millions de dollars, chiffre de 1987, à 1,5 milliard de dollars en 1988, tandis que les ressources d'autofinancement ont augmenté de 36% (615 millions de dollars) pour atteindre 2,3 milliards de dollars.

**Autres activités au Canada**

Ce secteur d'activité, qui englobe les revenus et les dépenses 'des affaires de la société', a réalisé un profit de 125 millions de dollars en 1988, comparativement à 225 millions de dollars au cours de la période précédente. En 1987, d'importantes éliminations entre secteurs dans les impôts sur le revenu courants (inscrits comme impôts courants négatifs) et de grosses sommes de bénéfices courus tirés des participations minoritaires (inscrits comme frais négatifs non monétaires) ont contribué à accroître les bénéfices nets de la période. Toutefois, puisque la situation ne s'est pas répétée en 1988, les bénéfices nets ont diminué, comparativement. Les ressources d'autofinancement, non touchées par la réduction de la valeur des actifs et les frais non monétaires, sont passées de 365 millions de dollars, chiffre de 1987, à 380 millions de dollars en 1988.

Comme il a été mentionné dans les examens antérieurs de l'activité, bon nombre de sociétés imputent les opérations de financement et, par conséquent, les frais d'intérêt au poste des 'affaires de la société' qui, par définition, fait partie intégrante des 'autres activités au Canada'. Bien qu'un plus grand nombre de sociétés imputent maintenant leurs frais d'intérêt à d'autres secteurs, 28% de tous les frais d'intérêt de l'industrie sont toujours imputés à ce secteur, qui ne produit que 6% du total des recettes.

**Activités à l'étranger**

Les bénéfices nets tirés des activités à l'étranger ont diminué, passant d'un profit de 75 millions de dollars, enregistré en 1987, à une perte de 70 millions de dollars en 1988. Les activités à l'étranger des sociétés pétrolières canadiennes sont surtout liées à la production du pétrole et du gaz. En conséquence, la diminution des bénéfices nets reflète les mêmes facteurs qui s'appliquent généralement aux activités canadiennes en amont. Les ressources d'autofinancement ont diminué de 5%, pour s'établir à 465 millions de dollars.

Tableau 7.
**Rendement financier du secteur aval, par sous secteur**
en millions de dollars

| | Bénéfices Nets | | | Ressources d'autofinancement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Variation % | 1987 | 1988 | Variation % |
| Produits pétroliers | 653 | 882 | 35 | 1298 | 1519 | 17 |
| Produits pétrochimiques | 254 | 595 | 134 | 424 | 821 | 94 |
| Total, secteur aval | 907 | 1477 | 63 | 1723 | 2340 | 36 |

# 2

# Sources et affectations de fonds(1)

**Vue d'ensemble**

Les fonds de l'industrie du pétrole, avant les 'affectations discrétionnaires', ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (36%), pour se chiffrer par 9,7 milliards de dollars en 1988, en raison de l'accroissement de 3 milliards de dollars des apports nets externes, qui a plus que contrebalancé la diminution de 400 millions de dollars des ressources d'autofinancement. Les apports nets externes ont été de 700 millions de dollars en 1988, contre une sortie de 2,3 milliards en 1987.

Les remboursements de dette à long terme ont dépassé de 460 millions de dollars les nouvelles émissions, comparativement à 3,7 milliards de dollars de remboursements nets en 1987, année où plusieurs sociétés ont réduit leurs dettes en se réorganisant (la dette a été transférée, de même que les actifs, à d'autres secteurs d'activité et ne relève plus des sociétés pétrolières issues de la fusion) et en vendant leurs actifs. De même, plusieurs sociétés ont acquitté leurs dettes après la vente de leurs actifs. En 1988, les ventes d'actifs ont beaucoup contribué à réduire la dette à long terme. La réduction nette de la dette effectuée en 1988, indiquée au tableau 8, ne comprend pas la réduction importante de la dette à long terme résultant de la renégociation de la dette contractée envers plusieurs banques par une société sous contrôle canadien avant sa prise de contrôle par une société sous contrôle étranger. La nouvelle participation, déduction faite des rachats, était de 1,1 milliard de dollars en 1988, contre 1,4 milliard de dollars en 1987.

En 1988, les dépenses nettes en capital ont augmenté de 22% pour atteindre 8,6 milliards de dollars. Les paiements de dividendes ont augmenté de 60%, passant de 1,5 milliard à 2,5 milliards de dollars. L'excédent de la catégorie 'autres sources' sur 'autres affectations' en 1987 est le résultat de transfert de placements, attribuable à la réorganisation des activités des sociétés et à la vente de leurs actifs. En 1988, l'accroissement des 'autres affectations' a découlé de l'achat d'actifs. La diminution nette du fond de roulement de

(1) Les sources et affectations de fonds d'une entreprise individuelle sont communiquées à l'ASSP sur une base nette. Par exemple, une entreprise contractant et remboursant une dette n'indique que le montant net. Le même principe s'applique aux changements intervenant dans les avoirs propres et le fonds de roulement. Pour l'ensemble de l'industrie, l'ASSP additionne les montants nets afin d'établir la contribution ou le retrait nets de fonds à d'autres secteurs de l'économie. Cependant, afin de permettre au lecteur de faire la distinction entre la nouvelle dette à long terme et le remboursement de la dette, etc., l'ASSP indique ces montants séparément au tableau 9.

Tableau 8.
**Sources et affectations de fonds (nettes)** en milliards de dollars

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| **Ressources d'autofinancement** | | | | |
| Bénéfices nets avant les postes inhabituels | 3,2 | 2,1 | – 1,1 | – 35 |
| Frais non monétaires | 6,2 | 6,9 | 0,7 | 11 |
| **Ressources d'autofinancement** | **9,4** | **9,0** | **– 0,4** | **– 4** |
| **Sources externes nettes** | | | | |
| Nouvelle dette à long terme, après les remboursements | – 3,7 | – 0,5 | 3,2 | – |
| Nouvel avoir propre après les rachats | 1,4 | 1,1 | – 0,3 | – 17 |
| **Sources externes nettes** | **– 2,3** | **0,7** | **3,0** | **–** |
| **Sources nettes** | **7,1** | **9,7** | **2,6** | **36** |
| **Affectations discrétionnaires** | | | | |
| Dépenses en capital nettes | 7,0 | 8,6 | 1,6 | 22 |
| Paiements de dividendes | 1,5 | 2,5 | 1,0 | 60 |
| Autres affectations, après autres sources | – 1,5 | 2,0 | 3,5 | – |
| **Affectations nettes** | **7,1** | **13,0** | **5,9** | **84** |
| **Augmentation nette du fonds de roulement** | **–** | **– 3,4** | **– 3,4** | **–** |

3,4 milliards de dollars en 1988 contraste avec sa situation stable en 1987. Cette diminution est partiellement attribuable à un emprunt à court terme pour financer le rachat d'actions privilégiées par une importante société sous contrôle canadien. De plus, des dividendes déclarés (mais non payés en 1988) ainsi que la dette à long terme de plusieurs entreprises acculées à la faillite devenant exigible, a conduit à une augmentation des dettes à court terme, ce qui a entraîné une réduction du fonds de roulement (annexe B10).

**Sources et affectations de fonds (brutes)**

En 1988, les fonds externes provenaient des diverses sources, mais ils ont été moins importants quantitativement que les affectations connexes. La nouvelle dette à long terme s'est établie à 2,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,3 milliard de dollars, et le remboursement de la dette a diminué de 41% (1,9 milliard de dollars), pour se chiffrer à 2,7 milliards. Les nouvelles émissions d'action ont augmenté de 540 millions de dollars, pour se chiffrer à 2,3 milliards, tandis que les réductions de l'avoir propre se sont accrues de 1,2 milliard de dollars en 1988, principalement en raison du rachat d'actions privilégiées.

Les augmentations du fonds de roulement déclarées individuellement ont totalisé 1,5 milliard de dollars en 1988, soit un recul de 580 millions de dollars par rapport au chiffre de 2 milliards de dollars de 1987. Les diminutions du fonds de roulement déclarées individuellement ont totalisé 4,8 milliards de dollars en 1988 comparativement à 2 milliards de dollars en 1987. La diminution des apports des 'autres sources' en 1988 comparativement à 1987, reflète surtout la valeur exceptionnellement élevée pour une importante société sous contrôle canadien résultant d'une réorganisation en 1987. Les fonds déclarés en 1988 sous 'autres sources' représentent partiellement les gains de la vente de propriétés gazières et pétrolières, destinés à réduire la dette. Les fonds utilisés pour l'achat d'actifs ont atteint 2,3 milliards de dollars en 1988 comparativement à 790 millions de dollars en 1987.

Les dépenses nettes en capital, la plus importante composante des 'affectations de fonds', ont augmenté de 22% (1,6 milliard de dollars), pour atteindre 8,6 milliards de dollars (pour de plus amples détails, voir le tableau 13).

Tableau 9.
**Catégories choisies de sources et d'affectations de fonds**
en milliards de dollars[a]

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| Nouvelle dette à long terme[b] | 0,9 | 2,2 | 1,3 | 147 |
| Remboursement de la dette à long terme[d] | 4,6 | 2,7 | – 1,9 | – 41 |
| **Dette à long terme, après remboursements** | **– 3,7** | **– 0,5** | **3,2** | **–** |
| Nouvel avoir propre[b] | 1,8 | 2,3 | 0,5 | 30 |
| Rachat de l'avoir propre[d] | 0,4 | 1,2 | 0,8 | 182 |
| **Avoir propre net, après rachats** | **1,4** | **1,1** | **– 0,3** | **– 17** |
| Augmentation du fonds de roulement[d] | 2,0 | 1,5 | – 0,5 | – 28 |
| Diminution du fonds de roulement[b] | 2,0 | 4,8 | 2,8 | 138 |
| **Variation du fonds de roulement net** | **–** | **– 3,4** | **– 3,4** | **–** |
| Toutes autres sources[c] | 7,6 | 4,4 | – 3,2 | – 43 |
| Toutes autres affectations[e] | 6,1 | 6,3 | 0,2 | 3 |
| **Autres affectations après les autres sources nettes** | **– 1,5** | **2,0** | **3,5** | **–** |
| Total des dépenses en capital | 7,6 | 9,0 | 1,4 | 19 |
| PCEEMV, PESP et autres programmes semblables | 0,5 | 0,4 | – 0,1 | – 16 |
| **Dépenses en capital nettes** | **7,0** | **8,6** | **1,6** | **22** |

Nota:
(a) L'annexe B10 fournit plus de détails à ce sujet.
(b) Représente les montants d'une nouvelle dette à long terme, du nouvel avoir propre ou des fonds provenant de la réduction des fonds de roulement des sociétés qui ont déclaré avoir obtenu des fonds nets de ces sources.
(c) Comprend les gains inhabituels; les pertes inhabituelles figurent au titre 'Toutes autres affectations'.
(d) Représente l'affectation nette de fonds au remboursement de la dette à long terme, au rachat de l'avoir propre, ou à l'accroissement du fonds de roulement par les sociétés qui ont déclaré des affectations de fonds à ces fins.
(e) Principalement des fonds affectés aux acquisitions d'usines et de propriétés appartenant à d'autres sociétés et des fonds affectés à des prises de contrôle sur des sociétés.

**Ressources d'autofinancement**

Les ressources d'autofinancement de l'industrie pétrolière ont diminué de 400 millions de dollars, soit 4%, pour se situer à 9 milliards de dollars en 1988. Le recul est surtout attribuable à une baisse des prix du pétrole brut et du gaz naturel et à une hausse des taxes de vente et d'accise et des frais d'exploitation (y compris les frais généraux et d'administration). Dans le secteur amont, les ressources d'autofinancement ont enregistré une baisse de 15% (1 milliard de dollars), pour se fixer à 5,8 milliards de dollars. Par opposition, dans le secteur aval, elles ont augmenté de 36% (615 millions de dollars), pour se chiffrer à 2,3 milliards de dollars, en raison d'un accroissement des ventes dans le secteur pétrochimique et d'une augmentation des marges bénéficiaires du secteur des produits pétroliers. Les ressources d'autofinancement en provenance des 'autres activités au Canada' ont augmenté de 3% par rapport à 1987, passant de 365 millions de dollars à 380 millions de dollars en 1988, alors que celles des activités à l'étranger ont diminué de 5% pour se chiffrer à 465 millions de dollars.

Les ressources d'autofinancement des sociétés sous contrôle canadien ont diminué de 3%, pour se fixer à 3,6 milliards de dollars, principalement en raison de la faiblesse du rendement des activités en amont qui ont plus que contrebalancé le rendement supérieur des activités en aval et des autres activités au Canada.

Les ressources d'autofinancement des sociétés sous contrôle étranger ont diminué de 5%, pour s'établir à 5,4 milliards de dollars, baisse provenant de tous les secteurs d'activité, à l'exception du secteur aval.

Tableau 10.
**Ressources d'autofinancement, par secteur et par segment**
en milliards de dollars[a]

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| **Sociétés sous contrôle canadien** | | | | |
| Amont | 2,8 | 2,4 | – 0,4 | – 15 |
| Aval | 0,6 | 0,9 | 0,3 | 43 |
| Autres[b] | 0,4 | 0,4 | – | 11 |
| **Total des sociétés sous contrôle canadien** | **3,8** | **3,6** | **– 0,2** | **– 3** |
| **Sociétés sous contrôle étranger** | | | | |
| Amont | 4,0 | 3,5 | – 0,5 | – 14 |
| Aval | 1,1 | 1,5 | 0,4 | 32 |
| Autres[b] | 0,3 | 0,2 | – 0,1 | – 5 |
| **Total des sociétés sous contrôle étranger** | **5,6** | **5,4** | **– 0,2** | **– 5** |
| **Total de l'industrie** | | | | |
| Amont | 6,8 | 5,8 | – 1,0 | – 15 |
| Aval | 1,7 | 2,3 | 0,6 | 36 |
| Autres[b] | 0,9 | 0,8 | – 0,1 | – 1 |
| **Grand Total** | **9,4** | **9,0** | **– 0,4** | **– 4** |

Nota:
(a) Voir les annexes B1, B6 et B7 pour plus de détails.
(b) Comprend les ressources d'autofinancement tirées des activités à l'étranger et des 'autres activités au Canada'.

**Subventions d'encouragement et crédits d'impôt**

Le Programme d'encouragement du secteur pétrolier (PESP) s'est terminé officiellement le 31 mars 1986. Par contre, il reste à faire honneur aux engagements pris en vertu d'ententes encore en vigueur au sujet des activités poursuivies sur les Terres du Canada. Le 25 mars 1987, le gouvernement canadien a annoncé la création du Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur (PCEEMV), lequel vise à fournir une aide directe à l'industrie au titre des dépenses en capital du secteur amont. Le niveau auquel les subventions ont été gagnées a été ramené, en octobre 1988, de 33 1/3% à 25% des dépenses en capital admissibles.

Les subventions, qui totalisaient 292 millions de dollars en 1987 (en partie des subventions du PESP), sont tombées à 271 millions de dollars en 1988 (principalement des subventions du PCEEMV). Au cours de cette période, les sociétés sous contrôle canadien ont reçu 57% des subventions totales de 1988, contre 59% en 1987.

Tableau 11.
**Subventions d'encouragement par région et par secteur**
en millions de dollars

| | Sociétés sous contrôle canadien | | Sociétés sous contrôle étranger | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 |
| Provinces | 124 | 149 | 76 | 116 | 200 | 265 |
| Terres du Canada | 48 | 6 | 45 | – | 93 | 6 |
| Total au Canada | 171 | 155 | 121 | 116 | 292 | 271 |

Nota:
Pour plus de détails, voir l'annexe A17.

Les dépenses d'exploration, pour les puits coûtant plus de 5 millions de dollars, sont admissibles au crédit d'impôt à l'exploration (CIE), en raison de 25% des dépenses admissibles. Ce crédit et le crédit d'impôt à l'investissement (CII) sont tombés à 101 millions de dollars en 1988, contre 107 millions de dollars en 1987.

Les baisses provenant de la diminution des crédits dans les provinces ont plus que contrebalancé des crédits d'impôt à l'exploration plus élevés à l'égard des Terres du Canada.

Tableau 12.
**Crédits d'impôt à l'exploration et à l'investissement** en millions de dollars

| | Sociétés sous contrôle canadien | | Sociétés sous contrôle étranger | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 |
| Provinces | 22 | 21 | 62 | 32 | 84 | 53 |
| Terres du Canada | 20 | 31 | 4 | 17 | 24 | 48 |
| Total au Canada | 41 | 52 | 66 | 49 | 107 | 101 |

## Dépenses en capital

En 1988, les dépenses en capital brutes ont augmenté de 19% (1,4 milliard de dollars) pour se chiffrer à 9 milliards de dollars, alors que les dépenses intérieures ont augmenté de 19% et celles à l'étranger de 18%. Les dépenses à l'étranger, en proportion des dépenses en capital totales, étaient légèrement à la baisse par rapport à celles de 1987, car elles sont tombées de 7% à 6%. Les dépenses en amont continuent de constituer la plus importante composante du total des dépenses en capital, soit 74% en 1988 contre 73% en 1987. Toutes les composantes du secteur amont ont enregistré des augmentations. Les dépenses relatives au secteur amont, à l'extraction des ressources énergétiques et les dépenses non précisées ont également augmenté.

Tableau 13.
**Dépenses en capital** en milliards de dollars[a]

| | 1987 | 1988 | Variation | % | Part du total 1987 % | Part du total 1988 % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Amont** | | | | | | |
| Exploration | 2,7 | 3,0 | 0,3 | 11 | 35 | 33 |
| Mise en valeur | 1,1 | 1,3 | 0,2 | 19 | 14 | 14 |
| Production | 1,2 | 1,6 | 0,4 | 31 | 16 | 18 |
| Non classique[b] | 0,5 | 0,8 | 0,3 | 54 | 7 | 9 |
| **Total Amont[c]** | **5,5** | **6,7** | **1,2** | **21** | **73** | **74** |
| Aval | 1,2 | 1,3 | 0,1 | 10 | 16 | 15 |
| Extraction des ressources énergétiques | – | 0,1 | 0,1 | 86 | 1 | 1 |
| Autres | 0,3 | 0,3 | – | 11 | 4 | 4 |
| **Total des dépenses au Canada** | **7,1** | **8,4** | **1,3** | **19** | **93** | **94** |
| **Dépenses à l'étranger** | **0,5** | **0,6** | **0,1** | **18** | **7** | **6** |
| **Total des dépenses** | **7,6** | **9,0** | **1,4** | **19** | **100** | **100** |
| Subventions d'encouragement et autres recettes | 0,5 | 0,4 | – 0,1 | – 22 | | |
| **Dépenses en capital nettes** | **7,1** | **8,6** | **1,5** | **22** | | |
| Rappel: Dépenses en capital amont (Nettes des subventions d'encouragement et autres recettes) | 5,0 | 6,3 | 1,3 | 25 | | |

Nota:
(a) Pour une ventilation plus détaillée, voir l'annexe B11 et B12.
(b) Comprend les produits de sables pétrolifères et de pétrole lourd non classique.
(c) Comprend les subventions du PESP, du PCEEMV et d'autres recettes.

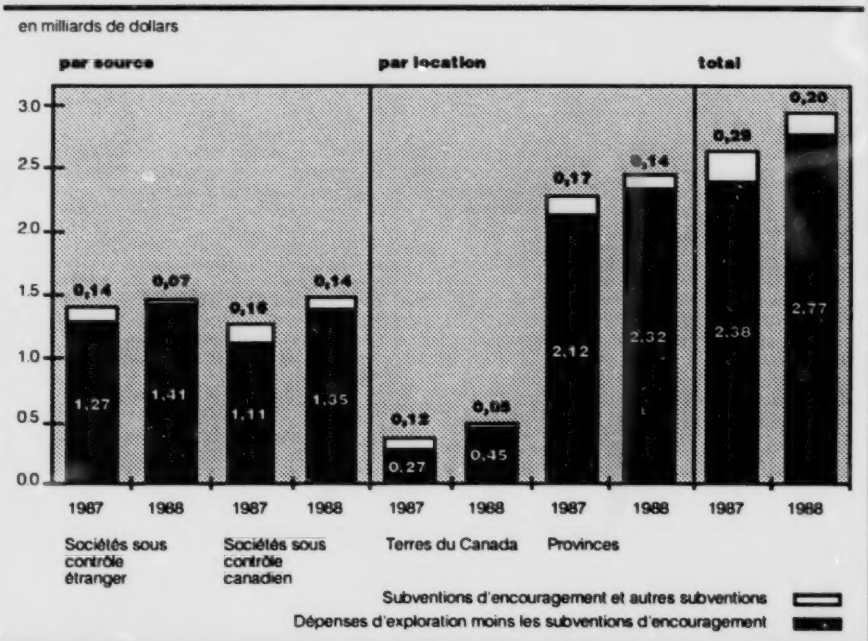
*Secteur amont* : Le raffermissement des prix du pétrole brut en 1987, après la chute spectaculaire de 1986, de même que la mise en place d'incitatifs tels que le Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur (PCEEMV) et l'exemption du versement de redevances accordée pendant trois ans par le gouvernement de l'Alberta, à l'égard des nouvelles découvertes faites avant le 1er novembre 1988, ont encouragé l'industrie à augmenter ses activités d'exploration et de mise en valeur du secteur amont, au cours du premier semestre de 1988. Toutefois, la chute constante des prix du pétrole brut en 1988, a incité les sociétés à réduire leurs dépenses au cours du second semestre en comparaison à la tendance saisonnière. Le résultat net fut néanmoins une hausse des dépenses totales dans le secteur amont de 21% (1,2 milliard de dollars), par rapport à 1987, pour atteindre 6,7 milliards de dollars en 1988. Dans toutes les catégories de l'activité amont, les dépenses ont connu une augmentation.

Déduction faite des subventions d'encouragement, les dépenses engagées dans le secteur amont par les sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 28% et celles des sociétés sous contrôle étranger, de 24%. En conséquence, la part des dépenses en capital attribuable au groupe de sociétés sous contrôle canadien s'est accrue de 0,9 point de pourcentage, pour représenter 43,4% du total des dépenses (annexe B11).

*Les dépenses d'exploration* dans les provinces et sur les Terres du Canada ont progressé respectivement de 8% et de 31% pour se situer à 2,5 milliards et 505 millions de dollars. Il en a découlé une augmentation de 11% des dépenses totales d'exploration, qui se sont élevées à 3 milliards de dollars. Les dépenses sur les Terres du Canada ont représenté 17% des dépenses totales, contre 14% en 1987; la hausse a touché la plupart des régions des Terres du Canada.

Les dépenses d'exploration engagées par les sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 5% en 1988, tandis que celles des sociétés sous contrôle canadien se sont accrues de 17%. Les sociétés sous contrôle canadien ont contribué 50% des dépenses d'exploration totales.

Graphique 4.
**Dépenses d'exploration au Canada**




*Dépenses dans le secteur aval* : Les dépenses engagées dans le secteur aval ont atteint 1,3 million de dollars en 1988, soit une hausse de 10%, correspondant à l'augmentation des dépenses engagées pour les gazoducs et les points de vente. Ces dépenses ont plus que compensé la baisse des dépenses effectuées relativement aux usines et aux raffineries pétrochimiques.

*Extraction des ressources énergétiques minières et autres* : Les dépenses consacrées à l'extraction des ressources énergétiques minières ont diminué, mais toutes les autres ont augmenté, y compris celles des installations pour extraction minière, des navires de forage, des caissons et des installations de forage. Cette dernière catégorie de dépenses comprend aussi le montant capitalisé des intérêts payés relativement aux dépenses avant la mise en route des projets.

**Taux de réinvestissement**

Le taux global de réinvestissement de l'industrie du pétrole, c'est-à-dire le total des dépenses en capital nettes[1] par rapport aux ressources d'autofinancement provenant de tous les secteurs d'activité, a augmenté, pour s'établir à 95% en 1988, soit une hausse de 20% par rapport à 1987.

La stabilité relative et le redressement partiel des prix du pétrole brut en 1987, après leur effondrement de 1986 et le fort ralentissement des activités qui a suivi, ont incité les entreprises à augmenter leurs dépenses en capital. L'optimisme renouvelé des prévisions voulant que les prix du pétrole brut demeurent, en moyenne, au même niveau ou au dessus des prix de 1987, avec l'encouragement des programmes incitatifs du gouvernement fédéral et des provinces, l'industrie du pétrole s'est engagée dans de nouveaux projets d'investissement.

Les plus grandes augmentations des dépenses en capital sont survenues dans les secteurs coûteux, par exemple les sables pétrolifères (une augmentation de 54%) et les Terres du Canada (une augmentation de 31%).

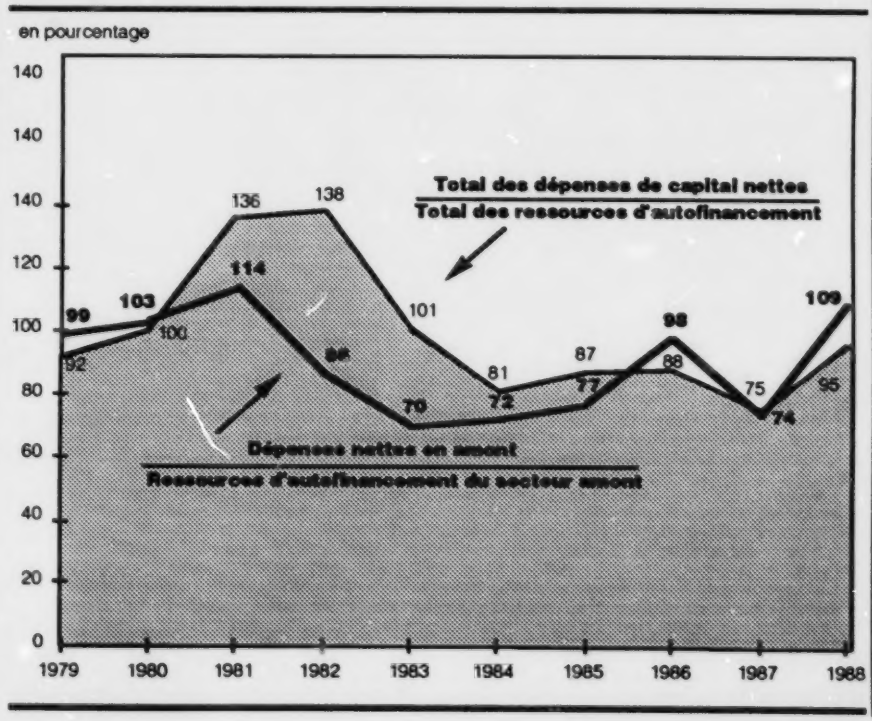
Toutefois, étant donné que les prix du pétrole brut et du gaz naturel ont baissé peu après l'établissement des plans, les ressources d'autofinancement n'ont pas augmenté autant que l'industrie l'avait prévu. Même si celle-ci dans son ensemble a enregistré une augmentation du taux de réinvestissement de 20 points de pourcentage, on pourrait considérer le taux de réinvestissement de 95% comme étant anormalement élevé, tout comme le taux de 75% de 1987 était bas par rapport aux ressources réelles d'autofinancement.

Les groupes sous contrôle canadien et étranger ont signalé d'importantes augmentations de leurs taux d'investissement. Celui des sociétés sous contrôle canadien est passé de 84%, taux de 1987, à 109% en 1988, alors que celui des sociétés sous contrôle étranger est passé de 69% à 86%. Au chapitre des activités amont, une comparaison entre les deux groupes donne des résultats semblables, les sociétés sous contrôle canadien ayant réinvesti 116% de leurs ressources d'autofinancement amont (une augmentation de 39 points de pourcentage) et les sociétés sous contrôle étranger, 103% (une augmentation de 31 points de pourcentage).

*Les dépenses en capital du secteur amont* (moins les subventions d'encouragement) ont représenté 109% des ressources d'autofinancement du secteur amont de l'industrie, soit une augmentation de 35 points de pourcentage par rapport à 1987. Les ressources d'autofinancement du secteur amont ont diminué de 15%, tandis que les dépenses nettes en capital du même secteur ont augmenté de 25%.

(1) Les dépenses en capital nettes sont les dépenses en capital moins les subventions d'encouragement et les recettes d'assurances.

Graphique 5.
**Taux de réinvestissement**



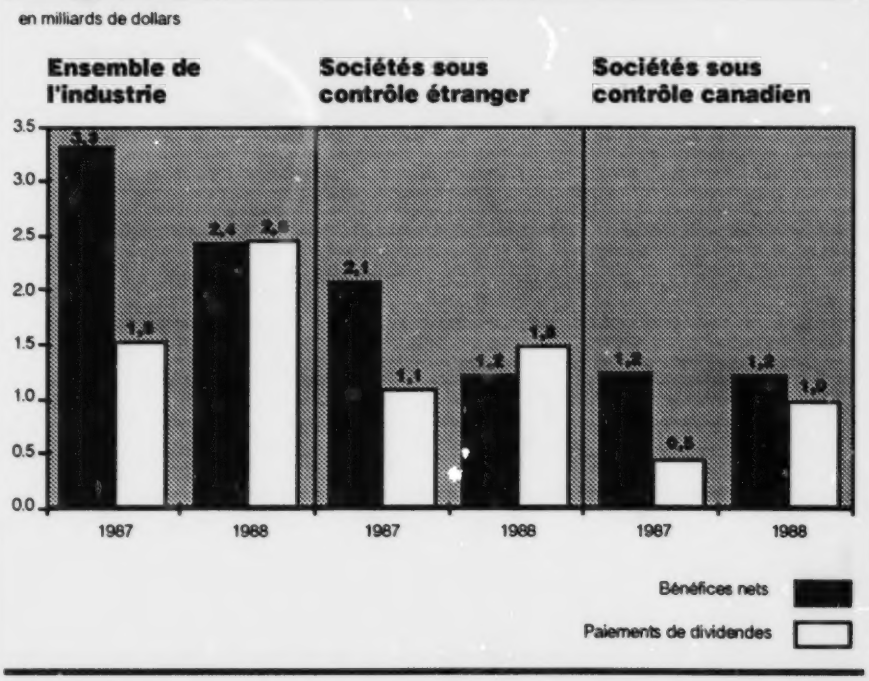
**Paiements de dividendes**

Les paiements de dividendes versés par les sociétés de l'industrie pétrolière ont augmenté de 60%, pour passer à 2,5 milliards de dollars en 1988, alors que les bénéfices nets ont diminué de 27%, passant de 3,3 milliards à 2,4 milliards de dollars. En conséquence, le taux de paiement de l'industrie, qui était de 46% en 1987, est passé à 102% en 1988.

Les paiements de dividendes effectués par les sociétés sous contrôle canadien ont plus que doublé, pour se chiffrer à 985 millions de dollars, ce qui donne un taux de paiement de dividendes de 81% en 1988. Les paiements de dividendes des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 36%, pour se chiffrer à 1,5 milliard de dollars, soit un taux de paiement de 122%.

L'accroissement des paiements de dividendes a découlé de la déclaration d'un important dividende par une société sous contrôle étranger, avant son achat par une autre entreprise. En outre, plusieurs sociétés sous contrôle canadien qui n'avaient pas l'habitude de payer des dividendes, en ont déclaré des montants assez considérables avant d'apporter des changements importants à leurs structures (annexes A20 et B1).

Graphique 6.
**Comparaison des paiements de dividendes et des bénéfices nets**



# 3

# Comparaison du rendement : industrie pétrolière et autres industries

### Comparaison des bénéfices nets

Grâce aux données de Statistique Canada, il est possible de mieux évaluer la performance financière du secteur pétrolier par rapport à celle des autres secteurs de l'économie.(1) Le but d'un tel exercise est d'indiquer l'importance relative de l'industrie du pétrole dans l'ensemble de toutes les autres industries non financières.(2)

Mis à part ceux des sociétés d'État, les bénéfices nets tirés des activités de l'industrie du pétrole au Canada, après la déduction des postes extraordinaires, ont diminué de 15%, pour s'établir à 2,7 milliards de dollars en 1988, alors que ceux de toutes les autres industries non financières ont augmenté de 27%, pour se chiffrer à 24,2 milliards de dollars. Le graphique 7 indique que les bénéfices nets de l'industrie du pétrole en 1988, constituent 10% des bénéfices nets de toutes les industries non financières.

Même si ces résultats se comparent très avantageusement aux piètres résultats de 1986, ils sont toujours bien au-dessous du niveau des années précédentes.

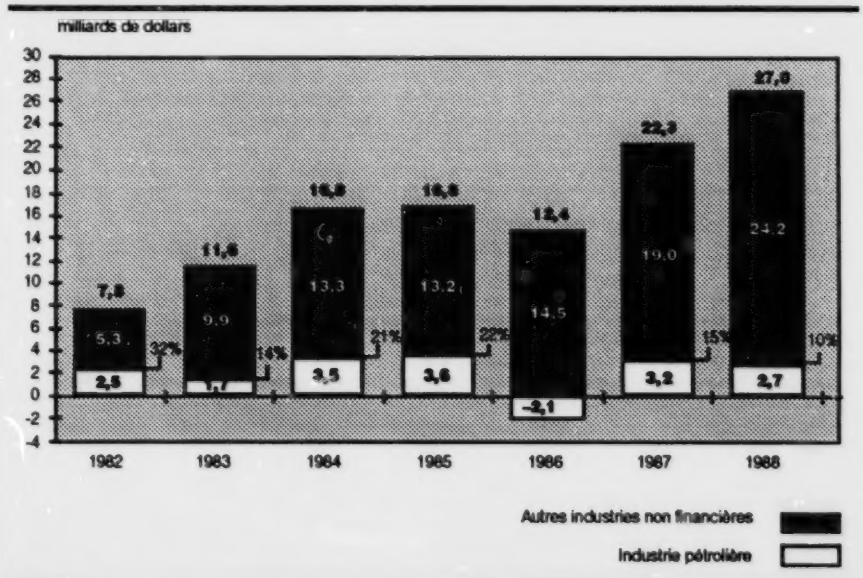
En comparaison, les bénéfices nets de 24,2 milliards de dollars de toutes les autres industries non financières représentent le second niveau record consécutif pour une période d'un an.

---

(1) Les données présentées dans cette section ne correspondent pas tout à fait à celles que l'on trouve ailleurs, bien qu'elles se rapprochent des résultats de l'examen de l'ASSP indiqués dans les chapitres 1 et 2. Les données sur l'industrie pétrolière fournies par Statistique Canada couvrent un plus grand nombre de sociétés que l'examen de l'ASSP, mais ne comprennent pas les entreprises gouvernementales, ni les activités à l'étranger des sociétés pétrolières canadiennes. L'examen de l'ASSP couvre l'ensemble de l'activité des sociétés pétrolières au Canada, y compris les sociétés d'État, dont l'actif et les recettes dépassent un certain seuil.

(2) Comprend les secteurs manufacturier, minier, des services, etc.

Graphique 7.
**Comparaison des bénéfices nets: Industrie pétrolière et toutes les autres industries non financières**



**Dépenses en capital**

Selon les données de Statistique Canada, les dépenses en capital brutes (avant la déduction des subventions d'encouragement) ont augmenté de 33%[1] en 1988 par rapport à 1987. Comme il a déjà été mentionné, l'augmentation des dépenses de l'industrie du pétrole est en partie attribuable aux sociétés qui ont profité des programmes d'encouragement des gouvernements, tels que le PCEEMV, avant que les avantages soient réduits. De plus, l'exemption pour trois ans du versement de redevances sur les nouvelles découvertes devait être ramenée à un an par le gouvernement de l'Alberta à partir du 1er novembre 1988. Toutefois, le 31 octobre, le ministre de l'Énergie de l'Alberta a annoncé le prolongement et le maintien des conditions actuelles du programme de crédit d'impôt au titre des redevances. Les dépenses en capital des autres industries non financières ont augmenté de 12%, principalement en raison de l'amélioration de la situation du secteur minier. En conséquence, la part de l'industrie du pétrole, dans l'ensemble des dépenses en capital des industries non financières, a augmenté de 3 points de pourcentage, pour se situer à 21% en 1988.

(1) Ces données diffèrent sensiblement de celles qui figurent au chaptire 2 parce que les données fournies par Statistique Canada pour cette rubrique incluent certaines acquisitions dans la catégorie des dépenses en capital.

Tableau 14.
**Comparaison des dépenses en capital: Industrie pétrolière et toutes les autres industries non financières** en milliards de dollars

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| 1. Fabrication | 11,0 | 12,1 | 1,1 | 10 |
| 2. Extraction minière | 2,9 | 3,7 | 0,8 | 26 |
| 3. **Autres industries non financières** | **17,7** | **19,6** | **1,9** | **11** |
| 4. **Total, industries non financières** (industrie pétrolière non comprise) | **31,6** | **35,4** | **3,8** | **12** |
| 5. Industrie pétrolière | 7,0 | 9,3 | 2,3 | 33 |
| 6. **Total, industries non fianancières** (y compris l'industrie pétrolière) | **38,7** | **44,7** | **6,1** | **16** |
| 7. Ligne 5 en % de la ligne 6 | 18 | 21 | | |

Source:
Statistics Canada, 61-003, *Sociétés industrielles – Statistique financière*. Cette analyse ne comprend pas les entreprises gouvernementales. Toutes les dépenses sont brutes et comprennent les subventions de capital.

# 4

## Tendances en matière de participation et de contrôle

La structure de l'industrie du pétrole a continué à connaître des changements en 1988, après une année 1987 mouvementée. Plusieurs sociétés pétrolières ont été acquises par d'autres entreprises, en tout ou en partie, ce qui a entraîné des changements dans le niveau de la participation canadienne et dans le contrôle de l'industrie. Des événements particulièrement importants qui se sont produits en 1988 ont été la prise de contrôle de Dome Petroleum Ltd par la Compagnie des Pétroles Amoco Canada Ltée., l'achat partiel de Bow Valley Industries Limited par British Gas et la prise de contrôle de l'Énergie Canterra Ltée par Husky Oil Limited.

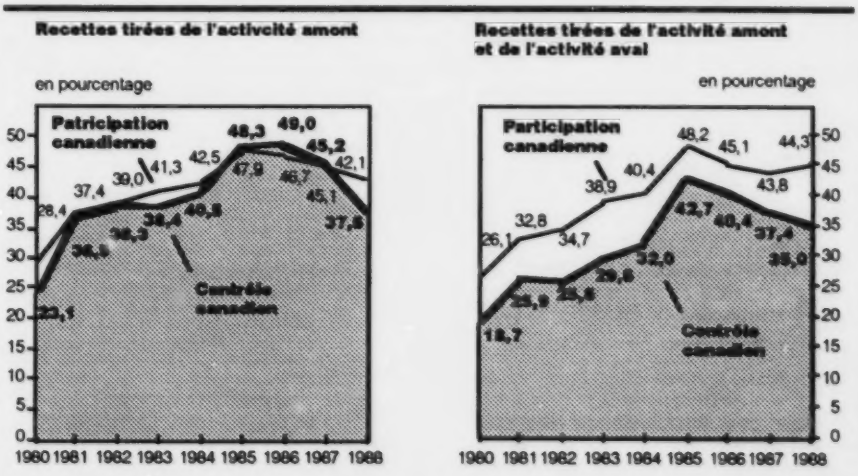
La part canadienne des recettes tirées de l'activité amont, qui était de 45,1% en 1987, est tombée à 42,1% en 1988 (une baisse de 3 points de pourcentage), tandis que le contrôle canadien, qui était de 45,2%, est tombé à 37,6% en 1988 (soit une baisse de 7,6 points de pourcentage). La différence entre les taux de diminution de la participation canadienne et du contrôle canadien est attribuable, en partie, au montant relativement faible d'avoir propre détenu par les Canadiens avant la prise de contrôle de l'une des sociétés. En outre, étant donné que les prises de contrôles des deux autres sociétés n'ont été que partielles, ces prises de contrôle ont moins influé sur la mesure de la participation que sur celle du contrôle.

L'influence négative de l'activité de prise de contrôle sur le niveau de la participation et du contrôle canadiens a été contrebalancée en partie par deux facteurs qui ont amélioré légèrement la situation :

- Les recettes des sociétés sous contrôle étranger ont diminué de 14%, en comparaison d'une baisse de 9% de celles des sociétés sous contrôle canadien, ce qui a eu un effet positif sur le niveau du controle canadien; et
- l'accroissement de la participation canadienne dans plusieurs sociétés sous contrôle étranger intégrées dont les actions sont vendues publiquement a eu un effet positif sur le taux de participation canadien.

Approximativement 1 point de pourcentage de la baisse de participation canadienne dans les recettes amont en 1988 est dû à une analyse plus approfondie des actions détenues au Canada à travers le 'système d'inscription en compte' (SIC). La croissance rapide des comptes enregistrés dans ce système, surtout avec la 'Société de Dépôt et de Compensation' (SDC), a eu pour effet de voiler, dans bien des cas, l'identité des usufruitiers. L'analyse des comptes avec la CDS de certaines sociétés surveillées par l'Agence a indiqué qu'une partie des actions qui bénéficiaient auparavant du statut d'appartenance canadienne, était détenue au compte de non canadiens. Ceci, s'appliquerait aussi aux années avant 1988, mais l'étendue de cette situation ne peut être mesurée.

Graphique 8.
**Participation et contrôle canadiens dans l'industrie pétrolière**



La part canadienne des bénéfices tirés des activités amont et aval a augmenté d'un demi-point de pourcentage, pour atteindre 44,3% en 1988, tandis que le contrôle canadien est tombé de 2,4 points de pourcentage, pour s'établir à 35%.

L'accroissement du niveau de la part canadienne des recettes amont et aval est largement attribuable à l'élimination d'une position minoritaire détenue, par une société sous contrôle étranger, dans une grande société sous contrôle canadien qui avait d'importantes recettes tirées de l'activité aval. En outre, comme il a déjà été noté, l'accroissement de la participation canadienne dans l'avoir propre de deux sociétés intégrées sous contrôle étranger a accru la part canadienne des recettes amont et aval. Toutefois, la diminution du contrôle canadien est attribuable à des prises de contrôle.

Tableau 15.
**Participation et contrôle par pays et par secteur** en pourcentage[a]

| | Participation | | Contrôle | |
|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 |
| États-Unis | 40,6 | 39,8 | 44,0 | 44,7 |
| Autres pays | 15,6 | 15,9 | 18,6 | 20,3 |
| **Total – pays étranger** | **56,2** | **55,7** | **62,6** | **65,0** |
| Secteur public canadien | 15,9 | 15,9 | 15,5 | 15,9 |
| Secteur privé canadien | 27,9 | 28,4 | 21,9 | 19,0 |
| **Total – Canada** | **43,8** | **44,3** | **37,4** | **35,0** |

Nota:
(a) Basé sur les recettes en amont et en aval reliées au pétrole et utilisant les données de la participation à la fin de 1988.

# 5

## Activités de recherche et de développement de 1987 à 1988

Un total de 23 sociétés produisant des déclarations à l'ASSPC, dont la plupart étaient surtout de grandes entreprises, ont déclaré des dépenses de R-D en 1988, contre 24 en 1987. Au total, elles ont consacré 286 millions de dollars à la R-D en 1988, soit 24% de plus qu'en 1987.(1) Au cours de l'année 1988, les dépenses en R-D internes ont augmenté de 32%, tandis que les recherches contractuelles effectuées par d'autres représentaient 97 millions de dollars, soit une augmentation de 9%.

### Dépenses de R-D internes

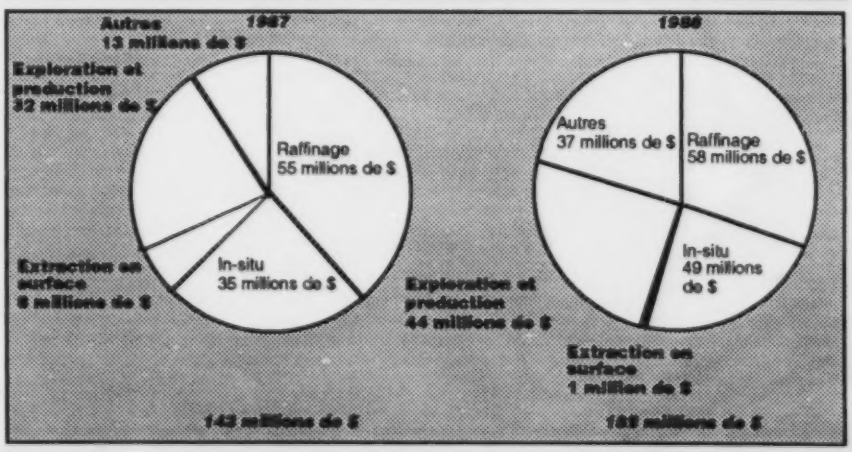
En 1988, les dépenses de R-D internes de l'industrie pétrolière, qui étaient de 143 millions de dollars en 1987, sont passées à 189 millions de dollars. Les dépenses courantes sont passées à 144 millions de dollars, soit une hausse de 17%. Parmi celles-ci, les dépenses de traitement et de salaire sont passées à 75 millions de dollars, soit une hausse de 26%. Le solde des dépenses internes totales, après les dépenses courantes, soit 45 millions de dollars, a été affecté aux biens de production, surtout à l'équipement de R-D (27 millions de $) et aux bâtiments (18 millions de $). Les dépenses en capital se sont accrues de 121% par rapport aux niveaux de 1987.

Les activités de R-D dans la technologie du raffinage, sont demeurées la principale source de dépenses internes, au niveau de 31%, et elles se sont chiffrées à 58 millions de dollars, soit une augmentation en termes absolus de 4 millions de dollars. La deuxième composante importante des dépenses de R-D internes pour l'énergie, en 1987, la récupération du pétrole lourd aux lieux mêmes de la production, représente maintenant 49 millions de dollars, soit 14 millions de plus qu'en 1987.

En 1988, les dépenses de R-D consacrées à l'exploration et à la production de pétrole brut classique et de gaz naturel ont atteint 44 millions de dollars (contre 32 millions en 1987), pour s'établir à 23% de l'ensemble des dépenses de R-D internes soit 1% de plus qu'en 1987. Les dépenses de R-D non liées à l'énergie se sont aussi accrues en 1988, passant de 4 millions de dollars à 7 millions de dollars. Les dépenses de R-D consacrées aux technologies de l'énergie, à l'exception des combustibles fossiles, ont augmenté de 10 millions de dollars, soit 7% du total des dépenses de R-D internes comptabilisées par les principales entreprises pétrolières et gazières, pour atteindre 30 millions de dollars, soit 16% de ces dépenses en 1988 (annexe A24).

(1) Ces données sont tirées des réponses données à deux questionnaires de Statistique Canada, l'un portant sur la recherche et le développement dans l'industrie canadienne et l'autre, sur les dépenses de R-D énergétiques engagées par activités. Ces questionnaires ont été mis à la disposition de l'ASSP en vertu d'une entente conclue conformément à la Loi sur la statistique. Quelques-unes des données peuvent avoir été comptées en double, étant donné que les chiffres qui ont été communiqués au sujet de la R-D interne peuvent inclure des travaux effectués à contrat pour le compte d'autres sociétés pétrolières.

Graphique 9.
**Dépenses de R-D interne par secteur d'activité**



En 1988, le nombre total de personnes affectées à la R-D dans les sociétés déclarantes, qui était de 1108 en 1987, est passé à 1120. Le pourcentage de scientifiques, d'ingénieurs et d'administrateurs principaux de R-D a augmenté d'un point de pourcentage, pour représenter 45% de tous les employés effectuant de la R-D.

Les dépenses internes de R-D de l'industrie pétrolière en 1987[1] ont représenté 0,6% des ventes, tandis que la moyenne dans toutes les autres industries non financières a été de 1,8%.

Les sociétés déclarantes ont fourni 89% des sommes affectées à des travaux de R-D internes, le reste des fonds provenant de subventions du gouvernement fédéral et des provinces, de travaux effectués à contrat pour le compte d'autres sociétés, et d'allocations versées par des sociétés mères et des sociétés affiliées à des filiales canadiennes.

La majeure partie des travaux de R-D internes effectués au Canada l'a été en Alberta et en Ontario (respectivement 60% et 34% des dépenses totales à ce titre en 1988). Les activités de R-D menées en Alberta au cours de l'année 1988 ont occupé 48% du personnel affecté à la R-D, et celles de l'Ontario, 50%.

**Dépenses de R-D externes**

Les dépenses engagées dans des contrats de R-D relatifs à l'énergie et à d'autres domaines, par les sociétés produisant des déclarations à l'ASSPC ont totalisé 97 millions de dollars en 1988, soit une hausse de 10% par rapport à1987. Les recherches effectuées à l'étranger pour le compte de sociétés pétrolières canadiennes représentent 79% du total des dépenses de R-D externes, soit une baisse de 4 points de pourcentage par rapport à1987.

(1) Des données comparable pour 1988 ne seront pas disponibles avant 1990.

Tableau 16.
**Dépenses de R–D externe au Canada et à l'étranger** en millions de dollars

| | Au Canada | | À l'étranger | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Entrepreneur** | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 |
| Sociétés mères et filiales | 12 | 13 | 73[a] | 73[a] | 85 | 87 |
| Autres sociétés | 2 | 4 | – | 3 | 2 | 7 |
| Établissements de recherche | 1 | 3 | – | – | 1 | 3 |
| **Totaux** | **15** | **20** | **73** | **76** | **88** | **97** |

Nota:
(a) En 1987 et en 1988, des sommes de 37 et de 60 millions de dollars respectivement ont été consacrées à des technologies liées à l'énergie. Pour ce qui est des travaux exécutés à contrat au Canada, il est impossible de déterminer la part des dépenses consacrées à l'énergie.

# 6

## Résumé décennal de l'activité, de 1979 à 1988

Une comparaison du rendement financier de l'industrie pétrolière basée sur une période de dix ans donne un aperçu plus complet de ses points forts et de ses points faibles et permet de cerner les principales tendances.

Les données fournies dans le présent chapitre, qui proviennent de l'examen des activités des dix dernières années, visent à donner une base de comparaison des principales caractéristiques en matière de finances et d'exploitation de l'industrie pétrolière et gazière, au cours de la période allant de 1979 à1988. Le tableau 17 présente des données d'ensemble qui concernent plus de 125 sociétés faisant rapport à l'ASSPC et qui constituent pratiquement la totalité de la base de données de celles-ci en ce qui concerne les recettes. Ce tableau devrait être lu concurremment avec les annexes A21, B17 et B18, qui fournissent des données détaillées sur toutes ces sociétés. Les annexes A4 et A5 présentent des données correspondantes, en ce qui concerne les prix du pétrole et du gaz naturel.

Tableau 17.
**Résumé décennal de l'activité, 1979 à 1988** en milliards de dollars courants

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes** | | | | | | | | | | |
| *Ensemble de l'activité(a)* | *33,6* | *44,2* | *56,4* | *57,0* | *59,1* | *63,3* | *67,0* | *47,9* | *49,7* | *46,9* |
| Amont | 12,7 | 16,1 | 17,5 | 21,0 | 23,8 | 26,7 | 28,0 | 17,0 | 17,9 | 15,7 |
| Aval | 18,6 | 24,8 | 33,8 | 31,3 | 30,7 | 31,9 | 34,1 | 26,5 | 27,5 | 27,0 |
| **Ressources d'autofinancement** | | | | | | | | | | |
| *Ensemble de l'activité(a)* | *7,3* | *9,6* | *8,3* | *7,4* | *8,6* | *10,7* | *11,6* | *7,7* | *9,4* | *9,0* |
| Amont | 5,1 | 6,7 | 5,3 | 5,8 | 7,3 | 8,5 | 9,5 | 5,3 | 6,8 | 5,8 |
| Aval | 1,6 | 2,2 | 2,0 | 1,3 | 0,8 | 1,1 | 1,1 | 1,7 | 1,7 | 2,3 |
| **Bénéfices nets** | | | | | | | | | | |
| *Ensemble de l'activité(a)* | *3,6* | *4,7* | *3,2* | *1,8* | *1,5* | *3,7* | *2,9* | *-2,7* | *3,3* | *2,4* |
| Amont | 2,4 | 2,9 | 1,7 | 2,1 | 2,5 | 3,1 | 2,9 | -1,8 | 2,1 | 0,9 |
| Aval | 1,0 | 1,5 | 1,3 | 0,4 | -0,1 | 0,4 | 0,2 | 0,8 | 0,9 | 1,5 |
| **Dépenses en capital** | | | | | | | | | | |
| Amont | 5,1 | 6,9 | 6,8 | 6,4 | 6,8 | 8,0 | 9,3 | 6,3 | 5,5 | 6,7 |
| Aval | 0,5 | 0,8 | 2,0 | 2,2 | 1,6 | 0,9 | 0,8 | 0,7 | 1,1 | 1,2 |
| Autres | 0,5 | 0,6 | 1,3 | 1,9 | 1,2 | 0,9 | 0,9 | 0,4 | 0,4 | 0,6 |
| *Total au Canada* | *6,1* | *8,3* | *10,2* | *10,5* | *9,6* | *9,9* | *10,9* | *7,4* | *7,1* | *8,9* |
| Dépenses à l'étranger | 0,7 | 1,1 | 1,8 | 1,1 | 0,8 | 0,7 | 1,2 | 0,6 | 0,5 | 0,6 |
| **Total des dépenses en capital** | **6,8** | **9,4** | **12,0** | **11,6** | **10,4** | **10,5** | **12,1** | **7,9** | **7,6** | **9,0** |
| **Paiements de dividendes** | 0,8 | 1,0 | 1,2 | 1,1 | 1,3 | 1,4 | 1,8 | 2,6 | 1,5 | 2,5 |
| **Total du capital utilisé** | **34,2** | **43,9** | **60,8** | **65,7** | **70,2** | **78,2** | **81,5** | **75,0** | **75,4** | **77,3** |
| | | | | | en pourcentage | | | | | |
| **Taux de réinvestissement total**(b) | 92,2 | 100,0 | 136,0 | 138,0 | 101,0 | 80,6 | 87,4 | 88,2 | 74,9 | 95,3 |
| **Taux de réinvestissement dans le secteur amont**(b) | 99,0 | 103,0 | 114,0 | 88,0 | 70,0 | 71,8 | 77,0 | 97,9 | 73,8 | 108,5 |
| **Indice de déflation de la DNB** | 100,0 | 111,1 | 122,9 | 135,3 | 143,1 | 146,9 | 150,6 | 153,7 | 158,7 | 162,8 |

Nota:
(a) Comprend les 'autres activités au Canada' et les activités à l'étranger.
(b) Les définitions sont données aux notes a et b de l'annexe A15.

**Tendances principales**

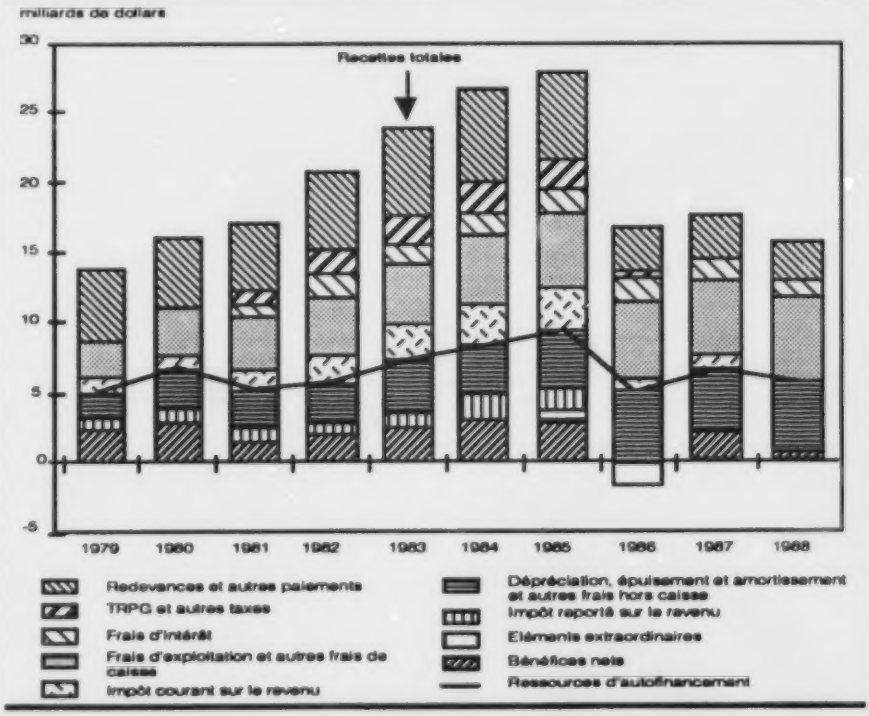
1 Les recettes totales de l'industrie reflètent largement le rendement du secteur amont qui, à son tour, est fonction des prix du pétrole brut et du gaz naturel. Ainsi, avec la remontée des prix du pétrole brut, après la crise de 1979, les recettes de l'industrie ont suivi le mouvement pour arriver à un niveau record de 67 millards de dollars en 1985. La baisse des prix du pétrole brut, amorcée en janvier 1986, à leur plus bas niveau moyen pendant près d'une décennie en 1988, a réduit les recettes globales de l'industrie d'environ 30% par rapport au niveau élevé de 1985.

2. Les ressources d'autofinancement, sur une période de dix ans, ont varié d'un bas de 7,3 milliards de dollars en 1979 à un haut de 11,6 milliards de dollars en 1985, pour se chiffrer à 9 milliards de dollars en 1988. Comme étalon de la santé de l'industrie sur une plus longue période, les ressources d'autofinancement ne peuvent cependant être isolées des autres facteurs, notamment à cause des augmentations des frais non monétaires qui reflètent la consommation de capital et les changements dans le capital utilisé.

3. Les profits de l'industrie pétrolière dépendent non seulement des prix et des changements correspondants dans la production, les taxes et les redevances, mais aussi des changements des postes non monétaires, c'est-à-dire l'épuisement, la dépréciation, l'amortissement et les sommes radiées; ces dernières peuvent être aussi influencées par l'application des principes comptables.

Les bénéfices nets ont atteint un maximum en 1980, mais ils ont baissé par la suite à cause surtout des frais d'intérêt élevés touchant les sociétés canadiennes, qui avaient augmenté leur dette pour faire des acquisitions. Des taxes sur l'énergie et des redevances plus élevées ont contribué à ce que les profits tombent constamment jusqu'en 1983; ils se sont redressés en 1984 et 1985, pour retomber de nouveau en 1986 quand l'industrie a enregistré sa pire performance, soit une perte de 2,7 milliards de dollars.

Graphique 10.
**Données sur les bénéfices du secteur amont, 1979 à 1988**




Nota:
Les dépenses d'intérêt sont inclues avec les coûts d'exploitation en 1979 et 1980.

La chute des prix de 1986, accompagnée de frais non monétaires plus élevés pour l'épuisement, la dépréciation, l'amortissement et les sommes radiées, a entraîné pour l'industrie des pertes, malgré l'élimination des taxes sur l'énergie et la réduction des taux de redevances.

Pendant 1988, les prix du pétrole et du gaz naturel ont chuté à des niveaux aussi bas qu'en 1980, conduisant à un bénéfice net total de 2,4 milliards de dollars. Malgré cette chute, un secteur aval relativement fort en 1988, des gains extraordinaires de 400 millions de dollars, ainsi que des sommes radiées minimes ont fait en sorte que la situation précaire de 1986 ne se soit pas répétée.

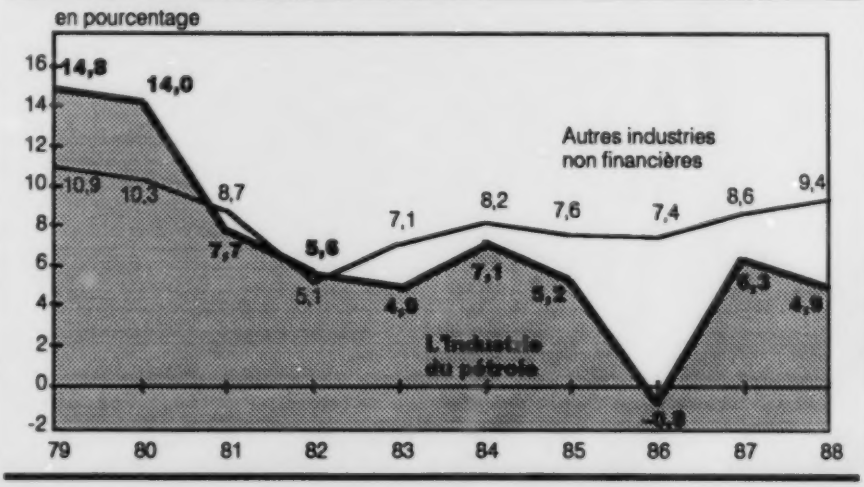
4. L'ensemble des dépenses en capital a augmenté rapidement entre 1979 et 1985, pour atteindre 12,1 milliards de dollars, un record de tous les temps. Cette augmentation a été propulsée par une activité intense sur les Terres du Canada et à l'étranger. La baisse des prix du pétrole et du gaz naturel, qui a commencé en 1986, a entraîné une réduction importante des dépenses en capital en 1986, 1987 et 1988, pour atteindre des niveaux inférieurs à ceux enregistrés en 1980.

5. Les taux de réinvestissement, tant dans le secteur amont que dans le secteur aval, ont augmenté rapidement entre 1979 et 1982 suite à des niveaux élevés des dépenses en capital. En 1987, le taux de réinvestissement est tombé à son niveau le plus bas en dix ans, soit 75% mais il a remonté nettement en 1988.

6. Les paiements de dividendes ont connu une hausse constante à partir de 0,8 milliard de dollars en 1979 à 1,8 milliard de dollars en 1985, pour ensuite atteindre le plus haut sommet en dix ans, soit 2,6 milliards de dollars en 1986.

7. Depuis 1982, le taux de rendement du capital utilisé par l'industrie du pétrole s'est situé de façon constante en bas du taux des autres industries non financières. En 1988, ce taux a été de 4,9% pour l'industrie du pétrole, tandis que les autres industries non financières ont enregistré un taux de 9,4% (annexe A14).

Graphique 11
**Taux de rendement du capital utilisé** dans l'industrie pétrolière par rapport aux autres industries non financières



# Annexes

# Annexe A Données supplémentaires

**A1**

## Revue de l'année

### 1988

**26 janvier**
Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources fait paraître une étude intitulée 'L'accord de libre-échange Canada – États-Unis: Une appréciation', dans laquelle sont étudiées les répercussions macroéconomiques à long terme de l'Accord sur notre secteur énergétique, les garanties d'accès des exportateurs canadiens de produits énergétiques vers le marché américain, la disponibilité accrue du capital d'investissement pour les industries énergétiques canadiennes et la possibilité de mettre en oeuvre d'importants projets énergétiques au profit de la sécurité énergétique nationale.

**28 janvier**
Le Comité chargé d'organiser la 14e *Conférence mondiale de l'énergie* qui aura lieu à Montréal du 11 au 23 septembre 1989 a reçu une subvention du gouvernement du Canada au montant de 1 million de dollars.

**Mars**
Dans le deuxième numéro de *l'Examen de l'activité consacré au gaz naturel*, les auteurs concluent que les prix nationaux et les prix d'exportation se sont rapprochés pendant les 11 premiers mois couvrant la période de novembre 1986 à octobre 1987, alors que les prix nationaux et les prix d'exportation ont tous les deux baissé. Les producteurs de Colombie-Britannique ont bénéficié pour leurs ventes au Canada des prix stables. Le prix d'exportation du gaz en Colombie-Britannique a dépassé le niveau des prix nationaux.

**13 avril**
L'Institut de géologie sédimentaire et pétrolière, de la Commission géologique du Canada, a publié, sous le titre '*Ressources en pétrole classique de l'Ouest canadien (léger et moyen)*', une étude sur l'existence possible de gisements additionnels de pétrole brut léger et moyen de 570 millions de mètres cubes dans le Bassin sédimentaire de l'Ouest du Canada. Selon les estimations, une forte proportion de ce pétrole serait économiquement récupérable.

**3 mai**
Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a annoncé la mise en oeuvre du *Programme de stimulation de l'exploration au Canada (PSEC)*, qui fait partie du plan de financement par actions accréditives. Le programme est entré en vigueur le 1er octobre 1988 pour l'exploration pétrolière et gazière et se poursuivra jusqu'à sa révision, le 31 décembre 1990, après quoi il pourra être renouvelé. Il injectera plus de 210 millions de dollars par an dans les industries minière, pétrolière et gazière et vise à faciliter le financement des jeunes sociétés d'exploration. Les sociétés admissibles pourront demander le remboursement de 30 % de leurs dépenses d'exploration jusqu'à un maximum de 10 millions de dollars par année.

**18 juil.**
Le Premier ministre du Canada et le Premier ministre de Terre-Neuve signaient un 'énoncé de principe' avec le consortium Hibernia en vue de la mise en valeur des champs pétrolifères au large des côtes.

**4 août**
Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, publiait la rapport du Comité consultatif de la 'Confluence énergétique – Un dialogue pancanadien' intitulé 'Les Canadiens et l'énergie au seuil du XXIe siècle'.

**2 sept.**
Les gouvernements du Canada, d'Alberta et de la Saskatchewan signaient une entente formelle avec Husky Oil Ltd. pour financer, construire et exploiter une usine de valorisation du pétrole brut de 1 milliard de dollars située près de Lloydminster à la frontière de l'Alberta et de la Saskatchewan.

**13 sept.**
Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources publiait le troisième Examen de l'activité concernant les prix intérieurs et à l'exportation du gaz naturel. Le rapport conclut que, de novembre 1987 à avril 1988, les consommateurs canadiens de gaz naturel au pays ont continué à profiter de prix inférieurs aux prix à l'exportation.

**A1**
(suite)

**22 sept.**
Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique s'entendaient sur une formule de financement qui permettra la construction d'un gazoduc pour l'acheminement du gaz naturel à plus de 20 localités de l'île de Vancouver et de la région côtière.

**24 sept.**
Les gouvernements du Canada et de l'Alberta ainsi que les membres de l'Other Six Leases Operation (OSLO) signaient un énoncé de principe en vue de la mise en valeur d'un projet intégré d'extraction des sables bitumineux de 4 milliards de dollars à environ 80 kilomètres au nord de Fort McMurray dans le nord-est de l'Alberta. Lorsqu'il sera terminé en 1996, le projet devrait produire 77 000 barils de pétrole (12 000 mètres cubes) par jour.

**sept.**
Le gouvernement fédéral a annoncé le prolongement du programme d'encouragement PCEEMV. Le taux incitatif qui, à l'origine, devait être réduit à 16 2/3% des dépenses admissibles à partir du 1er octobre a été fixé à 25%.

**31 octobre**
Le ministre de l'Énergie de l'Alberta annonçait le prolongement de l'exemption de trois ans du versement de redevances et du maintien des conditions actuelles du programme de crédits d'impôt au titre des redevances de la province.

**1989**

**1er janvier**
L'accord de libre échange entre le Canada et les États-Unis est entré en vigueur.

**28 mars**
Le quatrième Examen de l'activité concernant les prix du gaz naturel a été publié. Le rapport concluait que pendant la période allant de mai à novembre 1988 les consommateurs canadiens ont continué à bénéficier des prix inférieurs aux prix à l'exportation. Les prix intérieurs reçus par les producteurs de l'Alberta étaient de 7% inférieurs à l'année 1987/1988, pendant que les prix à l'exportation étaient tombés de 11%. Cependant, les prix moyens à l'exportation dépassaient de 13 cents par GJ les prix intérieurs. Pour les ventes intérieures à long terme en Colombie-Britannique les prix avaient augmenté de 4%, pendant que les prix intérieurs pour les autres catégories de contrats avaient baissé. En Colombie-Britannique les prix a l'exportation étaient plus élevés que les prix intérieurs pour toutes les catégories de contrats.

**28 avril**
Le Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a annoncé l'élimination avant la date prévue du Programme canadien d'encouragement à l'exploration et la mise en valeur (PCEEMV).

## A2 Résumé de l'offre et de la demande de pétrole[a] [b]

| | 1987 | 1988 | Variation |
|---|---|---|---|
| | en milliers de $m^3$/jour | | % |
| **Production** | | | |
| Pétrole brut | 261 | 273 | 5 |
| Liquides de gaz naturel[c] | 41 | 43 | 4 |
| **Production Totale** | **302** | **316** | **5** |
| **Exportations nettes[d]** | | | |
| Pétrole brut | 37 | 41 | 11 |
| Liquides de gaz naturel | 13 | 17 | 30 |
| Produits raffinés | 5 | 12 | 150 |
| **Total des exportations nettes** | **55** | **70** | **30** |
| **Consommation** | | | |
| Liquides de gaz naturel | 33 | 37 | 11 |
| Produits raffinés | 231 | 241 | 4 |
| **Total de la consommation** | **264** | **278** | **5** |

Nota:

(a) Les produits pétroliers comprennent le pétrole brut classique et brut synthétique ainsi que les liquides de gaz naturel (propane, butane et éthane) obtenus des installations de production et de retraitement du gaz. Les données sur la production, les exportations nettes et la consommation ne donnent pas un aperçu complet de l'équilibre entre l'offre et la demande, puisque la consommation de l'industrie elle-même et les variations de ses stocks ne sont pas comprises.

(b) Les chiffres représentent l'activité totale de l'industrie et proviennent de sources diverses:
Production – Statistique Canada (Catalogue 26-006)
Exportations nettes – Direction des approvisionnements en pétrole d'ÉMR
Consommation – Statistique Canada (Catalogue 45-004)

(c) Ne comprend pas la production des raffineries : 8,6 milliers de $m^3$/j en 1988 et 8,4 milliers de $m^3$/j en 1987.

(d) Les importations pétrolières brutes (y compris les arrivages prévues en vertu d'échanges) pour 1987 et 1988 ont atteint respectivement 64,200 $m^3$/j et 71,100 $m^3$/j (404,000 b/j et 447,400 b/j) ou 24% et 26% de la consommation intérieure au cours de ces périodes.

## A3 Résumé de l'offre et de la demande de gaz naturel[a]

| | 1987 | 1988 | Variation |
|---|---|---|---|
| | en millions de $m^3$/jour | | % |
| **Production** | | | |
| Production nouvelle brute | 316 | 358 | 13 |
| moins: | | | |
| Fonds injectés, retraits et redressements | 72 | 79 | 10 |
| Offre nationale | 244 | 279 | 14 |
| moins: | | | |
| Consommation du producteur | 29 | 30 | 3 |
| **Production commercialisable** | **215** | **250** | **16** |
| **Exportations nettes** | **77** | **97** | **26** |
| **Consommation** | | | |
| Utilisation à des fins énergétiques | 123 | 136 | 11 |
| Utilisation à des fins autres | 11 | 12 | 9 |
| Conversion en électricité et autres énergies | 4 | 5 | 25 |
| **Total de la consommation** | **138** | **153** | **11** |
| **Exportations autorisées par l'ONE** | **152** | **158** | **–** |

Nota:

(a) Les chiffres représentent l'activité totale de l'industrie et proviennent de sources diverses:
Production – Statistique Canada (Catalogue 26-006)
Exportations nettes – Direction des approvisionnements en pétrole d'ÉMR
Consommation – Statistique Canada (Catalogue 45-004)

## A4 **Prix du gaz naturel canadien de 1974 à 1988** en dollars par gigajoule

| | Prix au départ du gisement, y compris les rentrées supplémentaires des exportations | Prix à la frontière de l'Alberta | Prix à Toronto | Ventes pondérées réalisées en Ontario | Marché de l'Ontario | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Résidentiel | Commercial | Industriel |
| **1974** | – | 0,28 | 0,55 | 0,83 | 1,26 | 0,94 | 0,64 |
| **1975** | – | 0,53 | 0,82 | 1,13 | 1,56 | 1,21 | 0,94 |
| **1976** | 0,98 | 0,84 | 1,24 | 1,61 | 2,04 | 1,69 | 1,40 |
| **1977** | 1,21 | 1,04 | 1,47 | 1,85 | 2,44 | 1,96 | 1,37 |
| **1978** | 1,44 | 1,28 | 1,77 | 2,14 | 2,74 | 2,22 | 1,90 |
| **1979** | 1,66 | 1,36 | 1,92 | 2,35 | 3,03 | 2,43 | 2,06 |
| **1980** | 2,30 | 1,61 | 2,23 | 2,69 | 3,43 | 2,73 | 2,36 |
| **1981** | 2,34 | 1,75 | 2,42 | 3,40[a] | 4,24 | 3,41 | 3,03 |
| **1982** | 2,53 | 2,01 | 2,80 | 4,16[a] | 4,93 | 4,12 | 3,70 |
| **1983** | 2,48 | 2,48 | 3,38 | 4,74[a] | 5,72 | 4,78 | 4,15 |
| **1984** | 2,61 | 2,78 | 3,71 | 4,77 | 5,79 | 4,86 | 4,16 |
| **1985** | 2,47 | 2,80 | 3,76 | 4,76 | 5,84 | 4,86 | 4,14 |
| **1986**[b] | 2,32 | 2,80 | 3,78 | 4,73 | 5,79 | 4,81 | 4,04 |
| **1987** | | | | 4,39 | 6,01 | 4,72 | 3,54 |
| **1988** | | | | | | | |
| janv. | | | | 4,51 | 5,48 | 4,64 | 3,33 |
| fév. | | | | 4,48 | 5,49 | 4,62 | 3,28 |
| mars | | | | 4,57 | 5,51 | 4,57 | 3,64 |
| avril | | | | 4,38 | 5,53 | 4,58 | 3,32 |
| mai | | | | 4,38 | 5,85 | 4,65 | 3,50 |
| juin | | | | 4,09 | 6,01 | 4,29 | 3,45 |
| juil. | | | | 4,30 | 6,14 | 4,33 | 3,66 |
| août | | | | 4,24 | 6,92 | 4,72 | 3,38 |
| sept. | | | | 4,29 | 6,73 | 4,60 | 3,53 |
| oct. | | | | 4,28 | 5,78 | 4,53 | 3,38 |
| nov. | | | | 4,50 | 5,55 | 4,53 | 3,76 |
| déc. | | | | 4,58 | 5,44 | 4,53 | 3,79 |
| Moyenne | | | | 4,38 | 5,87 | 4,55 | 3,50 |
| **1989** | | | | | | | |
| janv. | | | | 4,54 | 5,24 | 4,63 | 3,65 |
| fév. | | | | 4,60 | 5,39 | 4,55 | 3,79 |

Nota :

(a) L'augmentation de la moyenne des ventes réalisées de 1981 à 1983 traduit la mise en place de la taxe sur le gaz naturel et les liquides de gaz naturel.

(b) Une nouvelle entente sur le gaz naturel intervenue entre les gouvernements fédéral et provinciaux prévoyait la déréglementation des prix et des marchés du gaz naturel à compter du 1er novembre 1986. Il en résulte maintenant que le prix du gaz naturel sur le marché canadien est négocié entre les acheteurs et les vendeurs.

## A5 Prix du pétrole brut canadien de 1979 à 1988

| | Prix du brut classique à la tête de puits[a] | | Redevance d'indemnisation pétrolière et autres redevances | | Coût du pétrole brut excluant les frais de transport[b] | | Coût d'acquisition pour les raffineurs à Montréal | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | $/b | $/m³ | $/b | $/m³ | $/b | $/m³ | $/b | $/m³ |
| **1979** | | | | | | | | |
| 1er janv. | 12,75 | 80,23 | 0,33 | 2,08 | 13,08 | 2,31 | 14,13 | 88,92 |
| 1er juil. | 13,75 | 86,53 | 0,33 | 2,08 | 14,08 | 88,61 | 15,13 | 95,21 |
| **1980** | | | | | | | | |
| 1er janv. | 14,75 | 92,83 | 0,85 | 5,35 | 15,60 | 98,18 | 16,65 | 104,78 |
| 1er août | 16,75 | 105,41 | 1,75 | 11,01 | 18,50 | 116,42 | 19,73 | 124,16 |
| 1er nov. | | | 2,55 | 16,04 | 19,30 | 121,45 | 20,53 | 129,20 |
| **1981** | | | | | | | | |
| 1er janv. | 17,75 | 111,70 | 5,05 | 31,77 | 22,80 | 143,47 | 24,07 | 151,47 |
| **1982** | | | | | | | | |
| 1er janv. | 23,50 | 147,89 | 7,45 | 46,89 | 30,95 | 194,78 | 32,54 | 204,77 |
| **1983** | | | | | | | | |
| 1er janv. | 29,75 | 187,22 | 4,91 | 30,89 | 34,66 | 218,11 | 35,79 | 225,25 |
| **1984** | | | | | | | | |
| 10 nov. | 29,75 | 187,22 | 7,69 | 48,39 | 37,44 | 235,61 | 39,44 | 248,21 |
| **1985** | | | | | | | | |
| 1er juin | 36,40 | 229,06 | | | | | 38,30 | 241,02 |
| déc. | 37,06 | 233,22 | | | | | 38,99 | 245,36 |
| **1986** | | | | | | | | |
| janv. | 32,79 | 206,34 | | | | | 34,76 | 218,93 |
| fév. | 22,20 | 139,70 | | | | | 24,18 | 152,16 |
| juil. | 14,60 | 91,88 | | | | | 16,58 | 104,34 |
| déc. | 19,23 | 121,01 | | | | | 21,30 | 134,04 |
| **1987** | | | | | | | | |
| janv. | 22,74 | 143,10 | | | | | 24,87 | 156,51 |
| mars | 20,36 | 128,13 | | | | | 22,48 | 141,47 |
| juil. | 25,17 | 158,39 | | | | | 27,32 | 171,92 |
| déc. | 20,95 | 131,84 | | | | | 23,14 | 145,62 |
| **1988** | | | | | | | | |
| janv. | 19,44 | 122,34 | | | | | 21,60 | 135,93 |
| fév. | 19,02 | 119,69 | | | | | 21,17 | 133,22 |
| mars | 17,67 | 111,20 | | | | | 19,81 | 124,66 |
| avril | 19,10 | 120,20 | | | | | 21,23 | 133,60 |
| mai | 19,43 | 122,27 | | | | | 21,56 | 135,68 |
| juin | 18,43 | 115,98 | | | | | 20,55 | 129,32 |
| juil. | 16,20 | 101,95 | | | | | 18,32 | 115,29 |
| août | 16,77 | 105,54 | | | | | 18,90 | 118,94 |
| sept. | 15,94 | 100,31 | | | | | 18,05 | 113,71 |
| oct. | 14,43 | 90,81 | | | | | 16,55 | 104,15 |
| nov. | 14,54 | 91,50 | | | | | 16,65 | 104,77 |
| déc. | 16,04 | 100,94 | | | | | 18,15 | 114,22 |
| **1989** | | | | | | | | |
| janv. | 18,52 | 116,55 | | | | | 20,67 | 130,08 |
| fév. | 18,43 | 115,98 | | | | | 20,57 | 129,51 |
| mars | 19,84 | 124,83 | | | | | 21,99 | 138,34 |

Nota :

(a) À partir du 1er juin 1985 (par suite de la déréglementation), le prix à la tête de puits, figurant sur ce tableau, a été calculé à partir du prix d'achat à Edmonton, moins les frais de collecte évalués à environ 3,90$/m³ (62 cents le baril).

(b) Les frais de collecte et de transport, ainsi que les frais exigibles, constituent la différence entre le prix à la tête de puits et le coût d'acquisition pour les raffineurs, à Montréal. Ces frais se sont chiffrés à 13,28$/m³ (2,11$/b) en décembre 1988.

## A6 Moyenne des coûts d'acquisition du pétrole brut aux raffineries, par région en dollars par mètre cube[1]

| | Colombie-Britannique | Prairies | Ontario | Québec[2] | Région de l'Atlantique[2] | Total Canada |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1987** | | | | | | |
| janv. | 137,44 | 146,44 | 134,34 | 140,90 | 145,24 | 140,15 |
| avril | 144,48 | 140,71 | 146,69 | 151,60 | 154,80 | 148,78 |
| juil. | 158,14 | 160,84 | 162,40 | 164,21 | 163,55 | 161,66 |
| oct. | 155,37 | 150,46 | 157,41 | 155,23 | 154,80 | 154,56 |
| **1988** | | | | | | |
| janv. | 140,84 | 125,80 | 141,49 | 141,51 | 143,73 | 138,01 |
| fév. | 133,92 | 123,34 | 134,14 | 136,80 | 139,70 | 131,96 |
| mars | 123,91 | 114,66 | 128,33 | 127,56 | 126,62 | 124,10 |
| avril | 124,29 | 124,22 | 124,86 | 123,18 | 125,67 | 124,35 |
| mai | 126,80 | 127,06 | 127,72 | 126,16 | 126,49 | 127,06 |
| juin | 127,37 | 116,23 | 128,66 | 125,32 | 122,59 | 124,10 |
| juil. | 123,72 | 105,92 | 122,02 | 117,99 | 115,61 | 116,11 |
| août | 116,46 | 107,30 | 116,50 | 118,09 | 117,99 | 114,27 |
| sept. | 113,90 | 103,19 | 114,30 | 112,19 | 111,41 | 110,59 |
| oct. | 108,53 | 93,36 | 108,37 | 107,10 | 101,88 | 103,77 |
| nov. | 100,83 | 93,78 | 103,40 | 102,78 | 101,55 | 100,26 |
| déc. | 103,73 | 102,56 | 105,53 | 107,58 | 111,01 | 105,47 |
| **1989** | | | | | | |
| janv. | 116,38 | 120,57 | 114,57 | 115,24 | 122,61 | 117,85 |
| fév. | 120,52 | 117,45 | 125,99 | 129,19 | 134,98 | 125,58 |
| mars | 126,20 | 129,63 | 129,61 | 134,30 | 139,86 | 131,55 |

(1) La variation de la moyenne des coûts d'acquisition aux raffineries par région est attribuable à des différences de qualité et au temps écoulé entre l'achat comme tel et les dates de livraison. En estimant à six semaines le délai de livraison d'Edmonton à Montréal, les réceptions d'un mois donné, à Montréal, sont le résultat des achats de brut effectués au cours des deux mois précédents.

(2) Les moyennes exactes du coût d'importation du pétrole brut ne sont pas disponibles pour le Québec et la région de l'Atlantique, en raison de leur caractère confidentiel. On a donc utilisé la moyenne des coûts d'importation de l'ensemble de l'Est canadien pour le calcul des moyennes régionales du Québec et de la région de l'Atlantique.

## A7 Moyenne des coûts de transport du pétrole brut à partir d'Edmonton en dollars par mètre cube[1]

| | Vancouver | Regina | Sarnia | Toronto | Montréal |
|---|---|---|---|---|---|
| **1987** | | | | | |
| janv. | 4,47 | 1,95 | 7,68 | 8,24 | 9,75 |
| fév. | 4,47 | 1,95 | 7,49 | 8,04 | 9,56 |
| mars | 4,47 | 1,95 | 7,55 | 8,12 | 9,63 |
| avril | 4,69 | 2,07 | 7,68 | 8,30 | 9,82 |
| **1988** | | | | | |
| janv. | 6,29 | 2,05 | 7,55 | 8,12 | 9,63 |
| fév. | 6,29 | 2,05 | 7,48 | 8,12 | 9,63 |
| mars | 6,29 | 2,05 | 7,42 | 8,04 | 9,56 |
| avril | 6,29 | 2,05 | 7,37 | 8,00 | 9,51 |
| mai | 6,29 | 2,05 | 7,38 | 8,00 | 9,52 |
| juin | 6,29 | 2,05 | 7,31 | 7,94 | 9,45 |
| juil. | 6,29 | 2,05 | 7,28 | 7,90 | 9,42 |
| août | 5,78 | 2,05 | 7,33 | 7,96 | 9,48 |
| sept. | 5,78 | 2,05 | 7,34 | 7,96 | 9,48 |
| oct. | 5,78 | 2,05 | 7,26 | 7,89 | 9,40 |
| nov. | 5,78 | 2,05 | 7,30 | 7,93 | 9,44 |
| déc. | 5,78 | 2,05 | 7,24 | 7,86 | 9,38 |
| **1989** | | | | | |
| janv. | 5,78 | 2,13 | 7,37 | 8,02 | 9,60 |
| fév. | 5,78 | 2,13 | 7,36 | 8,02 | 9,59 |
| mars | 6,72 | 2,13 | 7,39 | 8,04 | 9,61 |

Source :
Énergie, Mines et Ressources Canada, Direction du pétrole

(1) Comprend les tarifs des pipe-lines et les pertes inhérentes aux pipe-lines, mais ne comprend pas les frais de transport par camion.

## A8 Coût d'acquisition et prix des produits au Canada en cents par litre

| | Revenu moyen par unité en fonction des ventes totales de produits pétroliers[1] | Coût moyen d'acquisition pour les raffineries (unité) (délai de 60 jours)[2] | Différence (pour couvrir les frais et les bénéfices du raffinage et de la commercialisation plus la marge bénéficiaire du détaillant) |
|---|---|---|---|
| **1985** | | | |
| déc. | 33,74 | 23,47 | 10,27 |
| **1986** | | | |
| janv. | 34,37 | 23,09 | 11,28 |
| fév. | 34,25 | 23,06 | 11,19 |
| mars | 31,82 | 23,05 | 8,77 |
| avril | 27,93 | 19,36 | 8,57 |
| mai | 25,82 | 14,53 | 11,29 |
| juin | 25,72 | 11,73 | 13,99 |
| juil. | 24,91 | 11,73 | 13,18 |
| août | 23,91 | 11,78 | 12,13 |
| sept. | 23,84 | 10,68 | 13,16 |
| oct. | 23,71 | 11,10 | 12,61 |
| nov. | 23,58 | 12,03 | 11,55 |
| déc. | 23,34 | 12,50 | 10,84 |
| **1987** | | | |
| janv. | 22,74 | 12,48 | 10,26 |
| fév. | 23,86 | 12,90 | 10,96 |
| mars | 24,08 | 14,02 | 10,06 |
| avril | 24,20 | 14,77 | 9,43 |
| mai | 23,38 | 14,32 | 9,06 |
| juin | 24,34 | 14,88 | 9,46 |
| juil. | 24,54 | 15,00 | 9,54 |
| août | 24,79 | 15,49 | 9,30 |
| sept. | 25,14 | 16,17 | 8,97 |
| oct. | 24,65 | 16,44 | 8,21 |
| nov. | 25,00 | 15,89 | 9,11 |
| déc. | 24,99 | 15,45 | 9,54 |
| **1988** | | | |
| janv. | 24,43 | 15,46 | 8,97 |
| fév. | 23,98 | 14,69 | 9,29 |
| mars | 23,63 | 13,80 | 9,83 |
| avril | 23,31 | 13,20 | 10,11 |
| mai | 22,88 | 12,41 | 10,47 |
| juin | 22,62 | 12,43 | 10,19 |
| juil. | 22,84 | 12,71 | 10,13 |
| août | 22,16 | 12,41 | 9,75 |
| sept. | 21,81 | 11,61 | 10,20 |
| oct. | 21,61 | 11,43 | 10,18 |
| nov. | 21,67 | 11,06 | 10,61 |
| déc. | 20,67 | 10,38 | 10,29 |

Sources :
(1) Statistique Canada, Division des prix
(2) Énergie, Mines et Ressources, Direction du pétrole.

## A9 Moyenne des prix nets de certains produits importants par catégorie commerciale et par région en cents par litre[1]

| | 1987 | 1988 | Variation[2] |
|---|---|---|---|
| **Essence ordinaire sans plomb – vente au détail de produits de marques** | | | |
| Région de l'Atlantique | 29,9 | 28,7 | – 1,2 |
| Québec | 30,4 | 28,5 | – 1,9 |
| Ontario | 27,6 | 25,1 | – 2,5 |
| Prairies | 28,6 | 24,9 | – 3,7 |
| Région du Pacifique | 28,9 | 25,8 | – 3,1 |
| Total Canada | 28,7 | 26,2 | – 2,5 |
| **Carburant diesel – catégories commerciale et industrielle** | | | |
| Région de l'Atlantique | 21,7 | 21,1 | – 0,6 |
| Québec | 21,1 | 19,5 | – 1,6 |
| Ontario | 20,9 | 20,2 | – 0,7 |
| Prairies | 21,0 | 19,6 | – 1,4 |
| Région du Pacifique | 21,5 | 20,0 | – 1,5 |
| Total Canada | 21,1 | 19,9 | – 1,2 |
| **Mazout léger – vente au détail de produits de marque** | | | |
| Région de l'Atlantique | 27,1 | 26,7 | – 0,4 |
| Québec | 25,1 | 25,4 | 0,3 |
| Ontario | 28,6 | 29,2 | 0,6 |
| Région du Pacifique | 27,8 | 28,0 | 0,2 |
| Total Canada | 27,2 | 27,6 | 0,4 |
| **Mazout lourd #6 – toutes les catégories commerciales** | | | |
| Région de l'Atlantique | 13,9 | 11,1 | – 2,8 |
| Québec | 13,8 | 9,7 | – 4,1 |
| Ontario | 12,8 | 11,1 | – 1,7 |
| Région du Pacifique | 12,7 | 9,7 | – 3,0 |
| Total Canada | 14,0 | 10,8 | – 3,2 |
| **Total des produits pétroliers[3] – toutes les catégories commerciales** | | | |
| Région de l'Atlantique | 23,6 | 22,9 | – 0,7 |
| Québec | 23,4 | 21,1 | – 2,3 |
| Ontario | 24,5 | 22,8 | – 1,7 |
| Prairies | 24,7 | 23,3 | – 1,4 |
| Région du Pacifique | 25,1 | 22,5 | – 2,6 |
| Total Canada | 24,3 | 22,5 | – 1,8 |

Source:
Statistique Canada, Division des prix

(1) Les moyennes pondérées des prix figurant sur ce tableau sont calculées à partir des données sur les volumes et le revenu des ventes provenant d'une étude menée auprès des grandes raffineries et concernant un large éventail de produits et de classes commerciales spécifiques. Les taxes provinciales sur les carburants, les taxes d'accise et de vente fédérales et les marges bénéficiaires des détaillants ont été déduites des prix.

(2) Il s'agit des changements dans les prix nets par rapport à la même période de l'année précédente.

(3) Il s'agit de la somme des produits pétroliers de l'échantillon de l'étude de Statistique Canada.

## A10 Prix de certains produits pétroliers importants vendus à des revendeurs privés

| | 1987 | | 1988 | |
|---|---|---|---|---|
| | Prix cents le litre | Part du marché[1] % | Prix cents le litre | Part du marché[1] % |
| **Essence super sans plomb** | | | | |
| Québec | 24,3 | 10,7 | 20,9 | 10,5 |
| Ontario | 24,1 | 10,4 | 20,5 | 12,2 |
| Prairies | 23,4 | 5,7 | 19,3 | 4,5 |
| **Essence ordinaire sans plomb** | | | | |
| Québec | 22,9 | 11,5 | 18,9 | 12,8 |
| Ontario | 22,5 | 19,1 | 19,4 | 20,4 |
| Prairies | 22,0 | 11,8 | 19,5 | 9,4 |
| **Essence ordinaire** | | | | |
| Québec | 21,1 | 19,8 | 18,1 | 20,2 |
| Ontario | 21,1 | 23,4 | 19,0 | 25,4 |
| Prairies | 20,5 | 13,7 | 18,0 | 12,4 |
| **Carburant diesel** | | | | |
| Québec | 19,7 | 16,0 | 17,8 | 15,3 |
| Ontario | 19,3 | 9,6 | 18,0 | 11,3 |
| **Mazout léger** | | | | |
| Québec | 18,7 | 32,4 | 17,5 | 30,4 |
| Ontario | 18,5 | 33,0 | 17,9 | 30,7 |
| Pacifique | 23,7 | 9,4 | 23,2 | 15,6 |

Source :
Statistique Canada, Division des prix

(1) Estimation de la part du marché des ventes des raffineries déclarantes, à l'exception des importations.

## A11 Volumes des ventes de produits pétroliers: raffineurs et distributeurs

en millions de mètres cubes

| | Nationales | | | Régionales | | | Total | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Produits propres | 48,3 | 48,4 | 0 | 19,2 | 20,8 | 8 | 67,6 | 69,2 | 2 |
| Produits lourds et spécialisés | 11,0 | 11,1 | 1 | 4,2 | 4,5 | 8 | 15,3 | 15,7 | 3 |
| **Total des ventes** | **59,4** | **59,5** | **0** | **23,4** | **25,3** | **8** | **82,8** | **84,8** | **2** |
| moins: | | | | | | | | | |
| Exportations | 3,7 | 3,2 | –14 | 2,4 | 2,5 | 4 | 6,0 | 5,6 | –7 |
| **Ventes brutes au Canada** | **55,7** | **56,3** | **1** | **21,1** | **22,9** | **9** | **76,8** | **79,2** | **3** |
| moins: | | | | | | | | | |
| Ventes à d'autres raffineries | 1,2 | 1,6 | 36 | 0,2 | 0,3 | 39 | 1,4 | 1,9 | 37 |
| **Ventes nettes au Canada** | **54,5** | **54,7** | **0** | **20,8** | **22,6** | **8** | **75,4** | **77,3** | **3** |

## A12 Bénéfices nets par secteur d'activité et par segment en millions de dollars

| | 1987 | 1988 | Variation | % |
|---|---|---|---|---|
| **Sociétés sous contrôle canadien** | | | | |
| Amont | 924 | 722 | - 202 | - 22 |
| Aval | 244 | 513 | 270 | 111 |
| Autres activités au Canada | 99 | 87 | - 12 | - 12 |
| Activités à l'étranger | - 32 | - 105 | - 73 | - |
| **Total, sociétés sous contrôle canadien** | **1 234** | **1 217** | **- 17** | **- 1** |
| **Sociétés sous contrôle étranger** | | | | |
| Amont | 1187 | 175 | - 1012 | - 85 |
| Aval | 664 | 964 | 300 | 45 |
| Autres activités au Canada | 127 | 40 | - 88 | - 69 |
| Activités à l'étranger | 106 | 33 | - 73 | - 69 |
| **Total, sociétés sous contrôle étranger** | **2 084** | **1 211** | **- 873** | **- 42** |
| **Total, industrie** | | | | |
| Amont | 2111 | 897 | - 1214 | - 57 |
| Aval | 907 | 1477 | 569 | 63 |
| Autres activités au Canada | 226 | 126 | - 100 | - 44 |
| Activités à l'étranger | 74 | - 72 | - 146 | - |
| **Grand Total** | **3 317** | **2 428** | **- 890** | **- 27** |

## A13 Taux de rendement : industrie pétrolière canadienne en pourcentage

| | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | Moyenne de cinq ans se terminant en 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **De la moyenne du capital utilisé** | | | | | | | | |
| Amont | | | | | | | | |
| Sociétés sous contrôle canadien | 4,5 | 6,2 | 5,1 | - 4,1 | 5,5 | 4,2 | 3,4 | 3,4 |
| Sociétés sous contrôle étranger | 14,0 | 11,4 | 9,5 | 4,2 | 7,5 | 3,0 | 9,3 | 7,1 |
| Total de l'industrie | 8,1 | 8,4 | 6,9 | - 0,9 | 6,6 | 3,6 | 5,8 | 4,9 |
| Aval[a] | | | | | | | | |
| Sociétés sous contrôle canadien | - 2,4 | 3,9 | - 1,8 | 5,9 | 4,4 | 6,7 | 2,0 | 3,8 |
| Sociétés sous contrôle étranger | 0,8 | 4,0 | 3,2 | 7,5 | 7,7 | 9,0 | 4,6 | 6,3 |
| Total de l'industrie* | - 0,1 | 4,0 | 1,4 | 6,8 | 6,4 | 8,1 | 3,7 | 5,3 |
| Total des activités[b] | | | | | | | | |
| Sociétés sous contrôle canadien | 2,2 | 6,1 | 3,9 | - 4,2 | 4,9 | 4,8 | 2,6 | 3,1 |
| Sociétés sous contrôle étranger | 8,2 | 8,3 | 7,2 | 4,4 | 7,5 | 5,0 | 7,1 | 6,5 |
| Total de l'industrie | 4,9 | 7,1 | 5,2 | - 0,8 | 6,3 | 4,9 | 4,5 | 4,6 |
| *Memo: Raffineurs nationaux/Comm. | - 1,1 | 3,3 | 0,8 | 6,6 | 5,9 | 6,7 | 3,1 | 4,7 |
| Raffineurs régionaux/Comm. | 3,3 | 6,2 | 2,8 | 7,4 | 7,5 | 11,3 | 5,5 | 7,0 |
| **De la moyenne de l'avoir propre** | | | | | | | | |
| Activités au Canada | | | | | | | | |
| Sociétés sous contrôle canadien | - 2,0 | 5,9 | 3,5 | - 14,5 | 6,4 | 6,3 | - 0,1 | 1,5 |
| Sociétés sous contrôle étrange | 11,9 | 12,7 | 11,1 | 5,9 | 11,8 | 6,1 | 10,6 | 9,5 |
| Total de l'industrie | 5,2 | 9,5 | 7,1 | - 4,8 | 8,9 | 6,2 | 5,2 | 5,4 |
| Total des activités[b] | | | | | | | | |
| Sociétés sous contrôle canadien | - 3,2 | 6,6 | 3,6 | - 18,4 | 6,2 | 5,8 | - 1,0 | 0,8 |
| Sociétés sous contrôle étranger | 11,9 | 12,7 | 11,0 | 5,9 | 11,8 | 6,0 | 10,6 | 9,5 |
| Total de l'industrie | 4,6 | 9,8 | 7,1 | - 7,1 | 8,8 | 5,9 | 4,6 | 4,9 |

Nota :
(a) Dans le présent tableau, le terme aval désigne uniquement les activités liées aux produits pétroliers, c,-à-d, qu'il exclut les activités pétrochimiques et les autres activités aval.
(b) Activités amont, aval (comprenant aussi les activités pétrochimiques et les autres activités aval), autres activités au Canada et à l'étranger.

## A14 Taux de rendement : industrie pétrolière et autres industries

en pourcentage[a]

| | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | Moyenne de cinq ans se terminant en 1987 | Moyenne de cinq ans se terminant en 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Rendement de l'avoir propre des actionnaires[b]** | | | | | | | | |
| Industrie pétrolière | 5,0 | 9,9 | 9,3 | – 5,9 | 9,4 | 7,1 | 5,5 | 6,0 |
| Autres industries non financières | 8,9 | 10,8 | 9,7 | 9,6 | 11,4 | 13,5 | 10,1 | 11,0 |
| Secteur manufacturier | 9,5 | 12,1 | 10,2 | 10,5 | 13,3 | 16,9 | 11,2 | 12,6 |
| Secteur minier | 1,6 | 2,2 | 0,7 | 1,2 | 10,8 | 12,7 | 3,3 | 3,5 |
| Autres industries | 10,0 | 11,5 | 11,3 | 10,5 | 9,4 | 9,8 | 10,5 | 10,5 |
| **Rendement du capital utilisé[c]** | | | | | | | | |
| Industrie pétrolière | 4,7 | 7,2 | 6,7 | – 0,5 | 6,7 | 5,9 | 4,9 | 5,2 |
| Autres industries non financières | 7,1 | 8,2 | 7,6 | 7,4 | 8,6 | 9,4 | 7,8 | 8,3 |
| Secteur manufacturier | 8,0 | 9,7 | 8,4 | 8,5 | 10,3 | 12,2 | 9,0 | 9,8 |
| Secteur minier | 1,9 | 3,4 | 1,9 | 2,2 | 8,7 | 9,6 | 3,6 | 5,1 |
| Autres industries | 7,3 | 8,0 | 7,9 | 7,5 | 6,9 | 7,1 | 7,5 | 7,5 |

Source: Statistique Canada 61-033, Trimestriel des sociétés industrielles.

Nota :

(a) Les renseignements au tableau 3 sont basés sur les données de l'ASSP, telles que présentées à l'annexe A13.

(b) Le rendement de l'avoir des actionnaires se définit comme le profit net après impôt et frais extraordinaires, divisé par la valeur comptable moyenne. Il sert à mesurer le rendement des investissements des actionnaires (capital libéré des actionnaires et bénéfices non répartis). Cette mesure sert souvent à comparer le rendement de sociétés de type et de taille différents.

(c) Le capital utilisé se définit comme étant l'actif total moins le passif courant. Les chiffres des bénéfices nets utilisés pour calculer le taux de rendement du capital utilisé ont été ajustés en additionnant l'intérêt versé sur les emprunts après impôt.

## A15 Taux de réinvestissement en pourcentage

| | Total[a] 1987 | Total[a] 1988 | En amont[b] 1987 | En amont[b] 1988 | En amont[c] et en aval 1987 | En amont[c] et en aval 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Sociétés intégrées et raffineurs** | 57 | 71 | 61 | 102 | 57 | 71 |
| **Sociétés pétrolières et gazières** | | | | | | |
| Grands producteurs | 73 | 102 | 69 | 98 | 70 | 97 |
| Petits producteurs | 124 | 153 | 109 | 146 | 132 | 167 |
| Total, sociétés pétrolières et gazières | 90 | 118 | 81 | 112 | 88 | 117 |
| **Total, industrie** | **75** | **95** | **74** | **109** | **73** | **94** |
| Sous contrôle canadien | 84 | 109 | 77 | 116 | 81 | 106 |
| Sous contrôle étranger | 69 | 86 | 72 | 103 | 68 | 86 |

Nota :

(a) Total des dépenses en capital (sans tenir compte des subventions d'encouragement et autres) exprimées en pourcentage du total des ressources d'autofinancement. Les calculs ne tiennent pas compte de l'évolution des stocks. Si ces derniers avaient été inclus, le taux de réinvestissement aurait été de 87% en 1988 contre 79 % en 1987.

(b) Dépenses en capital dans le secteur amont (sans tenir compte des subventions d'encouragement) au Canada, exprimées en pourcentage des ressources d'autofinancement amont.

(c) Dépenses en capital amont et aval nettes ('liées au pétrole') et effectuées au Canada, exprimées en pourcentage des ressources d'autofinancement découlant des activités liées au pétrole.

## A16 Dépenses d'exploration brutes au Canada, par région en millions de dollars

| | 1987 | 1988 | Change % |
|---|---|---|---|
| **Terres provinciales** | | | |
| Colombie-Britannique | 169 | 290 | 72 |
| Alberta | 1966 | 1998 | 2 |
| Saskatchewan | 141 | 156 | 11 |
| Autres provinces | 13 | 17 | 30 |
| **Total, terres provinciales** | **2 290** | **2 463** | **8** |
| **Terres du Canada** | | | |
| Mer de Beaufort | 111 | 218 | 96 |
| Est du Labrador | 184 | 185 | 1 |
| Secteur sud du plateau de l'Atlantique | 37 | 57 | 54 |
| Autres terres du Canada | 53 | 44 | – 18 |
| **Total, terres du Canada** | **385** | **504** | **31** |
| **Total, Canada** | **2 675** | **2 966** | **11** |

## A17 Subventions d'encouragement par région et par type de dépenses en millions de dollars

| | Exploration | Mise en valeur et Production | Total | Sous contrôle canadien | Sous contrôle étranger |
|---|---|---|---|---|---|
| **Colombie-Britannique** | | | | | |
| 1987 | 3 | 3 | 6 | 4 | 2 |
| 1988 | 5 | 6 | 11 | 3 | 8 |
| **Alberta** | | | | | |
| 1987 | 96 | 76 | 172 | 102 | 70 |
| 1988 | 127 | 95 | 223 | 123 | 100 |
| **Saskatchewan** | | | | | |
| 1987 | 5 | 14 | 19 | 16 | 3 |
| 1988 | 12 | 16 | 28 | 21 | 7 |
| **Autres provinces** | | | | | |
| 1987 | 1 | 2 | 2 | 2 | 1 |
| 1988 | 2 | 1 | 3 | 3 | – |
| **Mer de Beaufort** | | | | | |
| 1987 | 10 | – | 10 | 9 | 1 |
| 1988 | – | – | – | – | – |
| **Est du Labrador** | | | | | |
| 1987 | 54 | – | 54 | 14 | 40 |
| 1988 | – | – | – | – | – |
| **Secteur sud du plateau de l'Atlantique** | | | | | |
| 1987 | 7 | – | 7 | 7 | – |
| 1988 | 5 | – | 5 | 5 | – |
| **Autres terres du Canada** | | | | | |
| 1987 | 21 | – | 21 | 18 | 3 |
| 1988 | 1 | – | 1 | – | – |
| **Total** | | | | | |
| 1987 | 198 | 95 | 292 | 171 | 121 |
| 1988 | 151 | 120 | 271 | 155 | 116 |

## A18 Puits achevés et mètres de forage au Canada

| | Exploration | | | Mise en valeur | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| **Puits achevés** en nombre de puits | | | | | | |
| Colombie-Britannique | 57 | 75 | 32 | 74 | 127 | 72 |
| Alberta | 1865 | 2253 | 21 | 3066 | 4179 | 36 |
| Saskatchewan | 371 | 559 | 51 | 1128 | 1535 | 36 |
| Autres provinces | 60 | 76 | 27 | 109 | 119 | 9 |
| Nord du Canada[a] | 5 | 6 | 20 | 22 | 8 | -64 |
| Zones extracôtières[b] | 8 | 9 | 13 | – | – | – |
| **Total** | **2 368** | **2 978** | **23** | **4 399** | **5 968** | **34** |
| **Mètres de forage** en milliers | | | | | | |
| Colombie-Britannique | 118 | 159 | 35 | 122 | 209 | 71 |
| Alberta | 2892 | 3331 | 15 | 3736 | 4599 | 23 |
| Saskatchewan | 364 | 496 | 36 | 968 | 1265 | 31 |
| Autres provinces | 45 | 57 | 27 | 83 | 84 | 1 |
| Nord du Canada[a] | 13 | 20 | 54 | 19 | 10 | -47 |
| Zones extracôtières[b] | 30 | 29 | -3 | – | – | – |
| **Total** | **3 462** | **4 092** | **18** | **4 928** | **6 167** | **25** |

Source:
*Oilweek*, le 20 février, 1989

Nota:
(a) Tout le territoire canadien situé au nord du 60e parallèle, y compris la baie d'Hudson.
(b) Les régions situées au large des côtes Est et Ouest.

## A19 Comparaison des frais d'intérêt et des bénéfices avant intérêts et impôts: 1988 en millions de dollars[a]

| | (1) Bénéfices avant intérêts et impôts | (2) Frais d'intérêt subis | (3) Taux des frais d'intérêt |
|---|---|---|---|
| | | | fois |
| **Sociétés intégrées et raffineurs** | **3 402** | **491** | **6.9** |
| **Sociétés pétrolières et gazières** | | | |
| Grandes sociétés | 1408 | 1115 | 1.3 |
| Petites sociétés | 519 | 506 | 1.0 |
| Total, sociétés pétrolières et gazières | 1927 | 1621 | 1.2 |
| **Total, industrie** | **5 330** | **2 112[b]** | **2.5** |
| Sous contrôle canadien | 2027 | 810 | 2.5 |
| Sous contrôle étranger | 3302 | 1302 | 2.5 |

Nota :
(a) Les données de la colonne 1 représentent le total des bénéfices de l'ensemble des activités avant impôts et paiement d'intérêts, alors que la colonne 2 montre le total des frais d'intérêt subis (dépensés et capitalisés). La colonne 3 indique le rapport de la colonne 1 à la colonne 2.
(b) En plus de 2 milliards de dollars de frais d'intérêt dépensés en 1988, il y a eu capitalisation de 104 millions de dollars (presque entièrement par des sociétés sous contrôle étranger).

## A20 Paiements de dividendes

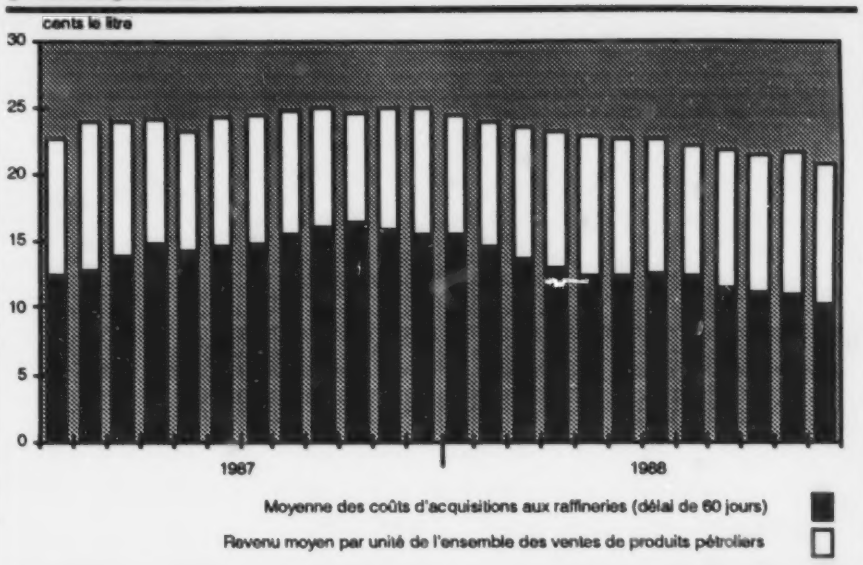
| | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|
| | en millions de dollars | | en pourcentage du bénéfice net[a] | |
| **Sociétés intégrées et raffineurs** | 795 | 1727 | 42 | 97 |
| **Sociétés pétrolières et gazières** | | | | |
| Grands producteurs | 585 | 499 | 57 | 254 |
| Petits producteurs | 162 | 239 | 42 | 54 |
| Total, sociétés pétrolières et gazières | 747 | 738 | 53 | 115 |
| **Total, industrie** | **1 542** | **2 464** | **46** | **102** |
| Sous contrôle canadien | 452 | 984 | 37 | 81 |
| Sous contrôle étranger | 1090 | 1481 | 52 | 122 |

Nota:
(a) Obtenu en divisant les dividendes, payés par le groupe de sociétés, par leur bénéfice net tiré de l'ensemble de leurs activités (annexes B1 à B7 et B10).

## A21 État des revenus et dépenses de 1979 à 1988 en pourcentage des revenus

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Amont** | | | | | | | | | | |
| Revenu | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Redevances et autres paiements | 31 | 31 | 29 | 27 | 25 | 24 | 23 | 18 | 17 | 16 |
| TRPG et autres taxes | – | – | 6 | 9 | 8 | 8 | 7 | 3 | – | – |
| Frais d'intérêt | – | – | – | 7 | 6 | 6 | 6 | 10 | 9 | 9 |
| Frais d'exploitation et autres éléments de caisse | 20 | 21 | 27 | 20 | 18 | 18 | 20 | 33 | 29 | 38 |
| Impôt courant sur le revenu | 8 | 6 | 8 | 9 | 11 | 11 | 11 | 5 | 6 | – |
| Ressources d'autofinancement | 40 | 41 | 30 | 28 | 31 | 32 | 34 | 31 | 38 | 37 |
| Dépréciation, épuisement et amortissement | 7 | 8 | 8 | 8 | 12 | 10 | 11 | 23 | 21 | 26 |
| Autres frais hors caisse | 8 | 9 | 8 | 5 | 4 | 3 | 3 | 6 | 4 | 6 |
| Impôt reporté sur le revenu | 6 | 7 | 5 | 5 | 5 | 7 | 6 | – | 2 | 2 |
| Gains extraordinaires | – | – | – | – | – | – | – 3 | – 12 | 1 | 3 |
| Bénéfices nets | 19 | 18 | 10 | 10 | 11 | 12 | 10 | – 11 | 12 | 6 |
| **Aval** | | | | | | | | | | |
| Revenu | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Taxes de ventes, d'accise et autres taxes | 5 | 7 | 6 | 6 | 6 | 6 | 7 | 11 | 14 | 16 |
| Coût des biens vendus | 71 | 69 | 75 | 80 | 83 | 80 | 79 | 68 | 64 | 58 |
| Frais d'intérêt | – | – | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | – | – | – |
| Frais d'exploitation et autres éléments de caisse | 13 | 11 | 9 | 10 | 10 | 9 | 10 | 13 | 13 | 14 |
| Impôt courant sur le revenu | 2 | 4 | 3 | -1 | -1 | – | – | 2 | 2 | 3 |
| Ressources d'autofinancement | 9 | 9 | 7 | 4 | 3 | 3 | 3 | 6 | 6 | 9 |
| Dépréciation, épuisement et amortissement | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 3 | 3 | 3 |
| Autres frais hors caisse | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Impôt reporté sur le revenu | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | – | – | – | – | 1 |
| Gains extraordinaires | – | – | – | – | – | – | – | – 1 | – | – |
| Bénéfices nets | 5 | 6 | 4 | 1 | – | 1 | 1 | 3 | 3 | 5 |

## A22 Coûts canadiens des acquisitions de pétrole brut contre les prix des produits pétroliers




Pendant 1988, la différence entre le prix moyen des produits raffinés (taxe provinciale de vente exclue) et les coûts moyens d'acquisition du pétrole brut pour les raffineurs s'établit entre 9 cents et 10,6 cents le litre. Pour la période correspondante en 1987 les résultats sont légèrement supérieurs variant de 9,1 cents à 11 cents le litre.

## A23 Participation et contrôle canadiens par groupe de sociétés et type d'activité en pourcentage

| | Participation | | Contrôle | |
|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | 1987 | 1988 |
| **Revenus liés au pétrole[a]** | | | | |
| Sociétés intégrées et raffineurs | 41,4 | 43,7 | 29,1 | 28,8 |
| Sociétés pétrolières et gazières | 50,0 | 46,2 | 59,1 | 50,6 |
| **Total, industrie** | **43,8** | **44,3** | **37,4** | **35,0** |
| **Revenus amont** | | | | |
| Sociétés intégrées et raffineurs | 39,2 | 38,7 | 20,4 | 20,3 |
| Sociétés pétrolières et gazières | 47,9 | 43,7 | 57,1 | 45,8 |
| **Total, industrie** | **45,1** | **42,1** | **45,2** | **37,6** |
| **Autres bases de mesure** | | | | |
| Revenus | | | | |
| Gaz naturel | 49,0 | 46,5 | 52,8 | 43,5 |
| Pétrole brut | 43,5 | 40,9 | 40,5 | 35,3 |
| Aval | 43,0 | 45,7 | 32,4 | 33,4 |
| **Dépenses d'exploration** | **54,0** | **52,4** | **54,5** | **50,3** |
| **Total, actifs au Canada** | **53,6** | **50,4** | **53,4** | **45,2** |

Nota:
(a) De nombreuses sociétés pétrolières mènent des activités dans d'autres secteurs non-reliés au pétrole qui ne sont pas comprises ici. Les recettes amont et aval sont utilisées comme substitut, faute de pouvoir utiliser des données plus précises pour décrire tous les aspects de l'industrie pétrolière canadienne qui nous intéressent.

## A24 **Dépenses de R-D interne** en millions de dollars

| | 1987 | | | 1988 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonds privés[a] | Fonds publics | Total | Fonds privés | Fonds publics | Total |
| **Amont** | | | | | | |
| Exploration et production de pétrole classique | 26,4 | 0,1 | 26,5 | 37,7 | 0,2 | 37,9 |
| Récupération assistée | 5,5 | – | 5,5 | 6,2 | 0,2 | 6,4 |
| Bitume | | | | | | |
| Exploration minière en surface | 7,8 | – | 7,8 | 1,0 | – | 1,0 |
| Sur les lieux de production | 30,7 | 4,3 | 35,0 | 46,0 | 3,4 | 49,4 |
| Bitume total | 38,5 | 4,3 | 42,8 | 47,0 | 3,4 | 50,4 |
| **Raffinage** | **54,3** | **0,4** | **54,6** | **57,8** | **0,3** | **58,1** |
| **Autres** | | | | | | |
| Autres dépenses énergétiques | 9,2 | 0,6 | 9,8 | 28,5 | 1,3 | 29,8 |
| Dépenses non énergétiques | 3,6 | – | 3,9 | 6,7 | 0,2 | 6,9 |
| Total des autres dépenses | 13,1 | 0,5 | 13,6 | 35,2 | 1,5 | 36,7 |
| **Total des dépenses** | **137,7** | **5,3** | **143,0** | **183,9** | **5,6** | **189,5** |

Nota:
(a) Les fonds privés sont composés des fonds internes, des fonds provenant des sociétés mères et des filiales, et des fonds d'autres sources pour le travail à contrat effectué par la société énergétique déclarante.

# Annexe B
# Ensemble des résultats de l'examen

## B1

**État des revenus et dépenses – toutes activités** en millions de dollars
***Ensemble de l'industrie***

| | Activités amont | | | Activités aval | | | Autres activités | | | Activités étrangères | | | Total des activités | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes totales | 17905 | 15691 | -12,4 | 27546 | 26987 | -2,0 | 2893 | 2875 | -0,6 | 1342 | 1371 | 2,2 | 49685 | 46924 | -5,6 |
| Redevances et autres paiements | 3049 | 2512 | -17,6 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 3049 | 2512 | -17,6 |
| TRPG et autres taxes | 0 | 0 | – | 3963 | 4318 | 9,0 | 21 | 11 | -50,5 | 89 | 72 | -19,6 | 4074 | 4400 | 8,0 |
| Recettes nettes après redevances | 14856 | 13180 | -11,3 | 23583 | 22669 | -3,9 | 2871 | 2865 | -0,2 | 1252 | 1299 | 3,8 | 42562 | 40012 | -6,0 |
| Coût des biens vendus | 0 | 0 | – | 17546 | 15590 | -11,1 | 1327 | 890 | -32,9 | 285 | 343 | 20,3 | 19158 | 16823 | -12,2 |
| Frais d'intérêt | 1644 | 1345 | -18,2 | 94 | 76 | -18,6 | 524 | 554 | 5,8 | 27 | 33 | 21,7 | 2288 | 2008 | -12,2 |
| Frais d'exploitation | 5060 | 5743 | 13,5 | 3581 | 3752 | 4,8 | 775 | 942 | 21,5 | 288 | 358 | 24,3 | 9704 | 10795 | 11,2 |
| Frais de recherche (excluant sables) | 62 | 81 | 30,8 | 69 | 86 | 24,7 | 3 | 1 | -70,0 | 0 | 1 | 100,7 | 135 | 169 | 25,7 |
| Autres frais | 132 | 146 | 10,5 | 19 | 27 | 45,9 | 81 | 106 | 30,4 | 55 | 45 | -18,9 | 288 | 324 | 12,7 |
| Frais de R–D des sables pétrolifères | 27 | 37 | 37,7 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 27 | 37 | 37,7 |
| Dépenses E&M | 763 | 1174 | 53,9 | 0 | 0 | – | 35 | 43 | 24,1 | 9 | 20 | 114,1 | 807 | 1237 | 53,3 |
| Dépréciation | 916 | 1056 | 15,3 | 709 | 762 | 7,5 | 221 | 216 | -2,3 | 53 | 64 | 20,2 | 1899 | 2098 | 10,5 |
| Épuisement | 1878 | 2140 | 14,0 | 0 | 0 | – | 17 | 26 | 57,0 | 315 | 381 | 21,0 | 2209 | 2547 | 15,3 |
| Amortissement | 873 | 706 | -19,2 | 17 | 21 | 22,6 | -79 | -46 | – | -6 | -28 | – | 805 | 652 | -18,9 |
| Frais non–monétaires et E&M | 4456 | 5113 | 14,7 | 726 | 783 | 7,9 | 193 | 238 | 23,8 | 372 | 437 | 17,6 | 5746 | 6571 | 14,4 |
| Revenu avant impôts | 3502 | 751 | -78,5 | 1548 | 2354 | 52,1 | -31 | 133 | – | 225 | 83 | -63,1 | 5243 | 3321 | -36,7 |
| Impôt fédéral | 970 | 188 | -80,6 | 431 | 582 | 35,0 | -160 | -6 | – | 108 | 54 | -49,7 | 1350 | 818 | -39,4 |
| Impôt provincial | 153 | -150 | – | 119 | 214 | 79,3 | -46 | -2 | – | 0 | 0 | -47,2 | 227 | 63 | -72,3 |
| Impôts courants | 1123 | 38 | -96,6 | 551 | 796 | 44,6 | -205 | -8 | – | 108 | 54 | -49,7 | 1576 | 881 | -44,1 |
| Revenu après impôts courants | 2379 | 714 | -70,0 | 997 | 1557 | 56,2 | 174 | 141 | -19,2 | 117 | 29 | -75,5 | 3667 | 2440 | -33,5 |
| Impôts reportés | 401 | 234 | -41,7 | 108 | 136 | 26,1 | -2 | 12 | – | 9 | -5 | – | 516 | 376 | -27,1 |
| Bénéfices nets après impôts | 1978 | 480 | -75,7 | 889 | 1421 | 59,9 | 176 | 129 | -26,6 | 108 | 34 | -68,6 | 3151 | 2064 | -34,5 |
| Postes extraordinaires | 132 | 417 | 215,3 | 18 | 55 | 201,8 | 50 | -3 | – | -34 | -106 | – | 166 | 363 | 119,0 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 2111 | 897 | -57,5 | 907 | 1477 | 62,7 | 226 | 126 | -44,1 | 74 | -72 | – | 3317 | 2427 | -26,8 |
| Ressources d'autofinancement | 6836 | 5826 | -14,8 | 1723 | 2340 | 35,8 | 367 | 379 | 3,4 | 488 | 466 | -4,7 | 9413 | 9011 | -4,3 |

# B2

**État des revenus et dépenses – toutes activités** en millions de dollars
***Sociétés intégrées et raffineurs***

| | Activités amont | | | Activités aval | | | Autres activités | | | Activités étrangères | | | Total des activités | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes totales | 5901 | 5047 | -14,5 | 27077 | 26417 | -2,4 | 1763 | 1575 | -10,6 | 192 | 238 | 24,0 | 34933 | 33277 | -4,7 |
| Redevances et autres paiements | 962 | 801 | -16,8 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 962 | 801 | -16,8 |
| TRPG et autres taxes | 0 | 0 | – | 3962 | 4318 | 9,0 | 15 | 4 | -73,3 | 0 | 0 | -100,0 | 3978 | 4322 | 8,7 |
| Recettes nettes après redevances | 4939 | 4246 | -14,0 | 23114 | 22099 | -4,4 | 1748 | 1571 | -10,1 | 192 | 238 | 24,0 | 29993 | 28154 | -6,1 |
| Coût des biens vendus | 0 | 0 | – | 17370 | 15420 | -11,2 | 1307 | 888 | -32,1 | 118 | 154 | 30,6 | 18795 | 16462 | -12,4 |
| Frais d'intérêt | 80 | 28 | -65,1 | 78 | 57 | -27,8 | 304 | 357 | 17,3 | 1 | 0 | -86,4 | 464 | 442 | -4,7 |
| Frais d'exploitation | 1817 | 2097 | 15,4 | 3420 | 3555 | 3,9 | 193 | 224 | 16,3 | 19 | 26 | 34,1 | 5449 | 5902 | 8,3 |
| Frais de recherche (excluant sables) | 31 | 37 | 20,0 | 69 | 86 | 24,7 | 3 | 1 | -69,2 | 0 | 0 | – | 103 | 124 | 21,0 |
| Autres frais | 13 | 2 | -87,6 | 16 | 26 | 62,9 | 7 | 25 | 267,1 | 1 | 1 | -21,2 | 37 | 53 | 46,1 |
| Frais de R–D des sables pétrolifères | 11 | 16 | 54,0 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 11 | 16 | 54,0 |
| Dépenses E&M | 226 | 342 | 51,2 | 0 | 0 | – | 20 | 26 | 30,2 | 0 | 0 | – | 246 | 368 | 49,4 |
| Dépréciation | 318 | 336 | 5,5 | 662 | 706 | 6,7 | 83 | 73 | -11,6 | 2 | 2 | 19,5 | 1065 | 1118 | 5,0 |
| Épuisement | 326 | 359 | 10,0 | 0 | 0 | – | 0 | 5 | – | 18 | 17 | -10,1 | 345 | 380 | 10,3 |
| Amortissement | 303 | 329 | 8,4 | 19 | 24 | 28,0 | -11 | -27 | – | -2 | 1 | – | 309 | 327 | 5,7 |
| Frais non–monétaires et E&M | 1184 | 1381 | 16,6 | 681 | 731 | 7,3 | 92 | 78 | -16,2 | 18 | 20 | 8,7 | 1976 | 2210 | 11,8 |
| Revenu avant impôts | 1814 | 702 | -61,3 | 1480 | 2224 | 50,3 | -159 | -1 | – | 34 | 36 | 8,5 | 3169 | 2961 | -6,6 |
| Impôt fédéral | 421 | 85 | -79,8 | 429 | 566 | 31,9 | -154 | -56 | – | 13 | 7 | -46,1 | 709 | 601 | -15,2 |
| Impôt provincial | 128 | -8 | – | 118 | 206 | 74,6 | -40 | -22 | – | 0 | 0 | 3,9 | 206 | 176 | -14,4 |
| Impôts courants | 549 | 77 | -86,0 | 547 | 772 | 41,1 | -194 | -78 | – | 13 | 7 | -45,6 | 915 | 778 | -15,0 |
| Revenu après impôts courants | 1266 | 625 | -50,6 | 933 | 1452 | 55,6 | 35 | 77 | 116,8 | 20 | 29 | 44,8 | 2254 | 2183 | -3,2 |
| Impôts reportés | 309 | 197 | -36,2 | 103 | 133 | 30,0 | -14 | 12 | – | 5 | 5 | 3,5 | 403 | 348 | -13,7 |
| Bénéfices nets après impôts | 957 | 428 | -55,3 | 831 | 1319 | 58,8 | 49 | 65 | 32,1 | 15 | 24 | 58,5 | 1852 | 1835 | -0,9 |
| Postes extraordinaires | 0 | -39 | – | 18 | 35 | 88,7 | 35 | -43 | – | 0 | 0 | – | 54 | -47 | – |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 957 | 389 | -59,4 | 849 | 1353 | 59,4 | 84 | 22 | -74,3 | 15 | 24 | 58,5 | 1905 | 1788 | -6,2 |
| Ressources d'autofiancement | 2450 | 2006 | -18,1 | 1614 | 2183 | 35,2 | 128 | 154 | 20,7 | 38 | 49 | 27,5 | 4230 | 4392 | 3,8 |

## B3

**État des revenus et dépenses – toutes activités** en millions de dollars
***Petits producteurs de pétrole et gaz***

| | Activités amont | | | Activités aval | | | Autres activités | | | Activités étrangères | | | Total des activités | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes totales | 3276 | 2999 | –8,5 | 9 | 54 | – | 478 | 527 | 10,2 | 696 | 522 | –24,9 | 4459 | 4102 | –8,0 |
| Redevances et autres paiements | 583 | 528 | –9,4 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 583 | 528 | –9,4 |
| TRPG et autres taxes | 0 | 0 | – | 0 | –0 | – | –0 | 0 | – | 57 | 44 | –22,8 | 57 | 44 | –23,4 |
| Recettes nettes après redevances | 2693 | 2471 | –8,2 | 9 | 54 | – | 478 | 527 | 10,2 | 639 | 478 | –25,1 | 3819 | 3530 | –7,6 |
| Coût des biens vendus | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 19 | 1 | –94,9 | 80 | 0 | –100,0 | 99 | 1 | –99,0 |
| Frais d'intérêt | 507 | 403 | –20,5 | 0 | 5 | – | 70 | 73 | 3,0 | 11 | 14 | 20,6 | 589 | 495 | –16,0 |
| Frais d'exploitation | 887 | 955 | 7,7 | 6 | 13 | 129,4 | 242 | 278 | 15,3 | 171 | 210 | 23,1 | 1305 | 1457 | 11,7 |
| Frais de recherche (excluant sables) | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | –47,9 | 0 | 1 | 100,7 | 1 | 1 | 63,0 |
| Autres frais | 88 | 103 | 15,9 | 1 | 1 | 9,0 | 34 | 59 | 72,5 | 29 | 23 | –21,6 | 153 | 185 | 21,2 |
| Frais de R–D des sables pétrolifères | 1 | 2 | 235,5 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 1 | 2 | 235,5 |
| Dépenses E&M | 68 | 84 | 23,8 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 2 | – | 68 | 86 | 26,2 |
| Dépréciation | 183 | 168 | –8,2 | 1 | 5 | – | 31 | 31 | 0,7 | 37 | 20 | –45,9 | 251 | 224 | –10,8 |
| Épuisement | 664 | 798 | 20,1 | 0 | 0 | – | 11 | 12 | 3,7 | 180 | 153 | –14,9 | 855 | 962 | 12,5 |
| Amortissement | 12 | 67 | – | 0 | –1 | – | –17 | 14 | – | 5 | 12 | 126,6 | –0 | 93 | – |
| Frais non–monétaires et E&M | 927 | 1118 | 20,7 | 1 | 5 | – | 25 | 57 | 131,7 | 222 | 187 | –15,9 | 1174 | 1367 | 16,4 |
| Revenu avant impôts | 264 | –109 | – | 2 | 30 | – | 88 | 59 | –33,1 | 125 | 44 | –64,9 | 498 | 24 | –95,2 |
| Impôt fédéral | 49 | 13 | –74,1 | 1 | 0 | –85,6 | 12 | 14 | 12,9 | 70 | 15 | –79,2 | 132 | 41 | –69,0 |
| Impôt provincial | –123 | –137 | – | 0 | 0 | –76,5 | 1 | 0 | –78,6 | 0 | 0 | – | –122 | –137 | – |
| Impôts courants | –74 | –125 | – | 1 | 0 | –83,1 | 13 | 14 | 8,1 | 70 | 15 | –79,2 | 10 | –96 | – |
| Revenu après impôts courants | 357 | 16 | –95,6 | 1 | 30 | – | 76 | 45 | –40,0 | 54 | 29 | –46,5 | 488 | 120 | –75,4 |
| Impôts reportés | 89 | –16 | – | –0 | 0 | – | 2 | 9 | 358,0 | 6 | –8 | – | 97 | –14 | – |
| Bénéfices nets après impôts | 269 | 31 | –88,4 | 1 | 30 | – | 73 | 36 | –51,0 | 48 | 37 | –23,5 | 391 | 134 | –65,8 |
| Postes extraordinaires | 13 | 390 | – | 0 | 21 | – | 14 | 5 | –66,7 | –34 | –106 | – | –7 | 309 | – |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 282 | 421 | 49,6 | 1 | 50 | – | 88 | 41 | –53,6 | 14 | –70 | – | 384 | 443 | 15,3 |
| Ressources d'autofinancement | 1284 | 1134 | –11,7 | 2 | 34 | – | 100 | 102 | 2,2 | 276 | 216 | –22,0 | 1663 | 1487 | –10,6 |

# B4

**État des revenus et dépenses – toutes activités** en millions de dollars
***Grands producteurs de pétrole et gaz***

| | Activités amont | | | Activités aval | | | Autres activités | | | Activités étrangères | | | Total des activités | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes totales | 8728 | 7645 | -12,4 | 459 | 516 | 12,2 | 652 | 773 | 18,6 | 454 | 611 | 34,6 | 10294 | 9545 | -7,3 |
| Redevances et autres paiements | 1504 | 1183 | -21,4 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 1504 | 1183 | -21,4 |
| TRPG et autres taxes | 0 | 0 | – | 0 | 0 | -100,0 | 6 | 7 | 4,2 | 32 | 28 | -13,7 | 39 | 34 | -11,8 |
| Recettes nettes après redevances | 7224 | 6462 | -10,5 | 459 | 516 | 12,3 | 646 | 767 | 18,8 | 422 | 583 | 38,2 | 8751 | 8328 | -4,8 |
| Coût des biens vendus | 0 | 0 | – | 177 | 170 | -3,5 | 0 | 1 | 258,1 | 87 | 189 | 116,8 | 264 | 360 | 36,4 |
| Frais d'intérêt | 1057 | 914 | -13,5 | 15 | 14 | -6,8 | 149 | 124 | -16,4 | 15 | 19 | 30,6 | 1236 | 1072 | -13,3 |
| Frais d'exploitation | 2356 | 2691 | 14,2 | 155 | 184 | 18,2 | 341 | 439 | 28,9 | 97 | 121 | 24,5 | 2950 | 3435 | 16,5 |
| Frais de recherche (excluant sables) | 31 | 44 | 41,5 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | -100,0 | 0 | 0 | – | 31 | 44 | 40,5 |
| Autres frais | 31 | 42 | 35,2 | 2 | 0 | -100,0 | 41 | 23 | -43,9 | 25 | 21 | -15,7 | 99 | 86 | -12,8 |
| Frais de R–D des sables pétrolifères | 16 | 19 | 19,8 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 16 | 19 | 19,8 |
| Dépenses E&M | 469 | 748 | 59,6 | 0 | 0 | – | 14 | 17 | 15,6 | 9 | 18 | 98,5 | 492 | 783 | 59,0 |
| Dépréciation | 415 | 553 | 33,1 | 46 | 50 | 9,1 | 107 | 111 | 3,9 | 14 | 41 | 190,9 | 583 | 756 | 29,7 |
| Épuisement | 887 | 984 | 10,9 | 0 | 0 | – | 5 | 9 | 86,5 | 117 | 212 | 81,1 | 1009 | 1205 | 19,4 |
| Amortissement | 558 | 309 | -44,6 | -2 | -3 | – | -51 | -33 | – | -9 | -41 | – | 496 | 232 | -53,1 |
| Frais non–monétaires et E&M | 2345 | 2613 | 11,4 | 44 | 48 | 7,9 | 75 | 104 | 37,7 | 131 | 230 | 75,5 | 2596 | 2995 | 15,4 |
| Revenu avant impôts | 1404 | 159 | -88,7 | 66 | 100 | 51,3 | 39 | 76 | 92,4 | 67 | 3 | -95,7 | 1576 | 337 | -78,6 |
| Impôt fédéral | 501 | 90 | -82,0 | 2 | 17 | – | -18 | 37 | – | 24 | 32 | 33,2 | 509 | 176 | -65,4 |
| Impôt provincial | 147 | -5 | – | 1 | 8 | – | -6 | 20 | – | 0 | 0 | -81,5 | 142 | 23 | -83,6 |
| Impôts courants | 648 | 85 | -86,8 | 3 | 24 | – | -24 | 57 | – | 25 | 33 | 32,4 | 651 | 199 | -69,4 |
| Revenu après impôts courants | 756 | 73 | -90,3 | 63 | 75 | 19,5 | 63 | 19 | -70,6 | 42 | -30 | – | 924 | 137 | -85,2 |
| Impôts reportés | 4 | 52 | – | 6 | 3 | -55,0 | 10 | -10 | – | -3 | -3 | – | 16 | 42 | 162,2 |
| Bénéfices nets après impôts | 753 | 21 | -97,2 | 57 | 73 | 26,8 | 54 | 28 | -47,1 | 45 | -27 | – | 908 | 95 | -89,5 |
| Postes extraordinaires | 119 | 66 | -44,5 | 0 | 0 | – | -0 | 35 | – | 0 | 0 | – | 119 | 102 | -15,0 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 872 | 87 | -90,0 | 57 | 73 | 26,8 | 54 | 64 | 18,8 | 45 | -27 | – | 1028 | 197 | -80,9 |
| Ressources d'autofinancement | 3101 | 2686 | -13,4 | 107 | 123 | 14,7 | 139 | 123 | -11,6 | 173 | 201 | 15,8 | 3520 | 3132 | -11,0 |

# B5

**État des revenus et dépenses – toutes activités** en millions de dollars
***Total des producteurs de pétrole et gaz***

| | Activités amont | | | Activités aval | | | Autres activités | | | Activités étrangères | | | Total des activités | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes totales | 12004 | 10644 | -11,3 | 469 | 569 | 21,5 | 1130 | 1300 | 15,1 | 1150 | 1134 | -1,4 | 14753 | 13647 | -7,5 |
| Redevances et autres paiements | 2087 | 1711 | -18,0 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 2087 | 1711 | -18,0 |
| TRPG et autres taxes | 0 | 0 | – | 1 | 0 | – | 6 | 7 | 6,2 | 89 | 72 | -19,6 | 96 | 78 | -18,7 |
| Recettes nettes après redevances | 9917 | 8933 | -9,9 | 468 | 570 | 21,7 | 1124 | 1294 | 15,1 | 1061 | 1062 | 0,1 | 12570 | 11858 | -5,7 |
| Coût des biens vendus | 0 | 0 | – | 177 | 170 | -3,5 | 19 | 2 | -90,6 | 167 | 189 | 13,1 | 363 | 361 | -0,5 |
| Frais d'intérêt | 1564 | 1317 | -15,8 | 15 | 20 | 28,3 | 219 | 197 | -10,2 | 26 | 33 | 26,2 | 1825 | 1566 | -14,2 |
| Frais d'exploitation | 3243 | 3647 | 12,4 | 161 | 197 | 22,2 | 582 | 718 | 23,2 | 268 | 331 | 23,6 | 4255 | 4893 | 15,0 |
| Frais de recherche (excluant sables) | 31 | 44 | 41,7 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | -74,7 | 0 | 1 | 100,7 | 32 | 45 | 40,9 |
| Autres frais | 119 | 144 | 20,9 | 2 | 1 | -70,4 | 75 | 82 | 9,1 | 55 | 44 | -18,9 | 251 | 271 | 7,9 |
| Frais de R–D des sables pétrolifères | 16 | 21 | 27,0 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 16 | 21 | 27,0 |
| Dépenses E&M | 537 | 832 | 55,1 | 0 | 0 | – | 14 | 17 | 15,6 | 9 | 20 | 114,1 | 560 | 869 | 55,0 |
| Dépréciation | 598 | 721 | 20,5 | 47 | 56 | 18,7 | 138 | 142 | 3,2 | 51 | 61 | 20,2 | 834 | 980 | 17,5 |
| Épuisement | 1552 | 1781 | 14,8 | 0 | 0 | – | 16 | 21 | 29,3 | 297 | 365 | 22,9 | 1865 | 2167 | 16,2 |
| Amortissement | 570 | 377 | -33,9 | -2 | -4 | – | -68 | -19 | – | -4 | -29 | – | 496 | 325 | -34,4 |
| Frais non–monétaires et E&M | 3272 | 3731 | 14,0 | 45 | 52 | 16,3 | 100 | 161 | 60,8 | 353 | 417 | 18,1 | 3770 | 4361 | 15,7 |
| Revenu avant impôts | 1688 | 50 | -97,0 | 68 | 130 | 91,5 | 127 | 135 | 5,6 | 191 | 47 | -75,6 | 2074 | 361 | -82,6 |
| Impôt fédéral | 549 | 103 | -81,3 | 3 | 17 | .. | -6 | 50 | – | 95 | 47 | -50,2 | 641 | 217 | -66,1 |
| Impôt provincial | 24 | -142 | – | 1 | 8 | – | -5 | 20 | – | 0 | 0 | -81,5 | 21 | -114 | – |
| Impôts courants | 574 | -39 | – | 4 | 25 | – | -11 | 71 | – | 95 | 47 | -50,3 | 661 | 103 | -84,4 |
| Revenu après impôts courants | 1114 | 89 | -92,0 | 64 | 105 | 64,8 | 139 | 64 | -53,9 | 97 | -0 | – | 1413 | 257 | -81,8 |
| Impôts reportés | 92 | 37 | -60,1 | 5 | 3 | -50,2 | 12 | -0 | – | 4 | -10 | – | 113 | 28 | -74,8 |
| Bénéfices nets après impôts | 1021 | 52 | -94,9 | 58 | 102 | 75,3 | 127 | 64 | -49,3 | 93 | 10 | -89,2 | 1300 | 229 | -82,4 |
| Postes extraordinaires | 132 | 456 | 244,7 | 0 | 21 | – | 14 | 40 | 177,4 | -34 | -106 | – | 112 | 411 | 265,5 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 1154 | 509 | -55,9 | 58 | 123 | 110,8 | 141 | 104 | -26,2 | 58 | -96 | – | 1412 | 640 | -54,7 |
| Ressources d'autofinancement | 4386 | 3820 | -12,9 | 109 | 157 | 44,8 | 239 | 225 | -5,9 | 450 | 416 | -7,4 | 5183 | 4619 | -10,9 |

# B6

**État des revenus et dépenses – toutes activités** en millions de dollars
***Sociétés sous contrôle canadien***

| | Activités amont | | | Activités aval | | | Autres activités | | | Activités étrangères | | | Total des activités | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes totales | 6433 | 5875 | -8,7 | 9044 | 9014 | -0,3 | 1746 | 1988 | 13,9 | 567 | 489 | -13,7 | 17790 | 17366 | -2,4 |
| Redevances et autres paiements | 992 | 883 | -10,9 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 992 | 883 | -10,9 |
| TRPG et autres taxes | 0 | 0 | – | 1247 | 1364 | 9,4 | 9 | 11 | 21,9 | 7 | 1 | -90,8 | 1263 | 1376 | 8,9 |
| Recettes nettes après redevances | 5441 | 4991 | -8,3 | 7797 | 7650 | -1,9 | 1738 | 1978 | 13,8 | 560 | 488 | -12,7 | 15535 | 15107 | -2,8 |
| Coût des biens vendus | 0 | 0 | – | 5598 | 5218 | -6,8 | 956 | 955 | -0,1 | 80 | 0 | -100,0 | 6634 | 6172 | -7,0 |
| Frais d'intérêt | 535 | 481 | -10,0 | 48 | 36 | -26,3 | 178 | 238 | 33,4 | 24 | 24 | 1,1 | 785 | 779 | -0,8 |
| Frais d'exploitation | 1868 | 2169 | 16,1 | 1413 | 1275 | -9,7 | 449 | 530 | 18,1 | 155 | 204 | 31,7 | 3884 | 4178 | 7,6 |
| Frais de recherche (excluant sables) | 6 | 4 | -32,6 | 0 | 0 | -100,0 | 0 | 0 | -40,9 | 0 | 1 | 100,7 | 8 | 5 | -29,4 |
| Autres frais | 56 | 68 | 22,5 | 20 | 23 | 13,5 | 33 | 65 | 93,0 | 29 | 24 | -17,9 | 139 | 180 | 29,6 |
| Frais de R-D des sables pétrolifères | 6 | 2 | -69,4 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 6 | 2 | -69,4 |
| Dépenses E&M | 106 | 152 | 43,8 | 0 | 0 | – | 5 | 6 | 30,5 | 0 | 5 | – | 111 | 163 | 47,0 |
| Dépréciation | 374 | 420 | 12,3 | 287 | 308 | 7,2 | 78 | 67 | -13,0 | 25 | 53 | 115,9 | 763 | 848 | 11,2 |
| Épuisement | 951 | 1141 | 19,9 | 0 | 0 | – | 12 | 15 | 25,8 | 174 | 157 | -9,9 | 1138 | 1313 | 15,4 |
| Amortissement | 190 | 195 | 2,8 | 25 | 12 | -51,6 | -26 | -1 | – | 11 | 10 | -9,2 | 201 | 217 | 8,1 |
| Frais non-monétaires et E&M | 1627 | 1910 | 17,4 | 313 | 320 | 2,4 | 69 | 88 | 28,5 | 210 | 225 | 7,0 | 2219 | 2543 | 14,6 |
| Revenu avant impôts | 1349 | 359 | -73,4 | 404 | 778 | 92,6 | 52 | 101 | 95,1 | 61 | 11 | -82,6 | 1866 | 1249 | -33,1 |
| Impôt fédéral | 220 | 19 | -91,6 | 90 | 172 | 92,0 | -16 | 11 | – | 58 | 19 | -67,7 | 352 | 221 | -37,4 |
| Impôt provincial | -41 | -113 | – | 6 | 38 | – | -7 | -1 | – | -0 | 0 | – | -42 | -76 | – |
| Impôts courants | 179 | -94 | – | 96 | 210 | 119,2 | -23 | 9 | – | 58 | 19 | -67,4 | 310 | 144 | -53,5 |
| Revenu après impôts courants | 1170 | 453 | -61,3 | 308 | 568 | 84,3 | 75 | 92 | 22,3 | 3 | -8 | – | 1556 | 1104 | -29,0 |
| Impôts reportés | 237 | 117 | -50,6 | 82 | 94 | 14,9 | -15 | 4 | – | -7 | -9 | – | 296 | 206 | -30,6 |
| Bénéfices nets après impôts | 933 | 336 | -64,0 | 226 | 474 | 109,4 | 90 | 88 | -2,4 | 10 | 1 | -88,9 | 1259 | 899 | -28,6 |
| Postes extraordinaires | -9 | 386 | – | 17 | 39 | 127,0 | 9 | -1 | – | -42 | -106 | – | -25 | 318 | – |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 924 | 722 | -21,8 | 244 | 513 | 110,7 | 98 | 87 | -12,1 | -32 | -105 | – | 1234 | 1217 | -1,4 |
| Ressources d'autofinancement | 2796 | 2363 | -15,5 | 621 | 888 | 43,1 | 144 | 180 | 25,3 | 213 | 217 | 1,6 | 3774 | 3648 | -3,3 |

## B7

**État des revenus et dépenses – toutes activités** en millions de dollars
***Sociétés sous contrôle étranger***

| | Activités amont | | | Activités aval | | | Autres activités | | | Activités étrangères | | | Total des activités | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes totales | 11473 | 9817 | -14,4 | 18502 | 17972 | -2,9 | 1147 | 887 | -22,6 | 775 | 882 | 13,9 | 31896 | 29558 | -7,3 |
| Redevances et autres paiements | 2058 | 1628 | -20,9 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 2058 | 1628 | -20,9 |
| TRPG et autres taxes | 0 | 0 | – | 2716 | 2954 | 8,8 | 13 | 0 | -99,8 | 82 | 71 | -13,2 | 2810 | 3025 | 7,6 |
| Recettes nettes après redevances | 9415 | 8188 | -13,0 | 15786 | 15019 | -4,9 | 1134 | 887 | -21,8 | 693 | 811 | 17,1 | 27028 | 24905 | -7,9 |
| Coût des biens vendus | 0 | 0 | – | 11948 | 10373 | -13,2 | 371 | -65 | – | 205 | 343 | 67,2 | 12524 | 10651 | -15,0 |
| Frais d'intérêt | 1109 | 863 | -22,1 | 46 | 41 | -10,4 | 345 | 316 | -8,4 | 3 | 9 | 163,9 | 1503 | 1230 | -18,2 |
| Frais d'exploitation | 3192 | 3575 | 12,0 | 2169 | 2477 | 14,2 | 326 | 412 | 26,2 | 133 | 154 | 15,7 | 5819 | 6617 | 13,7 |
| Frais de recherche (excluant sables) | 56 | 77 | 38,2 | 69 | 86 | 25,6 | 3 | 1 | -72,0 | 0 | 0 | – | 127 | 164 | 29,0 |
| Autres frais | 76 | 78 | 1,7 | -2 | 4 | – | 48 | 42 | -13,3 | 26 | 21 | -20,1 | 149 | 144 | -3,1 |
| Frais de R-D des sables pétrolifères | 21 | 35 | 68,2 | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 21 | 35 | 68,2 |
| Dépenses E&M | 657 | 1022 | 55,5 | 0 | 0 | – | 30 | 37 | 23,1 | 9 | 15 | 69,3 | 696 | 1074 | 54,3 |
| Dépréciation | 542 | 636 | 17,3 | 422 | 455 | 7,8 | 143 | 148 | 3,4 | 28 | 10 | -63,6 | 1136 | 1249 | 10,0 |
| Épuisement | 926 | 999 | 7,9 | 0 | 0 | – | 5 | 11 | 139,7 | 141 | 224 | 59,2 | 1072 | 1234 | 15,2 |
| Amortissement | 683 | 510 | -25,3 | -9 | 8 | – | -54 | -46 | – | -17 | -38 | – | 604 | 435 | -27,9 |
| Frais non-monétaires et E&M | 2829 | 3203 | 13,2 | 413 | 463 | 12,0 | 124 | 150 | 21,2 | 161 | 212 | 31,4 | 3528 | 4028 | 14,2 |
| Revenu avant impôts | 2153 | 393 | -81,8 | 1144 | 1576 | 37,8 | -83 | 32 | – | 164 | 72 | -55,8 | 3377 | 2073 | -38,6 |
| Impôt fédéral | 750 | 169 | -77,4 | 342 | 410 | 20,0 | -144 | -17 | – | 50 | 35 | -28,6 | 997 | 598 | -40,1 |
| Impôt provincial | 193 | -37 | – | 113 | 176 | 55,5 | -39 | -0 | – | 0 | 0 | -89,3 | 268 | 139 | -48,2 |
| Impôts courants | 943 | 132 | -86,0 | 455 | 586 | 28,8 | -182 | -17 | – | 50 | 35 | -29,0 | 1266 | 737 | -41,8 |
| Revenu après impôts courants | 1210 | 261 | -78,5 | 689 | 990 | 43,6 | 99 | 49 | -50,7 | 114 | 37 | -67,6 | 2111 | 1336 | -36,7 |
| Impôts reportés | 165 | 117 | -28,9 | 26 | 42 | 60,9 | 13 | 7 | -42,3 | 16 | 4 | -73,9 | 219 | 170 | -22,3 |
| Bénéfices nets après impôts | 1045 | 144 | -86,3 | 663 | 947 | 42,9 | 86 | 41 | -51,9 | 98 | 33 | -66,5 | 1892 | 1165 | -38,4 |
| Postes extraordinaires | 142 | 31 | -77,8 | 1 | 16 | – | 41 | -2 | – | 8 | 0 | -100,0 | 191 | 46 | -76,2 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 1187 | 175 | -85,2 | 664 | 963 | 45,1 | 127 | 40 | -68,9 | 106 | 33 | -69,0 | 2084 | 1211 | -41,9 |
| Ressources d'autofinancement | 4039 | 3463 | -14,3 | 1102 | 1453 | 31,8 | 223 | 199 | -10,7 | 275 | 249 | -9,5 | 5639 | 5363 | -4,9 |

# B8

**Rendement financier par principaux secteurs d'activités**
***Activités amont***

| | Ensemble de l'industrie | | | Sociétés sous contrôle canadien | | | Sociétés sous contrôle étranger | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| **Production de pétrole et équivalents** (1) en milliers de mètres cubes | 161146 | 179687 | 11,5 | 60789 | 69796 | 14,8 | 100358 | 109891 | 9,5 |
| **Postes financiers clés** en millions de dollars | | | % | | | % | | | % |
| Recettes brutes | 17905 | 15691 | -12,4 | 6433 | 5875 | -8,7 | 11473 | 9817 | -14,4 |
| Revenu monétaire | 6836 | 5826 | -14,8 | 2796 | 2363 | -15,5 | 4039 | 3463 | -14,3 |
| Bénéfices nets | 1978 | 480 | -75,7 | 933 | 336 | -64,0 | 1045 | 144 | -86,3 |
| Revenu net plus intérêts | 3622 | 1824 | -49,6 | 1468 | 817 | -44,3 | 2154 | 1007 | -53,2 |
| Capital utilisé | 50323 | 53496 | 6,3 | 24052 | 24267 | 0,9 | 26272 | 29229 | 11,3 |
| **Recettes et coûts unitaires** en dollars par mètre cube | | | % | | | % | | | % |
| Recettes brutes | 111,11 | 87,32 | -21,4 | 105,82 | 84,17 | -20,5 | 114,32 | 89,33 | -21,9 |
| Redevances et autres paiements | 18,92 | 13,98 | -26,1 | 16,31 | 12,66 | -22,4 | 20,51 | 14,82 | -27,7 |
| TRPG et autres taxes | 0,00 | 0,00 | – | 0,00 | 0,00 | – | 0,00 | 0,00 | – |
| Recettes après redevances et taxes | 92,19 | 73,35 | -20,4 | 89,51 | 71,51 | -20,1 | 93,81 | 74,51 | -20,6 |
| Frais d'intérêt | 10,20 | 7,48 | -26,6 | 8,80 | 6,89 | -21,7 | 11,05 | 7,86 | -28,9 |
| Frais d'exploitation (sauf recherche) | 31,40 | 31,96 | 1,8 | 30,73 | 31,07 | 1,1 | 31,80 | 32,53 | 2,3 |
| Frais de recherche et autres | 1,21 | 1,27 | 4,9 | 1,03 | 1,04 | 1,7 | 1,32 | 1,41 | 6,9 |
| Revenu monétaire avant impôts | 49,39 | 32,63 | -33,9 | 48,95 | 32,50 | -33,6 | 49,65 | 32,72 | -34,1 |
| E&M et frais de R-D imputés aux sables pétrolifères | 4,90 | 6,74 | 37,5 | 1,84 | 2,20 | 20,0 | 6,75 | 9,62 | 42,4 |
| Dépréciation | 5,69 | 5,88 | 3,4 | 6,15 | 6,02 | -2,2 | 5,40 | 5,79 | 7,1 |
| Épuisement | 11,65 | 11,91 | 2,2 | 15,65 | 16,35 | 4,4 | 9,23 | 9,09 | -1,5 |
| Sommes radiées | 5,42 | 3,93 | -27,5 | 3,13 | 2,80 | -10,5 | 6,81 | 4,65 | -31,8 |
| Revenu net avant impôts | 21,73 | 4,18 | -80,8 | 22,19 | 5,14 | -76,8 | 21,45 | 3,57 | -83,3 |
| Impôt fédéral sur le revenu | 6,02 | 1,04 | -82,6 | 3,62 | 0,27 | -92,7 | 7,47 | 1,54 | -79,4 |
| Impôts provinciaux sur le revenu | 0,95 | -0,83 | – | -0,67 | -1,62 | – | 1,93 | -0,34 | – |
| Impôts sur le revenu reportés | 2,49 | 1,30 | -47,7 | 3,89 | 1,68 | -56,9 | 1,64 | 1,06 | -35,1 |
| Bénéfices nets après impôts | 12,28 | 2,67 | -78,3 | 15,35 | 4,82 | -68,6 | 10,42 | 1,31 | -87,4 |
| Postes extraordinaires | 0,82 | 2,32 | 182,7 | -0,15 | 5,53 | – | 1,41 | 0,29 | -79,8 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 13,10 | 4,99 | -61,9 | 15,20 | 10,35 | -31,9 | 11,83 | 1,59 | -86,5 |
| Ressources d'autofinancement | 42,42 | 32,42 | -23,6 | 46,00 | 33,86 | -26,4 | 40,25 | 31,51 | -21,7 |
| **Taux** en pourcentage | | | | | | | | | |
| Gaz naturel (incluant GPL) en pourcentage de la production totale | 40,4 | 43,5 | S/O | 45,7 | 48,7 | S/O | 37,2 | 40,3 | S/O |
| Pétrole assujetti aux redevances sur l'ancien pétrole en pourcentage de la production de pétrole classique | 48,1 | 45,2 | S/O | 46,2 | 42,2 | S/O | 49,0 | 46,8 | S/O |

(1) Ne comprend pas le soufre.

**B8**(suite)

**Rendement financier par principaux secteurs d'activités**

***Activités amont***

| | Sociétés intégrées et raffineurs | | | Petits producteurs de pétrole et gaz | | | Grands producteurs de pétrole et gaz | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| **Production de pétrole et équivalents** (1) en milliers de mètres cubes | 52663 | 59238 | 12,5 | 34431 | 38802 | 12,7 | 74052 | 81647 | 10,3 |
| **Postes financiers clés** en millions de dollars | | | % | | | % | | | % |
| Recettes brutes | 5901 | 5047 | -14,5 | 3276 | 2999 | -8,5 | 8728 | 7645 | -12,4 |
| Revenu monétaire | 2450 | 2006 | -18,1 | 1284 | 1134 | -11,7 | 3101 | 2686 | -13,4 |
| Bénéfices nets | 957 | 428 | -55,3 | 269 | 31 | -88,4 | 753 | 21 | -97,2 |
| Revenu net plus intérêts | 1037 | 455 | -56,1 | 776 | 434 | -44,0 | 1810 | 935 | -48,4 |
| Capital utilisé | 13184 | 16425 | 24,6 | 14139 | 14511 | 2,6 | 23000 | 22560 | -1,9 |
| **Recettes et coûts unitaires** en dollars par mètre cube | | | % | | | % | | | % |
| Recettes brutes | 112,06 | 85,20 | -24,0 | 95,14 | 77,29 | -18,8 | 117,87 | 93,64 | -20,6 |
| Redevances et autres paiements | 18,27 | 13,52 | -26,0 | 16,93 | 13,61 | -19,6 | 20,31 | 14,49 | -28,7 |
| TRPG et autres taxes | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 | 0,00 | - |
| Recettes après redevances et taxes | 93,78 | 71,68 | -23,6 | 78,21 | 63,68 | -18,6 | 97,56 | 79,15 | -18,9 |
| Frais d'intérêt | 1,51 | 0,47 | -69,0 | 14,73 | 10,39 | -29,5 | 14,27 | 11,19 | -21,6 |
| Frais d'exploitation (sauf recherche) | 34,50 | 35,40 | 2,6 | 25,76 | 24,62 | -4,4 | 31,82 | 32,96 | 3,6 |
| Frais de recherche et autres | 0,83 | 0,66 | -21,0 | 2,57 | 2,64 | 2,9 | 0,84 | 1,05 | 25,5 |
| Revenu monétaire avant impôts | 56,94 | 35,16 | -38,3 | 35,16 | 26,02 | -26,0 | 50,63 | 33,95 | -33,0 |
| E&M et frais de R-D imputés aux sables pétrolifères | 4,49 | 6,04 | 34,5 | 1,99 | 2,21 | 11,3 | 6 | 9,39 | 43,6 |
| Dépréciation | 6,04 | 5,67 | -6,2 | 5,31 | 4,32 | -18,6 | 5,6 | 6,77 | 20,7 |
| Épuisement | 6,19 | 6,06 | -2,2 | 19,29 | 20,55 | 6,6 | 11,9 | 12 | 0,6 |
| Sommes radiées | 5,76 | 5,55 | -3,6 | 0,34 | 1,74 | - | 7,54 | 3,79 | -49,7 |
| Revenu net avant impôts | 34,45 | 11,84 | -65,6 | 8,23 | -2,80 | - | 18,96 | 1 | -89,9 |
| Impôt fédéral sur le revenu | 7,99 | 1,44 | -82,0 | 1,42 | 0,33 | -77,1 | 6,76 | 1,10 | -83,7 |
| Impôts provinciaux sur le revenu | 2,43 | -0,14 | - | -3,57 | -3,54 | - | 1,99 | -0,06 | - |
| Impôts sur le revenu reportés | 5,86 | 3,33 | -43,3 | 2,58 | -0,40 | - | 0,05 | 0,64 | - |
| Bénéfices nets après impôts | 18,17 | 7,22 | -60,3 | 7,80 | 0,81 | -89,7 | 10,16 | 0,25 | -97,5 |
| Postes extraordinaires | 0,00 | -0,66 | - | 0,38 | 10,05 | - | 1,61 | 0,81 | -49,6 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 18,17 | 6,56 | -63,9 | 8,18 | 10,8 | 32,7 | 11,78 | 1,07 | -90,9 |
| Ressources d'autofinancement | 46,52 | 33,86 | -27,2 | 37,31 | 29,23 | -21,6 | 41,88 | 32,90 | -21,4 |
| **Taux** en pourcentage | | | | | | | | | |
| Gaz naturel (incluantt GPL) en pourcentage de la production totale | 29,5 | 31,9 | S/O | 55,4 | 59,4 | S/O | 41,2 | 44,4 | S/O |
| Pétrole assujetti aux redevances sur l'ancien pétrole en pourcentage de la production de pétrole classique | 48,1 | 49,4 | S/O | 34,0 | 30,5 | S/O | 54,0 | 48,4 | S/O |

(1) Ne comprend pas le soufre.

# B9

## Rendement financier par principaux secteurs d'activités

### *Activités aval*

| | Total aval | | | Produits pétrochimiques et autres | | | Total des activités relatives aux produits pétroliers(1) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. | 1987 | 1988 | Varia. | 1987 | 1988 | Varia. | 1987 | 1988 | Varia. |
| | $ millions | | % | $ millions | | % | $ millions | | % | $/m³ | | % |
| Recettes totales | 27546 | 26987 | -2,0 | 3089 | 3841 | 24,3 | 24456 | 23146 | -5,4 | 295,30 | 272,88 | -7,6 |
| Taxes de vente, accise et autres | 3963 | 4318 | 9,0 | 2 | 0 | -87,2 | 3961 | 4318 | 9,0 | 47,83 | 50,90 | 6,4 |
| Coût des biens vendus | 17546 | 15590 | -11,1 | 2081 | 2245 | 7,9 | 15466 | 13345 | -13,7 | 186,74 | 157,34 | -15,7 |
| Frais d'exploitation | 3581 | 3752 | 4,8 | 370 | 425 | 14,9 | 3212 | 3327 | 3,6 | 38,78 | 39,23 | 1,2 |
| Frais de recherche (sauf sables pétrolifères) | 69 | 86 | 24,7 | 18 | 34 | 86,4 | 51 | 52 | 2,7 | 0,61 | 0,62 | 0,2 |
| Autres frais | 19 | 27 | 45,9 | 7 | 1 | -89,2 | 12 | 26 | 118,7 | 0,15 | 0,31 | 113,5 |
| Revenu avant intérêts et impôts | 2367 | 3213 | 35,7 | 612 | 1137 | 85,6 | 1755 | 2076 | 18,3 | 21,19 | 24,48 | 15,5 |
| Frais d'intérêt | 94 | 76 | -18,6 | 21 | 20 | -3,8 | 73 | 56 | -22,9 | 0,88 | 0,66 | -24,8 |
| Revenu monétaire avant impôts | 2273 | 3137 | 38,0 | 591 | 1116 | 88,8 | 1682 | 2021 | 20,1 | 20,31 | 23,82 | 17,3 |
| Impôts sur le revenu courants | 551 | 796 | 44,6 | 167 | 295 | 77,0 | 384 | 502 | 30,6 | 4,64 | 5,91 | 27,5 |
| Ressources d'autofinancement | 1723 | 2340 | 35,8 | 424 | 821 | 93,5 | 1298 | 1519 | 17,0 | 15,68 | 17,91 | 14,2 |
| Dépréciation et autres postes hors caisse | 726 | 783 | 7,9 | 195 | 198 | 1,6 | 531 | 585 | 10,2 | 6,41 | 6,89 | 7,6 |
| Revenu courant | 997 | 1557 | 56,2 | 229 | 623 | 171,8 | 768 | 934 | 21,7 | 9,27 | 11,02 | 18,8 |
| Impôts sur le revenu reportés | 108 | 136 | 26,1 | -25 | 49 | – | 133 | 87 | -34,2 | 1,61 | 1,03 | -35,8 |
| Bénéfices nets après impôts | 889 | 1421 | 59,9 | 254 | 574 | 125,9 | 635 | 847 | 33,4 | 7,66 | 9,99 | 30,3 |
| Postes extraordinaires | 18 | 55 | 201,8 | 0 | 21 | – | 18 | 35 | 88,7 | 0,22 | 0,41 | 84,2 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 907 | 1477 | 62,7 | 254 | 595 | 134,0 | 653 | 882 | 35,0 | 7,89 | 10,39 | 31,8 |

| | Raffinage et comm. nationales | | | Raffinage et comm. régionales | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. | 1987 | 1988 | Varia. |
| | $/m³ | | % | $/m³ | | % |
| Recettes totales | 300,81 | 275,69 | -8,3 | 281,34 | 266,28 | -5,4 |
| Taxes de vente, accise et autres | 48,89 | 51,60 | 5,6 | 45,15 | 49,26 | 9,1 |
| Coût des biens vendus | 188,59 | 158,01 | -16,2 | 182,05 | 155,76 | -14,4 |
| Frais d'exploitation | 42,98 | 43,32 | 0,8 | 28,15 | 29,63 | 5,2 |
| Frais de recherche (sauf sables pétrolifères) | 0,80 | 0,83 | 3,4 | 0,14 | 0,11 | -17,4 |
| Autres frais | -0,18 | -0,13 | – | 0,98 | 1,34 | 37,6 |
| Revenu avant intérêts et impôts | 19,73 | 22,05 | 11,8 | 24,88 | 30,18 | 21,3 |
| Frais d'intérêt | 0,00 | 0,01 | 74,2 | 3,09 | 2,19 | -29,0 |
| Revenu monétaire avant impôts | 19,73 | 22,05 | 11,7 | 21,79 | 27,98 | 28,4 |
| Impôts sur le revenu courants | 4,74 | 6,42 | 35,4 | 4,38 | 4,73 | 8,0 |
| Ressources d'autofinancement | 14,99 | 15,63 | 4,3 | 17,41 | 23,25 | 33,5 |
| Dépréciation et autres postes hors caisse | 5,84 | 6,57 | 12,6 | 7,85 | 7,64 | -2,6 |
| Revenu courant | 9,15 | 9,06 | -1,0 | 9,56 | 15,61 | 63,2 |
| Impôts sur le revenu reportés | 1,39 | 0,17 | -87,6 | 2,16 | 3,05 | 40,9 |
| Bénéfices nets après impôts | 7,77 | 8,89 | 14,4 | 7,40 | 12,56 | 69,7 |
| Postes extraordinaires | 0,00 | 0,00 | – | 0,78 | 1,37 | 74,5 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 7,77 | 8,89 | 14,4 | 8,18 | 13,93 | 70,2 |
| Taux en pourcentage | | | Varia. | | | Varia. |
| Ventes de 'produits propres' par rapport au volume de ventes totales | 81,40 | 81,31 | -0,1 | 82,00 | 82,06 | 0,1 |
| Ventes nettes au Canada par rapport au volume de ventes totales | 91,83 | 92,00 | 0,2 | 88,94 | 89,05 | 0,1 |
| Ventes d'exportations par rapport au volume de ventes totales | 6,19 | 5,32 | -14,1 | 10,10 | 9,71 | -3,8 |

(1) Le calcul des coûts et des recettes unitaires se fonde sur les données relatives au volume de ventes totales pour les postes consolidés retenus.

## B10

**Sources et affectations de fonds** en millions de dollars

| | Total de l'industrie | | | Sociétés sous contrôle canadien | | | Sociétés sous contrôle étranger | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes tirées de l'exploitation | 9413 | 9011 | -4,3 | 3774 | 3648 | -3,3 | 5639 | 5363 | -4,9 |
| Augmentation nette de la dette à long terme | 896 | 2217 | 147,5 | 678 | 1497 | 120,7 | 218 | 720 | 230,9 |
| Émission d'actions | 1796 | 2334 | 29,9 | 1236 | 1222 | -1,1 | 560 | 1112 | 98,5 |
| Subventions (PESP et autres) | 528 | 442 | -16,3 | 270 | 231 | -14,4 | 258 | 211 | -18,3 |
| Toutes autres sources | 7640 | 4352 | -43,0 | 5397 | 2070 | -61,6 | 2243 | 2282 | 1,7 |
| Diminution du fonds de roulement | 2023 | 4824 | 138,5 | 444 | 2672 | - | 1579 | 2152 | 36,3 |
| Total des sources de fonds | 22296 | 23180 | 4,0 | 11799 | 11341 | -3,9 | 10496 | 11839 | 12,8 |
| Dépenses en capital au Canada | 7081 | 8448 | 19,3 | 3154 | 3804 | 20,6 | 3927 | 4644 | 18,3 |
| Dépenses en capital aux É-U | 150 | 143 | -4,7 | 92 | 115 | 25,3 | 58 | 28 | -52,2 |
| Autres dépenses à l'étranger | 346 | 440 | 27,4 | 199 | 297 | 48,9 | 146 | 144 | -1,9 |
| Dépenses totales à l'étranger | 495 | 583 | 17,7 | 291 | 412 | 41,5 | 204 | 171 | -16,2 |
| Total des dépenses en capital | 7577 | 9031 | 19,2 | 3445 | 4216 | 22,4 | 4132 | 4816 | 16,5 |
| Dividendes: | | | | | | | | | |
| Actions ordinaires | 1197 | 2041 | 70,5 | 271 | 614 | 126,4 | 925 | 1427 | 54,2 |
| Actions privilégiées | 345 | 424 | 22,6 | 181 | 369 | 104,1 | 164 | 54 | -67,1 |
| Total | 1542 | 2464 | 59,8 | 452 | 984 | 117,5 | 1090 | 1481 | 35,9 |
| Réduction de l'avoir propre | 425 | 1198 | 181,9 | 221 | 947 | 328,3 | 204 | 252 | 23,3 |
| Total-dividendes et réductions de l'avoir propre | 1967 | 3662 | 86,2 | 673 | 1930 | 186,7 | 1294 | 1732 | 33,9 |
| Réduction nette de la dette à long terme | 4575 | 2677 | -41,5 | 2182 | 1466 | -32,8 | 2393 | 1211 | -49,4 |
| Toutes autres affectations | 6135 | 6346 | 3,4 | 4191 | 3058 | -27,0 | 1944 | 3288 | 69,2 |
| Augmentation du fonds de roulement | 2041 | 1463 | -28,3 | 1308 | 671 | -48,7 | 734 | 792 | 7,9 |
| Total des affectations de fonds | 22296 | 23180 | 4,0 | 11799 | 11341 | -3,9 | 10496 | 11839 | 12,8 |

| | Sociétés intégrées et raffineurs | | | Petits producteurs de pétrole et gaz | | | Grands producteurs de pétrole et gaz | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Recettes tirées de l'exploitation | 4230 | 4392 | 3,8 | 1663 | 1487 | -10,6 | 3520 | 3132 | -11,0 |
| Augmentation nette de la dette à long terme | 45 | 710 | - | 600 | 709 | 18,3 | 251 | 798 | 217,5 |
| Émission d'actions | 284 | 482 | 69,9 | 1195 | 1447 | 21,0 | 317 | 405 | 27,8 |
| Subventions (PESP et autres) | 135 | 120 | -11,1 | 201 | 187 | -6,9 | 191 | 134 | -29,8 |
| Toutes autres sources | 928 | 449 | -51,7 | 1372 | 1824 | 32,9 | 5339 | 2080 | -61,0 |
| Diminution du fonds de roulement | 748 | 2200 | 194,2 | 473 | 505 | 6,6 | 802 | 2120 | 164,3 |
| Total des sources de fonds | 6370 | 8354 | 31,1 | 5504 | 6158 | 11,9 | 10421 | 8669 | -16,8 |
| Dépenses en capital au Canada | 2520 | 3205 | 27,2 | 1965 | 2227 | 13,3 | 2597 | 3016 | 16,1 |
| Dépenses en capital aux É-U | 0 | 0 | 67,4 | 24 | 16 | -34,2 | 125 | 126 | 0,9 |
| Autres dépenses à l'étranger | 20 | 49 | 149,8 | 273 | 214 | -21,7 | 53 | 177 | 236,7 |
| Dépenses totales à l'étranger | 20 | 49 | 148,9 | 298 | 230 | -22,7 | 178 | 304 | 70,7 |
| Total des dépenses en capital | 2539 | 3255 | 28,2 | 2263 | 2457 | 8,6 | 2775 | 3320 | 19,6 |
| Dividendes: | | | | | | | | | |
| Actions ordinaires | 607 | 1680 | 176,8 | 61 | 57 | -6,0 | 529 | 303 | -42,6 |
| Actions privilégiées | 188 | 47 | -75,3 | 101 | 182 | 80,5 | 57 | 196 | 245,3 |
| Total | 795 | 1727 | 117,1 | 162 | 239 | 47,9 | 585 | 499 | -14,8 |
| Réduction de l'avoir propre | 194 | 1032 | - | 181 | 41 | -77,5 | 50 | 126 | 150,7 |
| Total-dividendes et réduction de l'avoir propre | 990 | 2758 | 178,7 | 342 | 279 | -18,3 | 636 | 625 | -1,7 |
| Réduction nette de la dette à long terme | 1010 | 227 | -77,6 | 959 | 1115 | 16,2 | 2606 | 1336 | -48,7 |
| Toutes autres affectations | 1404 | 1655 | 17,8 | 1280 | 1638 | 28,0 | 3451 | 3054 | -11,5 |
| Augmentation du fonds de roulement | 427 | 459 | 7,5 | 660 | 669 | 1,4 | 954 | 335 | -64,9 |
| Total des affectations de fonds | 6370 | 8354 | 31,1 | 5504 | 6158 | 11,9 | 10421 | 8669 | -16,8 |

# B11

**Dépenses en capital en amont au Canada, par emplacement** en millions de dollars

| | Total du Canada | | | Provinces | | | Terres du Canada | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| **Ensemble de l'industrie** | | | | | | | | | |
| Terres et concessions géologiques et géophysiques | 1324 | 1445 | 9,2 | 1288 | 1364 | 5,9 | 36 | 82 | 130,5 |
| Forage d'exploration | 1351 | 1521 | 12,6 | 1002 | 1099 | 9,7 | 350 | 422 | 20,7 |
| Total–exploration | 2675 | 2966 | 10,9 | 2290 | 2463 | 7,6 | 385 | 504 | 30,8 |
| Forage de mise en valeur | 1057 | 1256 | 18,8 | 1030 | 1244 | 20,7 | 27 | 12 | –55,2 |
| Production | 1248 | 1637 | 31,1 | 1211 | 1611 | 33,0 | 38 | 26 | –30,7 |
| Pétrole lourd et sables pétrolifères | 550 | 846 | 53,8 | 550 | 846 | 53,8 | 0 | 0 | – |
| Total–amont | 5530 | 6704 | 21,2 | 5080 | 6163 | 21,3 | 449 | 542 | 20,5 |
| **Sociétés sous contrôle canadien** | | | | | | | | | |
| Terres et concessions géologiques et géophysiques | 589 | 643 | 9,2 | 586 | 636 | 8,6 | 3 | 7 | 145,7 |
| Forage d'exploration | 678 | 842 | 24,2 | 476 | 613 | 28,7 | 202 | 229 | 13,6 |
| Total–exploration | 1267 | 1485 | 17,3 | 1062 | 1249 | 17,6 | 204 | 236 | 15,3 |
| Forage de mise en valeur | 459 | 546 | 18,8 | 459 | 546 | 18,8 | 0 | 0 | –100,0 |
| Production | 479 | 675 | 40,9 | 470 | 661 | 40,7 | 9 | 14 | 52,1 |
| Pétrole lourd et sables pétrolifères | 187 | 245 | 31,1 | 187 | 245 | 31,1 | 0 | 0 | – |
| Total–amont | 2391 | 2950 | 23,4 | 2178 | 2700 | 24,0 | 214 | 250 | 16,9 |
| **Sociétés sous contrôle étranger** | | | | | | | | | |
| Terres et concessions géologiques et géophysiques | 735 | 803 | 9,2 | 702 | 727 | 3,6 | 33 | 75 | 129,2 |
| Forage d'exploration | 673 | 679 | 0,8 | 525 | 486 | –7,5 | 148 | 193 | 30,3 |
| Total–exploration | 1408 | 1481 | 5,2 | 1228 | 1213 | –1,2 | 181 | 268 | 48,3 |
| Forage de mise en valeur | 598 | 710 | 18,8 | 571 | 698 | 22,3 | 27 | 12 | –55,1 |
| Production | 769 | 962 | 25,0 | 741 | 950 | 28,2 | 28 | 12 | –57,7 |
| Pétrole lourd et sables pétrolifères | 363 | 601 | 65,5 | 363 | 601 | 65,5 | 0 | 0 | – |
| Total–amont | 3138 | 3754 | 19,6 | 2903 | 3462 | 19,3 | 236 | 292 | 23,9 |

## B12

**Dépenses en capital, par activité** en millions de dollars

| | Total de l'industrie | | | Sociétés sous contrôle canadien | | | Sociétés sous contrôle étranger | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Exploration | 2675 | 2966 | 10,9 | 1267 | 1485 | 17,3 | 1408 | 1481 | 5,2 |
| Mise en valeur | 1057 | 1256 | 18,8 | 459 | 546 | 18,8 | 598 | 710 | 18,8 |
| Production | 1248 | 1637 | 31,1 | 479 | 675 | 40,9 | 769 | 962 | 25,0 |
| Sables pétrolifères | 550 | 846 | 53,8 | 187 | 245 | 31,1 | 363 | 601 | 65,5 |
| Total–activités amont | 5529 | 6704 | 21,3 | 2391 | 2950 | 23,4 | 3138 | 3754 | 19,6 |
| Total–activités aval | 1210 | 1328 | 9,8 | 625 | 700 | 11,9 | 584 | 628 | 7,5 |
| Uranium | 0 | 0 | –100,0 | 0 | 0 | 0,0 | 0 | 0 | –100,0 |
| Charbon | 14 | 15 | 7,3 | 5 | 6 | 22,3 | 9 | 9 | –1,6 |
| Toutes autres activités | 329 | 401 | 21,9 | 132 | 147 | 11,8 | 197 | 253 | 28,7 |
| Total au Canada | 7081 | 8448 | 19,3 | 3154 | 3804 | 20,6 | 3927 | 4644 | 18,3 |
| Total à l'étranger | 495 | 583 | 17,7 | 291 | 412 | 41,5 | 204 | 171 | –16,2 |
| Grand total des dépenses en capital | 7577 | 9031 | 19,2 | 3445 | 4216 | 22,4 | 4132 | 4816 | 16,5 |

| | Sociétés intégrées et raffineurs | | | Petits producteurs de pétrole et gaz | | | Grands producteurs de pétrole et gaz | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Exploration | 601 | 745 | 24,0 | 904 | 949 | 5,0 | 1171 | 1272 | 8,7 |
| Mise en valeur | 270 | 322 | 19,3 | 341 | 466 | 36,7 | 446 | 468 | 4,9 |
| Production | 387 | 505 | 30,5 | 344 | 419 | 21,8 | 517 | 713 | 37,9 |
| Sables pétrolifères | 342 | 551 | 61,1 | 6 | 6 | 2,2 | 202 | 289 | 43,0 |
| Total–activités amont | 1600 | 2123 | 32,7 | 1594 | 1840 | 15,5 | 2335 | 2741 | 17,4 |
| Total–activités aval | 811 | 947 | 16,8 | 299 | 296 | –1,1 | 99 | 85 | –14,2 |
| Uranium | 0 | 0 | – | 0 | 0 | – | 0 | 0 | –100,0 |
| Charbon | 8 | 8 | –1,0 | 0 | 0 | – | 6 | 7 | 18,1 |
| Toutes autres activités | 100 | 127 | 26,9 | 72 | 91 | 26,1 | 156 | 183 | 16,9 |
| Total au Canada | 2520 | 3205 | 27,2 | 1965 | 2227 | 13,3 | 2597 | 3016 | 16,1 |
| Total à l'étranger | 20 | 49 | 148,9 | 298 | 230 | –22,7 | 178 | 304 | 70,7 |
| Grand total des dépenses en capital | 2539 | 3255 | 28,2 | 2263 | 2457 | 8,6 | 2775 | 3320 | 19,6 |

# B13

**Bilan** en millions de dollars

| | Total de l'industrie | | | Sociétés sous contrôle canadien | | | Sociétés sous contrôle étranger | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Comptant, investissements et titres | 5093 | 3610 | -29,1 | 2082 | 1247 | -40,1 | 3011 | 2363 | -21,5 |
| Comptes à recevoir: | | | | | | | | | |
| Filiales | 460 | 662 | 43,9 | 147 | 323 | 120,1 | 313 | 339 | 8,3 |
| Autres | 6302 | 6036 | -4,2 | 2511 | 2299 | -8,4 | 3791 | 3737 | -1,4 |
| Total | 6762 | 6699 | -0,9 | 2658 | 2622 | -1,3 | 4104 | 4077 | -0,7 |
| Stocks | 4264 | 3545 | -16,9 | 1465 | 1290 | -12,0 | 2799 | 2255 | -19,4 |
| Autres disponibilités | 755 | 994 | 31,6 | 291 | 459 | 57,7 | 464 | 535 | 15,3 |
| Total des disponibilités | 16875 | 14847 | -12,0 | 6496 | 5618 | -13,5 | 10378 | 9230 | -11,1 |
| Immobilisations | 92809 | 98007 | 5,6 | 41040 | 45503 | 10,9 | 51770 | 52504 | 1,4 |
| Moins: | | | | | | | | | |
| Épuisement | | | | | | | | | |
| Dépréciation et amortissement | 28549 | 28609 | 0,2 | 11628 | 13353 | 14,8 | 16921 | 15256 | -9,8 |
| Immobilisations nettes | 63709 | 69029 | 8,4 | 29013 | 31860 | 9,8 | 34695 | 37168 | 7,1 |
| Autres éléments de l'actif à long terme | 5462 | 5703 | 4,4 | 2731 | 2892 | 5,9 | 2731 | 2811 | 3,0 |
| Total de l'actif | 86045 | 89579 | 4,1 | 38241 | 40370 | 5,6 | 47804 | 49209 | 2,9 |
| Comptes à payer: | | | | | | | | | |
| Filiales | 874 | 798 | -8,6 | 98 | 80 | -18,9 | 776 | 719 | -7,3 |
| Autres | 6450 | 5642 | -12,5 | 2614 | 2472 | -5,4 | 3836 | 3170 | -17,4 |
| Total | 7323 | 6441 | -12,1 | 2712 | 2552 | -5,9 | 4611 | 3889 | -15,7 |
| Tranche courante de la dette à long terme | 1087 | 977 | -10,1 | 445 | 361 | -18,9 | 642 | 616 | -4,0 |
| Autres exigibilités | 2765 | 4860 | 75,7 | 1101 | 2466 | 123,9 | 1664 | 2394 | 43,8 |
| Total des exigibilites | 11176 | 12277 | 9,9 | 4258 | 5379 | 26,3 | 6917 | 6898 | -0,3 |
| Dette à long terme | 20270 | 18058 | -10,9 | 7739 | 7518 | -2,9 | 12531 | 10540 | -15,9 |
| Paiements anticipés pour production différée | 1715 | 1530 | -10,8 | 696 | 601 | -13,6 | 1019 | 929 | -8,8 |
| Impôts sur le revenu reportés | 11538 | 12080 | 4,7 | 5123 | 5552 | 8,4 | 6415 | 6528 | 1,8 |
| Autre passif à long terme | 2469 | 3636 | 47,3 | 474 | 887 | 86,8 | 1995 | 2750 | 37,8 |
| Avoir propre: | | | | | | | | | |
| Actions ordinaires | 15904 | 16356 | 2,8 | 10280 | 11352 | 10,4 | 5625 | 5003 | -11,0 |
| Actions privilégiées | 5851 | 5236 | -10,5 | 4785 | 4025 | -15,9 | 1066 | 1211 | 13,6 |
| Bénéfices non répartis | 13164 | 16769 | 27,4 | 3010 | 3365 | 11,8 | 10154 | 13404 | 32,0 |
| Autres | 3959 | 3637 | -8,1 | 1876 | 1691 | -9,8 | 2083 | 1946 | -6,6 |
| Total | 38878 | 41997 | 8,0 | 19950 | 20433 | 2,4 | 18928 | 21564 | 13,9 |
| Total passif, impôts différés et avoir propre | 86045 | 89579 | 4,1 | 38241 | 40370 | 5,6 | 47804 | 49209 | 2,9 |
| Fonds de roulement | 5699 | 2570 | -54,9 | 2238 | 239 | -89,3 | 3461 | 2331 | -32,6 |

| | Sociétés intégrées et raffineurs | | | Petits producteurs de pétrole et gaz | | | Grands producteurs de pétrole et gaz | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Comptant, investissements et titres | 2141 | 2034 | -5,0 | 1118 | 981 | -12,2 | 1835 | 595 | -67,6 |
| Comptes à recevoir: | | | | | | | | | |
| Filiales | 60 | 336 | – | 147 | 193 | 30,7 | 253 | 134 | -47,0 |
| Autres | 3624 | 3630 | 0,2 | 857 | 805 | -6,0 | 1821 | 1601 | -12,1 |
| Total | 3684 | 3966 | 7,6 | 1004 | 998 | -0,6 | 2074 | 1735 | -16,3 |
| Stocks | 3524 | 2877 | -18,3 | 141 | 129 | -8,7 | 599 | 539 | -10,1 |
| Autres disponibilités | 606 | 693 | 14,3 | 84 | 191 | 126,2 | 65 | 111 | 70,8 |
| Total des disponibilités | 9955 | 9569 | -3,9 | 2347 | 2299 | -2,1 | 4572 | 2980 | -34,8 |
| Immobilisations | 35963 | 40922 | 13,8 | 20265 | 21936 | 8,2 | 36581 | 35149 | -3,9 |
| Moins: | | | | | | | | | |
| Épuisement | | | | | | | | | |
| Dépréciation et amortissement | 12048 | 13347 | 10,8 | 5380 | 5849 | 8,7 | 11121 | 9413 | -15,4 |
| Immobilisations nettes | 23915 | 27574 | 15,3 | 14229 | 15619 | 9,8 | 25564 | 25836 | 1,1 |
| Autres éléments de l'actif à long terme | 2104 | 2363 | 12,3 | 1134 | 1009 | -11,0 | 2224 | 2331 | 4,8 |
| Total de l'actif | 35974 | 39507 | 9,8 | 17710 | 18926 | 6,9 | 32361 | 31146 | -3,8 |
| Comptes à payer: | | | | | | | | | |
| Filiales | 516 | 461 | -10,8 | 285 | 301 | 5,6 | 73 | 37 | -49,2 |
| Autres | 3191 | 3069 | -3,8 | 926 | 838 | -9,5 | 2333 | 1735 | -25,6 |
| Total | 3707 | 3530 | -4,8 | 1211 | 1139 | -6,0 | 2405 | 1771 | -26,4 |
| Tranche courante de la dette à long terme | 387 | 253 | -34,6 | 450 | 415 | -7,8 | 249 | 308 | 23,7 |
| Autres exigibilités | 1315 | 3038 | 130,9 | 451 | 344 | -23,8 | 999 | 1478 | 48,0 |
| Total des exigibilités | 5409 | 6821 | 26,1 | 2113 | 1899 | -10,1 | 3653 | 3557 | -2,6 |
| Dette à long terme | 2920 | 4652 | 59,4 | 5415 | 4983 | -8,0 | 11935 | 8423 | -29,4 |
| Paiements anticipés pour production différée | 391 | 313 | -19,9 | 439 | 403 | -8,1 | 885 | 813 | -8,1 |
| Impôts sur le revenu reportés | 5763 | 6466 | 12,2 | 1568 | 1539 | -1,8 | 4207 | 4075 | -3,1 |
| Autre passif à long terme | 806 | 1159 | 43,9 | 673 | 1090 | 62,1 | 991 | 1387 | 39,9 |
| Avoir propre: | | | | | | | | | |
| Actions ordinaires | 6750 | 7266 | 7,7 | 4029 | 4850 | 20,4 | 5125 | 4239 | -17,3 |
| Actions privilégiées | 2778 | 1696 | -39,0 | 1725 | 2156 | 25,0 | 1348 | 1384 | 2,7 |
| Bénéfices non répartis | 10802 | 10745 | -0,5 | 328 | 579 | 76,6 | 2035 | 5445 | 167,6 |
| Autres | 356 | 388 | 9,1 | 1421 | 1426 | 0,4 | 2182 | 1823 | -16,5 |
| Total | 20685 | 20095 | -2,9 | 7503 | 9011 | 20,1 | 10690 | 12891 | 20,6 |
| Total passif, impôts différés et avoir propre | 35974 | 39507 | 9,8 | 17710 | 18926 | 6,9 | 32361 | 31146 | -3,8 |
| Fonds de roulement | 4546 | 2748 | -39,5 | 234 | 400 | 71,0 | 919 | -578 | – |

## B14

**Capital utilisé par segment et par secteur d'activités** en millions de dollars

| | Total de l'industrie | | | Sociétés sous contrôle canadien | | | Sociétés sous contrôle étranger | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Amont | 50323 | 53496 | 6,3 | 24052 | 24267 | 0,9 | 26272 | 29229 | 11,3 |
| Produits pétroliers | 11674 | 11915 | 2,1 | 4876 | 4929 | 1,1 | 6798 | 6986 | 2,8 |
| Autres activités aval | 3572 | 3897 | 9,1 | 1669 | 2025 | 21,3 | 1903 | 1873 | –1,6 |
| Autres activités au Canada | 6955 | 4880 | –29,8 | 2651 | 2054 | –22,5 | 4303 | 2826 | –34,3 |
| Ensemble des activités au Canada | 72524 | 74188 | 2,3 | 33248 | 33275 | 0,1 | 39276 | 40914 | 4,2 |
| Activités à l'étranger | 2853 | 3114 | 9,1 | 1436 | 1716 | 19,5 | 1417 | 1397 | –1,4 |
| Grand Total | 75378 | 77302 | 2,6 | 34684 | 34991 | 0,9 | 40694 | 42311 | 4,0 |

| | Sociétés intégrées et raffineurs | | | Petits producteurs de pétrole et gaz | | | Grands producteurs de pétrole et gaz | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Amont | 13184 | 16425 | 24,6 | 14139 | 14511 | 2,6 | 23000 | 22560 | –1,9 |
| Produits pétroliers | 11344 | 11261 | –0,7 | 329 | 653 | 98,4 | 1 | 1 | 9,9 |
| Autres activités aval | 2476 | 2561 | 3,4 | 148 | 111 | –25,0 | 948 | 1225 | 29,2 |
| Autres activités au Canada | 3026 | 2150 | –29,0 | 1233 | 984 | –20,2 | 2696 | 1746 | –35,2 |
| Ensemble des activités au Canada | 30030 | 32397 | 7,9 | 15849 | 16259 | 2,6 | 26646 | 25533 | –4,2 |
| Activités à l'étranger | 378 | 289 | –23,4 | 1185 | 769 | –35,1 | 1291 | 2056 | 59,3 |
| Grand Total | 30408 | 32686 | 7,5 | 17033 | 17027 | 0,0 | 27936 | 27589 | –1,2 |

Nota:
Le capital utilisé est défini comme étant le total de l'actif moins les exigibilités.

# B15
## Volume et valeur de la production

### *Par province*

| **Volume** en milliers de mètres cubes | Alberta 1987 | Alberta 1988 | Alberta Varia. % | Colombie-Britannique 1987 | Colombie-Britannique 1988 | Colombie-Britannique Varia. % | Saskatchewan 1987 | Saskatchewan 1988 | Saskatchewan Varia. % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pétrole brut -PRNP | 24487,1 | 27634,3 | 12,9 | 885,8 | 929,3 | 4,9 | 6753,2 | 6274,3 | -7,1 |
| Pétrole brut -autres | 26920,2 | 25733,0 | -4,4 | 1086,2 | 929,5 | -14,4 | 3175,8 | 3534,0 | 11,3 |
| Pétrole brut classique | 51407,3 | 53367,3 | 3,8 | 1971,9 | 1858,8 | -5,7 | 9929,0 | 9808,3 | -1,2 |
| Sables pétrolifères | 15519,3 | 18217,0 | 17,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,0 | 0,2 | -80,0 |
| Gaz naturel commercialisable ($10^6$ $m^3$) | 60578,1 | 72521,9 | 19,7 | 7011,3 | 7521,0 | 7,3 | 1780,2 | 3249,0 | 82,5 |
| Liquides de gaz naturel (usine) | 15780,3 | 16119,6 | 2,2 | 322,7 | 386,1 | 19,6 | 44,9 | 145,4 | 223,5 |
| Production totale (comprend le soufre) | 139213,7 | 155607,7 | 11,8 | 9006,4 | 9432,4 | 4,7 | 11682,3 | 13049,9 | 11,7 |
| **Valeur** en millions de dollars | | | % | | | % | | | % |
| Pétrole brut -PRNP | 3408,1 | 2826,3 | -17,1 | 125,5 | 100,4 | -20,0 | 784,9 | 521,4 | -33,6 |
| Pétrole brut -autres | 3843,5 | 2797,8 | -27,2 | 155,3 | 101,4 | -34,7 | 433,7 | 307,1 | -29,2 |
| Pétrole brut classique | 7251,6 | 5624,1 | -22,4 | 280,8 | 201,8 | -28,1 | 1218,6 | 828,5 | -32,0 |
| Sables pétrolifères | 2034,4 | 1687,0 | -17,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | -73,6 |
| Gaz naturel commercialisable ($10^6$ $m^3$) | 3633,6 | 3913,8 | 7,7 | 364,4 | 381,2 | 4,6 | 95,4 | 164,2 | 72,1 |
| Liquides de gaz naturel (usine) | 1444,3 | 1148,0 | -20,5 | 26,8 | 23,1 | -13,7 | 4,3 | 9,7 | 124,6 |
| Production totale (comprend le soufre) | 14363,9 | 12373,0 | -13,9 | 672,0 | 606,1 | -9,8 | 1318,4 | 1002,5 | -24,0 |

### *Par groupe de sociétés*

| **Volume** en milliers de mètres cubes | Total de l'industrie 1987 | Total de l'industrie 1988 | Total de l'industrie Varia. % | Sociétés sous contrôle canadien 1987 | Sociétés sous contrôle canadien 1988 | Sociétés sous contrôle canadien Varia. % | Sociétés sous contrôle étranger 1987 | Sociétés sous contrôle étranger 1988 | Sociétés sous contrôle étranger Varia. % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pétrole brut -PRNP | 34020,7 | 37070,0 | 9,0 | 11972,2 | 13776,5 | 15,1 | 22048,5 | 23293,5 | 5,6 |
| Pétrole brut -autres | 31520,4 | 30529,0 | -3,1 | 10301,2 | 10049,3 | -2,4 | 21219,2 | 20479,7 | -3,5 |
| Pétrole brut classique | 65541,1 | 67599,0 | 3,1 | 22273,4 | 23825,8 | 7,0 | 43267,7 | 43773,2 | 1,2 |
| Sables pétrolifères | 15520,3 | 18217,2 | 17,4 | 4751,0 | 5484,0 | 15,4 | 10769,3 | 12733,2 | 18,2 |
| Gaz naturel commercialisable ($10^6$ $m^3$) | 69683,4 | 83679,4 | 20,1 | 29737,4 | 36324,7 | 22,2 | 39946,0 | 47354,7 | 18,5 |
| Liquides de gaz naturel (usine) | 16154,9 | 16659,0 | 3,1 | 6642,6 | 7104,8 | 7,0 | 9512,3 | 9554,2 | 0,4 |
| Production totale (comprend le soufre) | 162453,6 | 181045,7 | 11,4 | 61004,3 | 70047,0 | 14,8 | 101449,2 | 110998,6 | 9,4 |
| **Valeur** en millions de dollars | | | % | | | % | | | % |
| Pétrole brut -PRNP | 4509,9 | 3607,8 | -20,0 | 1577,9 | 1347,5 | -14,6 | 2932,0 | 2260,3 | -22,9 |
| Pétrole brut -autres | 4481,3 | 3241,8 | -27,7 | 1447,7 | 1040,2 | -28,1 | 3033,6 | 2201,7 | -27,4 |
| Pétrole brut classique | 8991,2 | 6849,6 | -23,8 | 3025,6 | 2387,7 | -21,1 | 5965,6 | 4462,0 | -25,2 |
| Sables pétrolifères | 2034,5 | 1687,1 | -17,1 | 709,2 | 607,1 | -14,4 | 1325,4 | 1079,9 | -18,5 |
| Gaz naturel commercialisable ($10^6$ $m^3$) | 4118,3 | 4480,5 | 8,8 | 1714,6 | 1937,8 | 13,0 | 2403,7 | 2542,7 | 5,8 |
| Liquides de gaz naturel (usine) | 1476,2 | 1181,6 | -20,0 | 548,8 | 498,8 | -9,1 | 927,4 | 682,8 | -26,4 |
| Production totale (comprend le soufre) | 16620,2 | 14198,8 | -14,6 | 5998,2 | 5431,4 | -9,4 | 10622,0 | 8767,3 | -17,5 |

| **Volume** en milliers de mètres cubes | Sociétés intégrées et raffineurs 1987 | Sociétés intégrées et raffineurs 1988 | Sociétés intégrées et raffineurs Varia. % | Petits producteurs de pétrole et gaz 1987 | Petits producteurs de pétrole et gaz 1988 | Petits producteurs de pétrole et gaz Varia. % | Grands producteurs de pétrole et gaz 1987 | Grands producteurs de pétrole et gaz 1988 | Grands producteurs de pétrole et gaz Varia. % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pétrole brut -PRNP | 11036,8 | 11085,6 | 0,4 | 8664,5 | 9322,7 | 7,6 | 14319,4 | 16661,7 | 16,4 |
| Pétrole brut -autres | 10232,9 | 10808,4 | 5,6 | 4457,8 | 4097,3 | -8,1 | 16829,7 | 15623,3 | -7,2 |
| Pétrole brut classique | 21269,7 | 21894,0 | 2,9 | 13122,3 | 13420,0 | 2,3 | 31149,1 | 32285,0 | 3,6 |
| Sables pétrolifères | 10289,6 | 12472,0 | 21,2 | 205,0 | 136,0 | -33,7 | 5025,7 | 5609,2 | 11,6 |
| Gaz naturel commercialisable ($10^6$ $m^3$) | 16628,5 | 20206,2 | 21,5 | 20415,3 | 24662,4 | 20,8 | 32639,6 | 38810,8 | 18,9 |
| Liquides de gaz naturel (usine) | 6398,0 | 6802,5 | 6,3 | 1840,8 | 1841,9 | 0,1 | 7916,1 | 8014,6 | 1,2 |
| Production totale (comprend le soufre) | 53058,4 | 59730,1 | 12,6 | 34478,8 | 38842,9 | 12,7 | 74916,3 | 82472,7 | 10,1 |
| **Valeur** en millions de dollars | | | % | | | % | | | % |
| Pétrole brut -PRNP | 1429,8 | 1068,0 | -25,3 | 1104,0 | 908,3 | -17,7 | 1976,1 | 1631,5 | -17,4 |
| Pétrole brut -autres | 1481,5 | 1138,5 | -23,1 | 616,0 | 415,0 | -32,6 | 2383,8 | 1688,4 | -29,2 |
| Pétrole brut classique | 2911,3 | 2206,5 | -24,2 | 1720,0 | 1323,3 | -23,1 | 4359,9 | 3319,9 | -23,9 |
| Sables pétrolifères | 1274,0 | 1066,6 | -16,3 | 22,4 | 16,8 | -24,9 | 738,1 | 603,7 | -18,2 |
| Gaz naturel commercialisable ($10^6$ $m^3$) | 1011,3 | 1156,6 | 14,4 | 1126,6 | 1268,6 | 12,6 | 1980,5 | 2055,3 | 3,8 |
| Liquides de gaz naturel (usine) | 550,3 | 493,4 | -10,3 | 144,9 | 122,4 | -15,5 | 780,9 | 565,7 | -27,6 |
| Production totale (comprend le soufre) | 5746,9 | 4923,2 | -14,3 | 3013,9 | 2731,0 | -9,4 | 7859,4 | 6544,6 | -16,7 |

# B16

**Frais d'exploitation en amont et redevances** en millions de dollars

***Par province***

| | Alberta | | | Columbie-Britannique | | | Saskatchewan | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Activités associées | 1786,4 | 2099,7 | 17,5 | 86,4 | 104,2 | 20,6 | 284,2 | 310,0 | 9,1 |
| Usines de traitement de gaz naturel | 425,0 | 495,0 | 16,5 | 7,4 | 10,1 | 37,0 | 13,6 | 15,1 | 11,1 |
| Sables pétrolifères | 1095,7 | 1292,1 | 17,9 | 0,0 | 0,0 | – | 0,2 | 0,0 | -80,5 |
| Taxes (excluant l'impôt sur le revenu) | 97,6 | 91,5 | -6,3 | 3,1 | 2,0 | -34,6 | 14,8 | 15,4 | 4,5 |
| Frais généraux d'exploitation | 1056,4 | 1125,7 | 6,6 | 26,1 | 27,5 | 5,3 | 111,3 | 114,7 | 3,0 |
| Total, frais d'exploitation | 4461,1 | 5103,9 | 14,4 | 123,0 | 143,9 | 16,9 | 424,1 | 455,4 | 7,4 |
| Redevances fédérales de la Couronne | 0,5 | 0,3 | -36,5 | 0,0 | 0,0 | – | 0,5 | 0,2 | -53,0 |
| Redevances et taxes provinciales | 2148,3 | 1842,0 | -14,3 | 100,7 | 89,2 | -11,5 | 251,3 | 152,7 | -39,2 |
| Autres redevances et paiements | 436,3 | 343,5 | -21,3 | 17,8 | 18,0 | 0,9 | 65,0 | 43,9 | -32,4 |
| Redevances totales | 2585,1 | 2185,8 | -15,4 | 118,6 | 107,2 | -9,6 | 316,8 | 196,9 | -37,9 |

***Par groupe de sociétés***

| | Total de l'industrie | | | Sociétés sous contrôle canadienne | | | Sociétés sous contrôle étranger | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Activités associées | 2213,5 | 2569,9 | 16,1 | 857,8 | 978,8 | 14,1 | 1355,7 | 1591,1 | 17,4 |
| Usines de traitement de gaz naturel | 469,0 | 545,1 | 16,2 | 159,3 | 215,2 | 35,1 | 309,7 | 329,9 | 6,5 |
| Sables pétrolifères | 1096,0 | 1292,1 | 17,9 | 405,7 | 492,4 | 21,4 | 690,2 | 799,7 | 15,9 |
| Taxes (excluant l'impôt sur le revenu) | 116,8 | 109,8 | -6,0 | 40,7 | 38,1 | -6,5 | 76,1 | 71,7 | -5,8 |
| Frais généraux d'exploitation | 1226,6 | 1308,0 | 6,6 | 410,8 | 448,4 | 9,2 | 815,8 | 859,6 | 5,4 |
| Total, frais d'exploitation | 5121,9 | 5824,9 | 13,7 | 1874,4 | 2172,9 | 15,9 | 3247,6 | 3652,0 | 12,5 |
| Redevances fédérales de la Couronne | 7,6 | 6,1 | -19,5 | 1,5 | 1,4 | -5,8 | 6,1 | 4,7 | -22,8 |
| Redevances et taxes provinciales | 2510,8 | 2091,9 | -16,7 | 785,3 | 701,2 | -10,7 | 1725,4 | 1390,7 | -19,4 |
| Autres redevances et paiements | 531,0 | 413,7 | -22,1 | 204,8 | 180,8 | -11,7 | 326,2 | 232,9 | -28,6 |
| Redevances totales | 3049,4 | 2511,6 | -17,6 | 991,6 | 883,3 | -10,9 | 2057,8 | 1628,3 | -20,9 |

| | Sociétés intégrées et raffineurs | | | Petits producteurs de pétrole et gaz | | | Grands producteurs de pétrole et gaz | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % | 1987 | 1988 | Varia. % |
| Activités associées | 622,1 | 760,3 | 22,2 | 572,7 | 676,8 | 18,2 | 1018,8 | 1132,0 | 11,2 |
| Usines de traitement de gaz naturel | 127,8 | 152,0 | 19,0 | 67,9 | 65,5 | -3,5 | 273,4 | 327,5 | 19,8 |
| Sables pétrolifères | 669,1 | 810,3 | 21,1 | 12,4 | 2,5 | -80,1 | 414,4 | 479,4 | 15,7 |
| Taxes (excluant l'impôt sur le revenu) | 34,0 | 27,1 | -20,1 | 21,0 | 17,8 | -15,3 | 61,8 | 64,8 | 4,9 |
| Frais généraux d'exploitation | 394,9 | 384,5 | -2,6 | 212,8 | 192,9 | -9,3 | 618,9 | 730,6 | 18,0 |
| Total, frais d'exploitation | 1847,8 | 2134,2 | 15,5 | 886,8 | 955,5 | 7,7 | 2387,3 | 2735,2 | 14,6 |
| Redevances fédérales de la Couronne | 4,8 | 4,0 | -16,7 | 1,4 | 1,3 | -6,2 | 1,4 | 0,8 | -42,7 |
| Redevances et taxes provinciales | 758,9 | 648,6 | -14,5 | 429,3 | 395,6 | -7,9 | 1322,5 | 1047,6 | -20,8 |
| Autres redevances et paiements | 198,7 | 148,1 | -25,5 | 152,3 | 131,4 | -13,7 | 180,1 | 134,2 | -25,5 |
| Redevances totales | 962,4 | 800,7 | -16,8 | 583,0 | 528,3 | -9,4 | 1504,0 | 1182,7 | -21,4 |

## B17
**États des revenues et des dépenses de 1979 à 1988** en millions de dollars

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | Amont 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes totales | 12658 | 16084 | 17450 | 20973 | 23834 | 26676 | 27973 | 16990 | 17905 | 15691 |
| Redevances et autres paiements | 3923 | 4915 | 5000 | 5604 | 6080 | 6473 | 6347 | 3144 | 3049 | 2512 |
| TRPG et autres taxes | – | – | 976 | 1945 | 2025 | 2244 | 2010 | 452 | – | – |
| Recettes nettes après redevances et taxes | 8735 | 11168 | 11474 | 13424 | 15730 | 17959 | 19615 | 13393 | 14856 | 13180 |
| Frais d'intérêt | –(1) | –(1) | –(1) | 1555 | 1407 | 1656 | 1579 | 1708 | 1644 | 1345 |
| Frais d'exploitation | 2571 | 3461 | 4756 | 3966 | 4182 | 4705 | 5253 | 5217 | 5060 | 5743 |
| Frais de recherche (excluant sables pétrolifères) | –(1) | –(1) | –(1) | 72 | 51 | 64 | 68 | 71 | 62 | 81 |
| Autres frais | –(1) | –(1) | –(1) | 158 | 128 | 131 | 165 | 348 | 132 | 146 |
| Frais de R–D des sables pétrolifères | –(2) | –(2) | –(2) | 57 | 35 | 27 | 36 | 38 | 27 | 37 |
| Dépenses E&M | 1008 | 1393 | 1463 | 979 | 824 | 779 | 876 | 979 | 763 | 1174 |
| Dépréciation | 306 | 369 | 500 | 542 | 686 | 729 | 841 | 887 | 916 | 1056 |
| Épuisement | 474 | 576 | 543 | 812 | 1080 | 1422 | 1733 | 2240 | 1878 | 2140 |
| Sommes radiées et amortissement | 157 | 310 | 291 | 418 | 1043 | 605 | 528 | 872 | 873 | 706 |
| Frais non–monétaires et E&M | 1946 | 2648 | 2796 | 2807 | 3668 | 3562 | 4015 | 5016 | 4456 | 5113 |
| Revenu avant impôts | 4219 | 5060 | 3923 | 4865 | 6294 | 7841 | 8535 | 1032 | 3502 | 751 |
| Impôt fédéral | – | – | – | 1686 | 2246 | 2303 | 2482 | 757 | 970 | 188 |
| Impôts provinciaux | – | – | – | 174 | 386 | 605 | 549 | 16 | 153 | – 150 |
| Impôts courants | 1035 | 1035 | 1435 | 1860 | 2631 | 2908 | 3031 | 774 | 1123 | 38 |
| Revenu après impôts courants | 3184 | 4025 | 2488 | 3005 | 3663 | 4933 | 5504 | 258 | 2379 | 714 |
| Impôts reportés | 759 | 1137 | 812 | 1035 | 1215 | 1829 | 1768 | 75 | 401 | 234 |
| Bénéfices nets après impôts | 2424 | 2889 | 1675 | 1970 | 2448 | 3115 | 3738 | 184 | 1978 | 480 |
| Gains ou pertes extraordinaires | – | – | – | 100 | 74 | 6 | – 807 | – 1969 | 132 | 417 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 2424 | 2889 | 1675 | 2071 | 2522 | 3122 | 2931 | – 1785 | 2111 | 897 |
| Ressources d'autofinancement | 5129 | 6673 | 5284 | 5812 | 7330 | 8506 | 9521 | 5275 | 6836 | 5826 |

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | Aval 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes totales | 18638 | 24761 | 33786 | 31263 | 30660 | 31882 | 34076 | 26481 | 27546 | 26987 |
| Taxes de ventes, d'accise et autre taxes | 918 | 1813 | 1837 | 1811 | 1777 | 1935 | 2314 | 2972 | 3963 | 4318 |
| Recettes nettes après taxes | 17720 | 22949 | 31949 | 29452 | 28883 | 29948 | 31762 | 23510 | 23583 | 22669 |
| Coûts des biens vendus | –(1) | –(1) | –(1) | 25115 | 25351 | 25568 | 26976 | 17982 | 17546 | 15590 |
| Frais d'intérêt | – | – | – | 260 | 298 | 361 | 201 | 119 | 94 | 76 |
| Frais d'exploitation | 15692 | 19760 | 29090 | 2824 | 2677 | 2714 | 3252 | 3189 | 3581 | 3752 |
| Frais de R–D | –(1) | –(1) | –(1) | 58 | 62 | 68 | 80 | 70 | 69 | 86 |
| Autres frais | –(1) | –(1) | –(1) | 159 | 189 | 175 | 43 | 54 | 19 | 27 |
| Dépréciation | 341 | 405 | 430 | 447 | 572 | 612 | 686 | 698 | 709 | 762 |
| Sommes radiées et amortissement | – 5 | 24 | 27 | 26 | 61 | 30 | 170 | – 75 | 17 | 21 |
| Frais non–monétaires | 337 | 430 | 456 | 473 | 634 | 642 | 856 | 623 | 726 | 783 |
| Revenu avant impôts | 1692 | 2758 | 2403 | 519 | – 307 | 420 | 353 | 1473 | 1548 | 2354 |
| Impôt fédéral | – | – | – | – 175 | – 346 | – 17 | 107 | 346 | 431 | 582 |
| Impôts provinciaux | – | – | – | – 71 | – 118 | – 3 | 19 | 73 | 119 | 214 |
| Impôts courants | 394 | 1031 | 826 | – 246 | – 444 | – 20 | 126 | 420 | 551 | 796 |
| Revenu après impôts courants | 1298 | 1727 | 1577 | 765 | 137 | 441 | 227 | 1053 | 997 | 1557 |
| Impôts reportés | 309 | 195 | 270 | 424 | 213 | 86 | – 116 | – 4 | 108 | 136 |
| Bénéfices nets après impôts | 989 | 1532 | 1307 | 376 | – 77 | 355 | 344 | 1057 | 889 | 1421 |
| Gains ou pertes extraordinaires | – | – | – | 44 | – 9 | 35 | – 129 | – 213 | 18 | 55 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 989 | 1532 | 1307 | 420 | – 86 | 389 | 215 | 844 | 907 | 1477 |
| Ressources d'autofinancement | 1635 | 2157 | 2033 | 1273 | 770 | 1082 | 1083 | 1676 | 1723 | 2340 |

(1) Compris dans les frais d'exploitation.
(2) Compris dans les dépenses E&M.

**B17** (suite)
**États des revenues et des dépenses de 1979 à 1988** en millions de dollars

| | Autres activités canadiennes et étrangères | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
| Recettes totales | 2316 | 3403 | 5166 | 4752 | 4626 | 4788 | 4914 | 4459 | 4234 | 4247 |
| TRPG, redevances et autres taxes | 31 | 83 | 98 | 204 | 76 | 100 | 169 | 108 | 111 | 82 |
| Recettes nettes après taxes | 2285 | 3320 | 5068 | 4548 | 4549 | 4689 | 4745 | 4351 | 4124 | 4164 |
| Coûts des biens vendus | –(1) | –(1) | –(1) | 1265 | 1679 | 1243 | 1360 | 1379 | 1612 | 1233 |
| Frais d'intérêt | –(1) | –(1) | –(1) | 842 | 774 | 784 | 689 | 934 | 551 | 587 |
| Frais d'exploitation | 1654 | 2520 | 4122 | 1546 | 1321 | 1307 | 1536 | 1228 | 1063 | 1300 |
| Frais de recherche (excluant sables pétrolifères) | –(1) | –(1) | –(1) | 5 | 10 | 10 | 7 | 11 | 3 | 2 |
| Autres frais | –(1) | –(1) | –(1) | 630 | 182 | 284 | 186 | 256 | 137 | 151 |
| Dépenses E&M | 88 | 106 | 203 | 92 | 63 | 58 | 68 | 30 | 44 | 63 |
| Dépréciation | 108 | 112 | 232 | 308 | 318 | 374 | 281 | 322 | 274 | 279 |
| Épuisement | 91 | 119 | 185 | 220 | 252 | 298 | 470 | 668 | 332 | 407 |
| Sommes radiées et amortissement | – 25 | – 49 | – 50 | 451 | 830 | 128 | 203 | 186 | – 85 | – 74 |
| Frais non-monétaires et E&M | 261 | 288 | 571 | 1072 | 1463 | 859 | 1022 | 1206 | 564 | 675 |
| Revenu avant impôts | 369 | 512 | 375 | – 812 | – 881 | 202 | – 56 | – 663 | 194 | 216 |
| Impôt fédéral | – | – | – | – 10 | 54 | 7 | 16 | – 172 | – 52 | 48 |
| Impôts provinciaux | – | – | – | – 8 | – 15 | – 49 | – 26 | – 32 | – 45 | – 1 |
| Impôts courants | 53 | 9 | – 66 | – 17 | 39 | – 41 | – 9 | – 204 | – 97 | 47 |
| Revenu après impôts courants | 317 | 502 | 441 | – 795 | – 919 | 243 | – 47 | – 459 | 291 | 169 |
| Impôts reportés | 119 | 191 | 187 | – 129 | – 30 | 129 | 69 | – 7 | 7 | 6 |
| Bénéfices nets après impôts | 198 | 311 | 254 | – 666 | – 889 | 115 | – 116 | – 452 | 284 | 163 |
| Gains ou pertes extraordinaires | – | – | – | 22 | – | 92 | – 134 | – 1302 | 15 | – 109 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 198 | 311 | 254 | – 688 | – 889 | 206 | – 250 | – 1754 | 299 | 54 |
| Ressources d'autofinancement | 578 | 790 | 1012 | 277 | 544 | 1102 | 976 | 747 | 855 | 845 |

| | Total des activités | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
| Recettes totales | 33612 | 44248 | 56402 | 56988 | 59120 | 63347 | 66963 | 47930 | 49685 | 46924 |
| Redevances et autres paiements | 4871 | 6811 | 6935 | 5604 | 6080 | 6473 | 6347 | 3144 | 3049 | 2512 |
| TRPG et autres taxes | – | – | 976 | 3960 | 3878 | 4278 | 4493 | 3532 | 4074 | 4400 |
| Recettes nettes après redevances et taxes | 28740 | 37437 | 48492 | 47200 | 49162 | 52595 | 56125 | 41254 | 42562 | 40012 |
| Coûts des biens vendus | –(1) | –(1) | –(1) | 26380 | 27031 | 26811 | 28337 | 19361 | 19158 | 16823 |
| Frais d'intérêt | –(1) | –(1) | –(1) | 2658 | 2480 | 2800 | 2469 | 2761 | 2288 | 2008 |
| Frais d'exploitation | 19917 | 25741 | 37968 | 8112 | 8180 | 8726 | 10041 | 9635 | 9704 | 10795 |
| Frais de recherche (excluant sables pétrolifères) | –(1) | –(1) | –(1) | 144 | 122 | 142 | 156 | 153 | 135 | 169 |
| Autres frais | –(1) | –(1) | –(1) | 947 | 499 | 590 | 394 | 658 | 288 | 324 |
| Frais de R–D des sables pétrolifères | –(2) | –(2) | –(2) | 57 | 35 | 27 | 36 | 38 | 27 | 37 |
| Dépenses E&M | 1096 | 1499 | 1667 | 1071 | 887 | 838 | 944 | 1010 | 807 | 1237 |
| Dépréciation | 755 | 886 | 1160 | 1297 | 1576 | 1715 | 1808 | 1907 | 1899 | 2098 |
| Épuisement | 565 | 695 | 728 | 1032 | 1332 | 1720 | 2203 | 2908 | 2209 | 2547 |
| Sommes radiées et amortissement | 127 | 285 | 268 | 895 | 1935 | 763 | 901 | 982 | 805 | 652 |
| Frais non-monétaires et E&M | 2544 | 3366 | 3823 | 4352 | 5765 | 5063 | 5893 | 6845 | 5746 | 6571 |
| Revenu avant impôts | 6280 | 8330 | 6701 | 4606 | 5085 | 8463 | 8834 | 1842 | 5243 | 3321 |
| Impôt fédéral | – | – | – | 1502 | 1953 | 2293 | 2605 | 931 | 1350 | 818 |
| Impôts provinciaux | – | – | – | 94 | 253 | 553 | 542 | 57 | 227 | 63 |
| Impôts courants | 1481 | 2075 | 2195 | 1596 | 2206 | 2846 | 3148 | 989 | 1576 | 881 |
| Revenu après impôts courants | 4799 | 6255 | 4506 | 3010 | 2879 | 5617 | 5687 | 853 | 3667 | 2440 |
| Impôts reportés | 1187 | 1523 | 1269 | 1330 | 1398 | 2043 | 1721 | 64 | 516 | 376 |
| Bénéfices nets après impôts | 3612 | 4732 | 3236 | 1680 | 1482 | 3585 | 3966 | 789 | 3151 | 2064 |
| Gains ou pertes extraordinaires | – | – | – | 167 | 65 | 132 | – 1069 | – 3484 | 166 | 363 |
| Bénéfices nets après postes extraordinaires | 3612 | 4732 | 3236 | 1802 | 1547 | 3717 | 2897 | – 2695 | 3317 | 2427 |
| Ressources d'autofinancement | 7342 | 9620 | 8329 | 7362 | 8644 | 10691 | 11580 | 7698 | 9413 | 9011 |

(1) Compris dans les frais d'exploitation.
(2) Compris dans les dépenses E&M.

## B18
**Sources et affectations de fonds de 1979 à 1988** en millions de dollars

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Recettes tirées de l'exploitation | 7342 | 9620 | 8329 | 7362 | 8644 | 10691 | 11580 | 7698 | 9413 | 9011 |
| Augmentation nette de la dette à long terme | 1784 | 2720 | 9791 | 3538 | 1839 | 4261 | 2087 | 1900 | 896 | 2217 |
| Émission d'actions | 1011 | 1542 | 2077 | 3203 | 2182 | 1825 | 2010 | 2414 | 1796 | 2334 |
| Subventions et autres | – | – | 796 | 1431 | 1667 | 1915 | 1665 | 1138 | 507 | 412 |
| Toutes autres sources | 1297 | 798 | 1187 | 3031 | 2991 | 5174 | 4143 | 5119 | 7660 | 4362 |
| Diminution du fonds de roulement | 1164 | 636 | 1202 | 4384 | 1524 | 933 | 2820 | 3333 | 2023 | 4824 |
| Total des sources de fonds | 12598 | 15317 | 23382 | 22948 | 18848 | 24798 | 24505 | 21601 | 22296 | 23180 |
| Dépenses en capital, amont | 5077 | 6881 | 6831 | 6416 | 6798 | 8024 | 9305 | 6274 | 5529 | 6704 |
| Dépenses en capital, aval | 519 | 782 | 2021 | 2180 | 1611 | 897 | 751 | 725 | 1126 | 1189 |
| Dépenses en capital, autres activités canadiennes | 469 | 598 | 1300 | 1893 | 1196 | 934 | 881 | 374 | 426 | 555 |
| Dépenses totales au Canada | 6064 | 8261 | 10152 | 10489 | 9603 | 9855 | 10937 | 7372 | 7081 | 8448 |
| Dépenses en capital aux É-U | 444 | 800 | 1057 | 575 | 328 | 317 | 720 | 145 | 150 | 143 |
| Autres dépenses à l'étranger | 270 | 344 | 744 | 554 | 442 | 360 | 473 | 425 | 346 | 440 |
| Dépenses totales à l'étranger | 714 | 1144 | 1801 | 1129 | 770 | 677 | 1193 | 570 | 496 | 583 |
| Total des dépenses en capital | 6777 | 9405 | 11953 | 11617 | 10373 | 10532 | 12130 | 7942 | 7577 | 9031 |
| Dividendes | | | | | | | | | | |
| Actions ordinaires | – | – | – | – | – | – | 1514 | 2260 | 1197 | 2041 |
| Actions privilégiées | – | – | – | – | – | – | 283 | 313 | 345 | 424 |
| Total | 751 | 973 | 1178 | 1131 | 1257 | 1358 | 1798 | 2573 | 1542 | 2464 |
| Réduction de l'avoir propre | 209 | 204 | 385 | 625 | 548 | 166 | 528 | 452 | 425 | 1198 |
| Total–dividendes et réductions de l'avoir propre | 960 | 1170 | 1563 | 1756 | 1805 | 1523 | 2325 | 3025 | 1967 | 3662 |
| Réduction nette de la dette à long terme | 339 | 608 | 658 | 3560 | 1545 | 2576 | 1884 | 2931 | 4575 | 2677 |
| Toutes autres affectations | 2689 | 1640 | 6915 | 4756 | 3111 | 5652 | 5953 | 6783 | 6135 | 6346 |
| Augmentation du fonds de roulement | 1833 | 2487 | 2293 | 1259 | 2013 | 4514 | 2212 | 920 | 2041 | 1463 |
| Total des affectations de fonds | 12598 | 15317 | 23382 | 22948 | 18848 | 24798 | 24505 | 21601 | 22296 | 23180 |

# Annexe C
# Glossaire

**Acquisitions** – acquisitions d'actions d'une autre société pétrolière ou achat de l'actif d'une telle société. Les dépenses en capital destinées à cette fin sont incluses dans "autres affectations de fonds" dans les rapports d'examen. *(Acquisitions)*

**Actions accréditives** – outil financier qui permet à une compagnie engagée dans l'exploration minière ou pétrolière d'émettre des actions en vue de lever des fonds pour ses dépenses d'exploration et de mise en valeur. En retour, la compagnie renonce à ses dépenses fiscales parallèles comme les frais d'exploration au Canada (FEC), les frais d'aménagement au Canada (FAC) et les frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz (FCPG) pour les transférer aux détenteurs des actions. Le financement par actions accréditives donne aux investisseurs la possibilité de déduire de leurs propres revenus les dépenses d'exploration pétrolière ou minière engagées par la société émettrice. *(Flow-through shares)*

**Activités autres au Canada** – comprend les services de forage, l'exploitation du charbon, de l'uranium, des métaux et d'autres activités qui ne sont pas reliées directement à l'activité pétrolière. L'activité des sociétés peut également être visée par cette définition. *(Other Canadian Operations)*

**Amortissement** – sur une période donnée, montant imputé à l'actif, autrement que par la dépréciation, l'épuisement et les dépenses d'exploration et de mise en valeur. Ce montant comprend également les gains ou pertes réalisés lors de la cession d'éléments d'actif et les sommes radiées de l'actif. *(Amortization)*

**Autres affectations de fonds** – affectations comme les acquisitions, les achats de machines et de matériel usagé et les investissements à long terme. *(All Other Uses of Funds)*

**Autres sources de fonds** – produits de la vente de l'actif ou investissements à long terme, paiements anticipés applicables à la production future et reclassification d'une dette importante, de court terme à long terme, contractée en 1984. *(All Other Sources of Funds)*

**Avoir propre** – valeur comptable du capital libéré des actionnaires, du surplus d'apport et des bénéfices non répartis. *(Equity)*

**Capital utilisé** – valeur comptable nette de l'actif total moins le passif courant. *(Capital Employed)*

**Contrôle canadien** – en général, une société est sous contrôle canadien lorsque 50 % ou plus de ses actions avec droit de vote sont détenues soit directement, soit indirectement par des résidents du Canada. Dans quelques cas exceptionnels, lorsqu'une tranche importante d'actions est détenue par des résidents et que les autres actions sont détenues par des tiers, une société peut de fait être sous contrôle canadien même si plus de 50 % de ses actions avec droit de vote sont détenues par des non-résidents. *(Canadian Control)*

**Dépenses en capital** – investissements dans la machinerie, l'équipement, les structures et avoirs miniers nouveaux, capitalisés ou imputés directement sur le coût des activités courantes, ainsi que les valeurs immatérielles (par ex., coût de location d'équipement), l'intérêt capitalisé et les dépenses capitalisées de réparation. *(Capital Expenditures)*

**Dépenses de mise en valeur** – dépenses comprenant les coûts de forage et d'achèvement de puits dans une région où l'existence de réserves de pétrole et de gaz naturel est déjà prouvée, le coût des réseaux de captage et des installations de séparation sur le terrain et le coût d'achat de réserves prouvées. *(Development Expenditures)*

**Dépenses de production** – dépenses liées à la production de pétrole et de gaz naturel. Les dépenses liées aux usines de traitement du gaz naturel sont incluses. *(Production Expenditures)*

**Dépréciation** – montant imputé sur les dépenses applicables à l'actif susceptible de dépréciation qui a été capitalisé. Cela ne correspond pas à la déduction pour amortissement utilisée pour calculer la dépréciation aux fins d'impôt. *(Depreciation)*

**Dette à long terme** – dette dont l'échéance dépasse un an. Les actions privilégiées peuvent être considérées comme une dette à long terme lorsqu'elles sont remboursables à un montant fixe sans privilège de conversion ou droit de vote. *(Long-term Debt)*

**Épuisement** – montant imputé sur les dépenses dans les états financiers de la société, applicable à l'actif susceptible d'épuisement qui a été capitalisé. Il ne s'agit pas de la déduction pour épuisement gagné, calculée aux fins d'impôt. *(Depletion)*

**Extraction minière des ressources énergétiques** – extraction de l'uranium et du charbon (exclut l'extraction des sables pétrolifères). *(Energy Mining)*

**Fonds de roulement** – actif à court terme (liquidités, investissements à court terme, comptes à recevoir, stocks) moins le passif à court terme (comptes à payer, dettes et titres venant à échéance dans moins d'un an). *(Working Capital)*

**Frais d'exploration** – comprend tous les droits d'affermage et les coûts d'acquisition des terres, les dépenses liées à des travaux géologiques et géophysiques et les coûts des forages d'exploration, qu'ils soient capitalisés ou radiés. Les forages d'exploration désignent généralement les puits forés en dehors des limites d'une région prouvée ou à l'intérieur des limites d'une telle région mais dans une zone inéprouvée. Ces forages servent à déterminer l'existence de réserves pétrolières ou gazières. Sont également inclus les coûts de puits improductifs, les tubages et autres matériaux et équipements abandonnés sur place. *(Exploration Costs)*

**Frais non monétaires** – désigne les entrées imputées à la période visée par le rapport sans qu'il s'agisse de dépenses monétaires réelles au cours de ladite période, c'est-à-dire la dépréciation, l'épuisement et l'amortissement. *(Non-cash Charges)*

**Grands producteurs** – sociétés qui réalisent chacune plus de 1 % des recettes totales de l'industrie dans les secteurs amont des activités et dont les activités sont surtout axées sur l'exploration et la production. *(Senior Producers)*

**Impôt reporté** – impôt accumulé et considéré comme dépense dans l'état des résultats, mais non payable pendant la période visée. L'impôt est reporté, par exemple, lorsque les biens immobilisés sont amortis (au moyen de la déduction pour amortissement) aux fins d'impôt à des taux supérieurs aux taux de dépréciation utilisés pour préparer les rapports financiers. *(Deferred Income Taxes)*

**Impôt sur le revenu courant** – partie de l'impôt sur le revenu, tant fédéral que provincial, se rapportant à la période visée par le rapport et réputé exigible. *(Current Income Tax)*

**Méthode de capitalisation du coût de la recherche fructueuse** – méthode comptable suivant laquelle seuls sont capitalisés les coûts qui entraînent directement des bénéfices futurs identifiables et qui sont liés à la découverte, à l'acquisition ou à la mise en valeur de réserves particulières. Les coûts qui ne donnent pas lieu à des bénéfices futurs identifiables sont généralement imputés sur les dépenses à mesure qu'ils sont engagés, ou sont passés au compte des pertes. Sont inclus les coûts liés aux études géologiques et géophysiques, à la possession des gisements inexploités et aux activités d'exploration et de mise en valeur de gisements improductifs. *(Successful Efforts Accounting)*

**Méthode de capitalisation du coût entier** – méthode comptable suivant laquelle tous les coûts liés à la prospection et à l'acquisition de réserves, à l'exploration et à la mise en valeur de gisements dans des centres de coûts sont initialement capitalisés et imputés uniquement sur les dépenses à mesure que les gisements auxquels s'appliquent les coûts sont mis en production. Les coûts engagés comprennent les frais de prospection, de location, d'acquisition, de rétention, d'exploration et de mise en valeur ainsi que les frais indirects associés (c'est-à-dire les frais généraux et administratifs). Les frais d'exploitation sont défrayés à mesure qu'ils sont engagés. *(Full Cost Accounting)*

**Participation canadienne** – la proportion des actions totales assorties du droit de vote d'une société qui est détenue soit directement soit indirectement (par l'intermédiaire d'autres sociétés) par des résidents canadiens. *(Canadian Ownership)*

**Petits producteurs** – sociétés dont les travaux sont surtout axés sur l'exploration et la production et dont les activités amont représentent pour chacune moins de 1 % des recettes totales de l'industrie. *(Junior Producers)*

**Pétrole lourd non classique** – gisements de pétrole dont la masse volumique est habituellement supérieure à 934 kg/m³ et dont la récupération se fait surtout par des méthodes assistées. Pour les gisements canadiens de pétrole lourd, la masse volumique est généralement de l'ordre de 935 à 985 kg/m³. Les principaux gisements sont ceux de Cold Lake et de Lloydminster. *(Non-conventional Heavy Oil)*

**Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur (PCEEMV)** – accorde une aide directe aux sociétés qui exercent des activités d'exploration et de mise en valeur au Canada. En vigueur à partir du 1er avril 1987, le PCEEMV fournit des stimulants pécuniers couvrant 33 1/3 pour cent des dépenses d'exploration et de mise en valeur partout au Canada, jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars annuellement par société. Des mesures fiscales proposées dans la Réforme de l'impôt sur le revenu de juin 1987 prévoient l'élimination progressive du programme sur une période de temps équivalant à la période d'élimination de

l'épuisement gagné, c'est-à-dire que les dépenses encourues après le 1er octobre 1988 et avant le 30 juin 1989 profiteront d'un taux d'encouragement de 25 %. Ce taux tombera à 16 2/3 % après le 30 juin 1989 et demeurera le même jusqu'au 31 décembre, la fin du programme. *(Canadian Exploration and Development Incentive Program)*

**Programme canadien d'encouragement à l'exploration** – Offre jusqu'à 3 millions de dollars d'encouragement par société, pour chaque année civile, en fonction de 30% des dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars par année. La limite de 10 millions de dollars s'applique tant au Programme canadien d'encouragement et la mise en valeur (PCEEMV) qu'au Programme canadien d'encouragement à l'exploration (PCEE). Ce dernier programme a été lancé le 1er octobre 1988 pour l'exploration pétrolière et gazière alors que le taux d'encouragement du PCEEMV tombait à 25%. Les primes d'encouragement du PCEE se limitent aux dépenses engagées en vertu d'ententes liées à des actions accréditives, la société et l'investisseur n'ayant aucun lien de dépendance. *(Canadian Exploration Incentive Program)*

**Programme d'encouragement du secteur pétrolier (PESP)** – des subventions directes sont versées aux sociétés qui entreprennent des activités d'exploration et de mise en valeur au Canada. Le taux de subvention varie en fonction du secteur d'activité et il est plus élevé dans le cas des sociétés sous contrôle canadien qui ont un taux de participation canadienne précis, déterminé en vertu de la Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens. Le gouvernement de l'Alberta administre et paie les subventions pour toutes les activités réalisées dans la province et l'Administration des mesures d'encouragement du secteur pétrolier, au palier fédéral, finance et administre le programme ailleurs au Canada. Parmi les mesures d'ordre financier adoptées dans le cadre de l'Accord de l'Ouest, il y a celle visant à mettre fin au PESP le 31 mars 1986 en ce qui a trait à l'ensemble des activités antérieurement admissibles aux subventions, sauf les dépenses d'exploration engagées aux fins de forage de puits dans les régions frontalières, qui peuvent répondre aux engagements pris dans le cadre des ententes d'exploration relatives aux terres du Canada. Les puits forés dans ces régions et admissibles aux subventions du PESP ont continué de l'être en vertu des droits acquis jusqu'au 31 décembre 1987. *(Petroleum Incentives Program)*

**Rapport d'endettement** – rapport du passif à long terme (plus d'une année) à l'avoir propre des actionnaires (capital-actions plus les bénéfices non répartis) à la fin d'une période. Les actions privilégiées peuvent être considérées comme une dette ou comme un avoir propre, selon les modalités applicables à ces actions (voir "Dette à long terme"). *(Debt/Equity Ratio)*

**Ressources d'autofinancement** – revenu net après impôts, plus les dépenses d'exploration et de mise en valeur engagées au cours de la période visée par le rapport, la dépréciation, l'épuisement, l'amortissement et les impôts reportés. *(Internal Cash Flow)*

**Sables pétrolifères** – réserves de bitume brut de gisements qui sont généralement solides à moins d'être chauffés et dont la masse volumique est habituellement supérieure à 985 kg/m3. Les gisements de l'Athabasca, de Peace River, de Wabasca, de Cold Lake et de Buffalo Head Hills sont les principales réserves du Canada. *(Oil Sands)*

**Secteur en amont** – activités et travaux liés à la recherche, à la mise en valeur, à la production, à l'extraction et à la récupération du pétrole brut, du gaz naturel, des liquides de gaz naturel et des sulfures, ainsi qu'à la production de pétrole synthétique. *(Upstream Segment)*

**Secteur aval** – comprend le raffinage, la commercialisation, le transport et les activités liées aux produits pétrochimiques. *(Downstream Segment)*

**Sociétés intégrées** – sociétés individuelles qui perçoivent des recettes importantes tant dans les secteurs amont qu'aval. *(Integrated Companies)*

**Sources externes de fonds** – sources de fonds autres que les ressources d'autofinancement, principalement la dette à long terme et l'avoir propre. *(External Sources of Funds)*

**Taxe sur les recettes pétrolières et gazières (TRPG)** – taxe de 13,3 % imposée sur les recettes de production, après déduction des frais d'exploitation et des redevances autres que celles de la Couronne, et déduction à l'égard de ressources de 25 % lorsqu'il faut payer des redevances et des taxes de la Couronne sur la production. Il est également possible de réduire l'assiette fiscale des projets admissibles de récupération tertiaire du montant des dépenses de capital admissibles engagées après 1982 et ce, jusqu'à concurrence des recettes imposables du gisement. En avril 1986, le crédit actuel de 500 000 $ aux petits

producteurs a été augmenté à 2 millions de dollars et le montant de 10 000 $ des recettes triées des ressources que les particuliers peuvent exempter de la TRPG est passé à 40 000 $. Les usines de traitement de sables pétrolifères des sociétés Syncrude et Suncor se sont vues accorder une exonération de la TRPG jusqu'à la fin de 1986. Les sociétés n'ayant pas réalisé de profits pourront porter en déduction de la TRPG les dépenses inutilisées d'exploration et de mise en valeur. En vertu de l'Accord de l'Ouest, la TRGP devait être abolie progressivement jusqu'au 1er janvier 1989, mais le 8 septembre 1986, le gouvernement du Canada annonçait son élimination à partir d'octobre 1986. Entretemps, cette taxe n'est plus admissible aux fins de l'impôt sur le revenu. *(Petroleum and Gas Revenue Tax)*

**Terres du Canada** – les zones du Canada situées à l'extérieur des limites provinciales. *(Canada Lands)*

# Annexe D
# Mandat de l'ASSP

## Mandat de l'Agence de surveillance du secteur pétrolier

L'Agence de surveillance du secteur pétrolier (ASSP) a été créée à l'origine, en 1980, en vertu de la Loi sur les enquêtes et tient maintenant ses pouvoirs de la Loi sur la surveillance du secteur énergétique[1], depuis le mois de février 1983. Les objectifs de l'Agence sont de donner au gouvernement fédéral et aux Canadiens en général des renseignements complets et objectifs sur le rendement financier de l'industrie pétrolière au Canada ainsi que d'en faire l'analyse

(a) "afin de permettre au Gouvernement du Canada d'élaborer et de planifier plus efficacement ses politiques de gestion des ressources et des richesses énergétiques canadiennes, et

(b) afin de donner au Gouvernement du Canada et aux Canadiens en général l'assurance que ces politiques sont observées et efficaces."[2]

Pour ce faire, l'Agence publie des examens semestriels et annuels fondés sur les renseignements qu'elle reçoit directement de sociétés pétrolières et gazières qui font affaire au Canada, à l'exception des plus petites.

Dans l'idée de préserver l'impartialité de ses rapports et sa crédibilité auprès des usagers de ses services, l'ASSP a été créée comme une agence séparée, dont le président fait des rapports directement au ministre de l'Énergie, Mines et Ressources.

À l'alinéa 5(1), la Loi stipule qu'une entreprise énergétique doit, deux fois par an, déposer des états exposant les données et renseignements concernant

(a) le droit de propriété exclusif ou le contrôle qu'exerce sur elle toute personne physique ou morale,
(b) la provenance et l'affectation de ses fonds,
(c) ses activités de prospection, de mise en valeur, de production, de traitement, de raffinage et de commercialisation,
(d) les coûts et revenus,
(e) les déductions, crédits et allocations dont elle bénéficie en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu,
(f) la répartition et l'affectation de ses revenus et bénéfices,
(g) ses ressources, réserves et autres biens,
(h) les autres entreprises dont elle est le propriétaire ou dans lesquelles elle a une participation,
(i) ses programmes de recherche et de développement, et
(j) toutes autres activités reliées à la production du pétrole et du gaz naturel, du raffinage et de la commercialisation, ainsi que les fonds dérivés de telles activités.

Les entreprises énergétiques sont définies comme étant des particuliers, des sociétés, des sociétés de personnes, des fiducies ou des organismes qui se consacrent à la recherche, à la mise en valeur, au raffinage et à la commercialisation de produits pétroliers et gaziers et dont les revenus annuels bruts consolidés ou la valeur des éléments d'actifs dépassent 10 millions de dollars. Les règlements d'application de la Loi prescrivent que les revenus bruts et la valeur des éléments d'actifs sont déterminés conformément aux normes de comptabilité énoncées dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés. Actuellement, seules les sociétés sont surveillées par l'Agence. Chaque société énergétique est tenue de signaler, de façon consolidée, les activités des sociétés qu'elle contrôle ou qu'elle détient.

## Sources de données et de renseignements

Les données publiées dans l'Examen de l'activité de l'industrie canadienne du pétrole sont des données cumulatives tirées surtout des annexes qui servent aux examens et qui sont prescrites par règlement[3]. Étant donné qu'une partie du rôle de cueillette de renseignements de l'Agence est également assurée par Statistique Canada, l'ASSP et Statistique Canada ont négocié un certain nombre d'ententes de partage de données, en vertu de l'article 11 de la Loi sur la statistique. Ces ententes réduisent le fardeau que représente pour l'industrie l'ensemble des renseignements exigés par l'Agence. Ces renseignements sont aussi communiqués par l'ASSP à Statistique Canada. Les ententes actuelles de partage de données portent sur

- la propriété et le contrôle des entreprises énergétiques
- la structure du capital
- les mouvements internationaux de trésorerie

(1) S.C. 1980-81-82-83, c. 112.
(2) P.C. 1980-2137.
(3) Les annexes actuellement prescrites sont données dans le règlement DORS/88-287.

- les dépenses de recherche et de développement
- l'exploration, la mise en valeur et les prévisions de dépenses en capital
- les statistiques financières trimestrielles des sociétés
- les dépenses en capital et les coûts d'exploitation.

Les cinq premières catégories ont trait aux renseignements transmis à l'ASSP; les derniers comprennent des renseignements que doit transmettre l'ASSP à Statistique Canada sur des sujets tels que les dépenses d'exploration, de mise en valeur et de production, et les redevances.

**Portée des données**

Les revenus bruts de l'industrie, tels qu'évalués par l'ASSP à partir des déclarations de 125 entreprises, représentent environ 89% du total des revenus du secteur amont de l'industrie déterminé par Statistique Canada. L'écart de 11% s'explique par le fait que les entreprises dont les revenus ou l'actif sont inférieurs à des seuils fixés n'ont pas à présenter de déclaration à l'ASSP. Comme les données recueillies par l'ASSP portent sur un pourcentage élevé des revenus de l'industrie et sur toutes les entreprises, sauf les très petites, il est possible d'en tirer des conclusions qui s'appliquent à l'ensemble de l'industrie. La partie des données sur les autres indicateurs de rendement est donnée ci-dessous.

**Comparaison des données de l'ASSP et des données cumulatives de l'industrie pour 1988**

Pourcentage de couverture des données cumulatives de l'industrie

| | |
|---|---|
| Revenus tirés de la production amont | 89 |
| Dépenses en capital en amont au Canada | 89 |
| Volumes de production | |
| Pétrole brut et liquides | 87 |
| Gaz naturel commercialisable | 92 |
| Volume de vente des produits raffinés | 87 |

**Comparaison de résultats de l'examen de l'ASSP et de Statistique Canada**

Le rendement financier de l'industrie pétrolière est périodiquement comparé à celui d'autres secteurs de l'économie, à l'aide de données globales obtenues de Statistique Canada. Les données sur les bénéfices nets et les taux de rendement donnés aux chapitres 1 et 2 du présent rapport diffèrent légèrement des résultats donnés au chapitre 3 et à l'annexe A14, parce que ces résultats sont établis d'après des données de Statistique Canada.

Les données sur l'industrie pétrolière établies par Statistique Canada portent sur un nombre d'entreprises supérieur à celui de l'examen de l'ASSP, mais ne tiennent pas compte des entreprises du gouvernement, de même que des activités des sociétés pétrolières canadiennes à l'étranger. L'examen de l'ASSP couvre les activités globales des sociétés pétrolières au Canada, y compris les sociétés d'État, dans la mesure où ces sociétés répondent aux critères minima relatifs à l'actif et aux recettes. En outre, Statistique Canada peut rectifier les données déclarées par une entreprise; l'ASSP, quant à elle, déclare les activités de l'industrie comme elles sont présentées. Par exemple, en 1983, l'amortissement d'actifs d'un milliard de dollars par une entreprise contrôlée par des canadiens a été inscrit aux "postes extraordinaires" par Statistique Canada, tandis que l'Agence a accepté de considérer cette activité comme un poste "ordinaire", comme l'a déclaré l'entreprise.

En ce qui a trait au rendement, les deux organismes établissent le rendement du capital utilisé en rajoutant aux bénéfices nets la portion après impôt de l'intérêt sur la dette à long terme. Bien que l'ASSP effectue ce calcul pour chaque compagnie, à l'aide du barème fiscal réglementaire applicable à la portion de frais d'intérêt susceptible d'accroître les bénéfices nets, le calcul des résultats globaux de l'industrie effectué par Statistique Canada est fondé sur le barème fiscal effectif, c'est-à-dire sur les impôts courants exprimés en pourcentage des bénéfices nets avant impôts.

**Détermination de la participation et du contrôle**

L'Agence publie chaque année des données sur le taux de participation et de contrôle canadiens de l'industrie du pétrole et du gaz au Canada. La méthodologie et les sources de données sur lesquelles se fondent les analyses sont résumées ci-dessous.

L'Agence a adopté une définition du contrôle qui se fonde sur la possibilité qu'ont des actionnaires canadiens ou étrangers d'exercer un contrôle éventuel sur l'ensemble des activités d'une entreprise. Le contrôle est un droit contractuel conféré à une personne ou à un groupe de personnes qui l'autorise, dans la limite des statuts applicables, à diriger, présentement ou à l'avenir, les affaires ou la gestion d'une société, sur une base quotidienne ou autres, généralement par l'intermédiaire d'une majorité de directeurs désignés auprès du conseil d'administration. Il ne faut pas confondre la notion de contrôle avec celle de responsabilité de la gestion de l'entreprise. Le concept du contrôle est né du besoin de reconnaître la séparation, dans les sociétés modernes, entre les gestionnaires et les actionnaires. Ces derniers exercent leur contrôle sur les gestionnaires par le biais du conseil d'administration et des réunions d'actionnaires.

Par exemple, le contrôle exercé lors de la nomination et de l'élection de la majorité des directeurs est une forme de contrôle actif. Le contrôle persiste tout autant lorsque l'actionnaire qui détient toujours le droit d'intervenir choisit de ne pas l'exercer, quelle qu'en soit la raison. Cette décision de ne pas exercer activement un contrôle fait appel à la notion de contrôle potentiel. Pour les fins de l'ASSP, les deux types de contrôle, actif et potentiel, sont équivalents. Tous deux représentent des formes de contrôle. La Loi sur les sociétés commerciales au Canada inclut le contrôle potentiel dans sa définition du contrôle car elle prend en considération le nombre suffisant d'actions avec droit de vote qui, si celui-ci est exercé, permet d'élire une majorité de directeurs auprès du conseil d'administration.

Alors que le contrôle se fonde généralement sur la détention de 50 % ou plus des actions avec droit de vote, il est possible d'exercer un contrôle avec un bloc d'actions plus restreint. Une personne qui possède au moins 51 % des actions avec droit de vote peut exercer ce que l'on appelle un contrôle "de jure". Celle qui détient moins de 50 % des actions avec droit de vote mais qui peut modifier la composition du conseil d'administration et(ou) de la gestion, peut exercer un contrôle dit "de fait". Statistique Canada attribue le contrôle de fait d'une société publique, selon les termes de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, à une personne qui détient au moins 20 % des actions en circulation avec droit de vote quand, parmi les autres actionnaires, il n'y en a pas deux qui détiennent autant que 20 % des actions.(1) La méthode de l'ASSP pour déterminer le contrôle dans ces cas est conforme à celle de Statistique Canada. Le contrôle "de fait" peut aussi être conféré à une personne ou un groupe de personnes qui, dans le cas des autres mécanismes cités ci-dessous, possède moins de 51 % des actions avec droit de vote émises par une société publique ou privée :

(a) *Blocs d'actions avec droit de vote* – Deux actionnaires ou plus dont les actifs totalisent plus de 50 % des actions totales et qui agissent généralement d'un commun accord.

(b) *Convention entre actionnaires* – Entente qui lie certains ou tous les actionnaires et qui leur permet de voter ou d'agir de différente manière selon les circonstances, notamment en ce qui concerne la nomination des directeurs.

(c) *Options* – Un actionnaire minoritaire jouit du droit d'acquérir en tout temps des actions additionnelles avec droit de vote afin d'augmenter sa participation à 51 % ou plus des actions en circulation avec droit de vote.

(d) *Relations personnelles* – Lorsque deux actionnaires ont des liens familiaux, maritaux ou adoptifs, il peuvent être considérés comme formant un seul groupe votant.

(e) *Directions partagées* – Quand une société A détient au moins un pourcentage minimum d'actions avec droit de vote dans une société B, si elle constitue l'actionnaire minoritaire le plus important de la sociétés B et si, en outre, les deux sociétés partagent un grand nombre de directeurs, alors la société A est considérée comme exerçant un contrôle sur la société B.

Pour déterminer le contrôle à l'échelle de l'industrie, 100 % de l'étalon de la société sous contrôle est affecté à la catégorie de contrôle pertinente. Par conséquent, et sans égard au pourcentage de propriété des droits de vote détenus par des non-résidents, si la société est effectivement contrôlée par des non-résidents, dès lors, pour fins de statistique, 100 % de ses activités sont affectées au secteur sous contrôle étranger.

Pour fins d'illustration, diverses sociétés intégrées mentionnées dans le présent rapport, qui sont toutes sous contrôle étranger, affichent différentes proportions de propriété canadienne (jusqu'à 30 %); toutefois, 100 % de leurs activités est affecté au secteur sous contrôle étranger, lors du calcul du niveau de contrôle étranger.

Dans le cas de la participation, ce pourcentage de l'étalon utilisé qui représente la participation ultime de l'avoir propre détenu par des étrangers est assigné à la catégorie appartenant à des étrangers, alors que celui des résidents canadiens est assigné à la catégorie appartenant à des canadiens.

Les étalons les plus communément utilisés sont les recettes amont ou l'ensemble des recettes associées aux produits pétroliers (amont plus aval). Le taux de propriété et de contrôle se mesure généralement d'après les recettes brutes, étant donné qu'elles traduisent le mieux le niveau d'activité économique et qu'elles constituent des éléments représentatifs stables des avantages économiques nets au cours d'une période donnée. Par exemple, la déduction des redevances des recettes pétrolières brutes n'aurait peu ou pas d'incidence sur la répartition relative des recettes entre les propriétaires canadiens et étrangers.

D'autres moyens de mesure existent, comme celles de l'actif ou du capital utilisé, mais ces mécanismes affichent certaines carences étant donné qu'ils reposent sur les valeurs au livre d'origine plutôt que sur la valeur commerciale courante, et qu'ils doivent être assujettis aux différentes techniques comptables utilisées dans l'industrie pétrolière, comme la méthode de la capitalisation du coût entier ou la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse.

L'Agence a accès aux données sur la propriété et le contrôle recueillies en vertu de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers auprès des entreprises tenues de faire rapport en vertu de la Loi sur la surveillance du secteur énergétique. La Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers exige de l'ensemble des propriétaires de tranches d'actions équivalant ou supérieures à 5 % de l'ensemble des actions assorties de droits de vote qu'ils fournissent des renseignements détaillés sur le taux de propriété. Si une société visée omet de présenter une déclaration en temps opportun aux termes de cette Loi, l'Agence est autorisée, en vertu du règlement DORS/85-328 qui modifie le règlement de la Loi sur la surveillance du secteur énergétique, à obtenir directement les données sur la propriété et le contrôle.

Récemment, l'Agence a pris des mesures pour examiner la nationalité et la participation des propriétaires d'entreprises présumés canadiens à cause du lieu de résidence de la personne en question, indépendamment de celle du propriétaire bénéficiaire. L'ASSP a demandé aux entreprises énergétiques de lui permettre l'accès aux dossiers déposés au Canada et aux États-Unis. Dans plusieurs cas, ces renseignements ont permis de découvrir que le nombre de propriétaires canadiens était considérablement inférieur à ce qu'indiquent les renseignments contenus dans la LDCSO. Les prochains examens de l'activité de l'industrie canadienne du pétrole contiendront les résultats de cette enquête.

(1) *Ownership, Control, and Country of Control of Corporations*, Statistique Canada, 4 juin 1987, p. 8.

**Comparaison des résultats entre certaines périodes**

L'enquête sur l'industrie pétrolière canadienne permet de comparer les résultats de la période courante aux résultats de périodes précédentes, jugées comparables. Ces comparaisons sont tributaires des modifications apportées à la liste des sociétés faisant partie du groupe "industrie", selon le groupe d'analyse dont elles font partie, soit les sociétés intégrées et le raffinage, et les producteurs de pétrole et de gaz, et selon l'état de contrôle des entreprises visées. Pour permettre d'établir des comparaisons valables entre différentes périodes, l'Agence établit de façon uniforme l'affiliation et le contrôle du groupe industriel, d'après les renseignements déclarés pour la période courante, et intègre les données d'affiliation et de contrôle aux résultats des périodes précédentes.

La liste des entreprises, c'est-à-dire les sociétés dont l'actif ou le chiffre de vente est supérieur à 10 millions de dollars, est mise-à-jour au cours de chaque période. Les nouvelles entreprises admissibles ne sont inscrites à l'ensemble et au groupe respectif que lorsque les résultats de deux périodes comparables sont disponibles. À l'occasion, des entreprises sont radiées du groupe industriel au cours de la période courante, soit par suite d'une acquisition ou de l'abandon des activités. Les résultats de la période précédente, tant dans le cas de l'industrie que du groupe mentionné dans le rapport de la période courante, doivent permettre de constater la suppression du nom d'une entreprise: ainsi, l'entreprise n'est pas comprise dans les résultats globaux de la période courante et précédente. Lorsque la suppression du nom d'une entreprise résulte d'une acquisition par une autre entreprise tenue de faire rapport, les résultats de l'entreprise acquise pour la période précédente sont ajoutés aux résultats de l'entreprise qui en fait l'acquisition, que l'entreprise acquise fasse ou non partie du même groupe d'analyse que l'entreprise qui en fait l'acquisition.

L'acquisition de sociétés ou l'abandon d'activités au cours de la période courante peut permettre à une entreprise d'être intégrée à un groupe analytique autre que celui auquel elle avait été affectée dans le cadre de l'examen de la période précédente. Par exemple, lorsqu'un membre d'un groupe intégré s'est départi de ses activités en aval au cours de la période courante, il peut être inclus dans le groupe des grands ou des petits producteurs, selon le cas, pour la période courante, et ses résultats à ceux de l'ensemble du groupe pour la période antérieure correspondante. Il importe de noter que l'ensemble de l'actif et des recettes de l'entreprise qui se départit de ses activités pour la période précédente, sans égard à l'élément d'activité, sont transférés au groupe d'analyse pour la période courante, en vue d'établir les résultats globaux du groupe d'analyse pour la période précédente.

Des rajustements du même ordre sont effectués dans le cas des résultats globaux du groupe d'analyse et de l'industrie dans les cas où la propriété d'une entreprise passe en des mains canadiennes ou étrangères; la nationalité des propriétaires pour la période courante détermine celle qui vaut pour la période précédente, pour fins de comparaison. Toutefois, dans la partie de l'examen qui traite de la propriété et du contrôle, l'analyse tient compte des changements au contrôle de la société visée, lorsqu'ils se produisent.

# Annexe E
# Effets de la comptabilisation des regroupements d'entreprises

La majorité des regroupements d'entreprises résultant des acquisitions de sociétés effectuées en 1988 ont été comptabilisés selon la 'méthode de l'achat pur et simple'.

Cette méthode comptable exige l'utilisation d'une valeur révisée de l'actif et du passif d'une société acquise, valeur fondée sur le prix d'achat de l'avoir total des actionnaires, si celui-ci diffère de la valeur comptable de la société acquise.

L'article 1580 du Manuel de l'ICCA établit les critères qui doivent être utilisés pour traiter une transaction d'achat; certains de ces critères sont exposés ci-dessous.

- Selon la 'méthode de l'achat pur et simple', la part de l'actif acquis et du passif assumé qui revient à la société acheteuse doit être inscrite au prix coûtant. Le prix coûtant est déterminé d'après la juste valeur de la contrepartie donnée. La juste valeur est, d'une façon générale, le montant qui serait convenu par des personnes informées traitant entre elles sans aucun lien de dépendance. La juste valeur est facile à déterminer lorsque la contrepartie donnée consiste dans des espèces, mais des calculs plus complexes sont nécessaires lorsque cette contrepartie est constituée de capitaux propres, de titres de créance ou d'autre éléments de passif. La juste valeur doit être déterminée pour l'entreprise dans son ensemble. Elle doit comprendre l'actif et le passif corporels et incorporels, et le prix coûtant doit être calculé d'après le pourcentage de l'avoir acquis.

- Une fois que le prix coûtant est déterminé, il doit être affecté à des postes identifiables : éléments d'actif (ou catégories d'éléments d'actif), éléments de passif assumés et, le cas échéant, achalandage; tout excédent du prix coûtant sur la part de l'acheteuse, des montants affectés aux éléments d'actif moins les éléments de passif, doit être considéré comme de l'achalandage.

- La valeur affectée à un élément d'actif ou de passif particulier peut différer du montant servant à calculer le revenu imposable. Il est manifeste qu'un élément d'actif qui bénéficie d'une déduction d'impôt se verra attribuer une valeur plus élevée qu'un élément d'actif identique qui ne bénéficie d'aucune déduction. L'avantage possible attaché à l'acquisition de pertes reportables ne doit être reconnu que si l'on est raisonnablement certain de pouvoir réaliser cet avantage.

Le tableau ci-dessous illustre, d'une façon globale, les effets sur le bilan, des principales acquisitions qui ont eu lieu en 1988 et qui ont été comptabilisées selon la 'méthode de l'achat pur et simple'. Les données de ce tableau ont été recueillies immédiatement après le regroupement des sociétés acquises et acheteuses; elles ne comprennent donc pas les transactions subséquentes qui se sont produites en 1988. En raison des regroupements, les valeurs des éléments d'actif et de l'avoir propre ont été déclarées à un niveau plus élevé que celui qu'elles avaient avant les acquisitions. L'utilisation de cette méthode en 1988 a introduit des discontinuités dans les séries de données présentées à l'ASSPC, étant donné que les montants en jeu représentent des pourcentages importants des totaux de l'industrie.

Par exemple, l'augmentation de 1,4 milliard de dollars des actifs immobilisés nets représente 27% de l'augmentation totale déclarée par l'industrie en 1988. De plus, l'augmentation des benefices non répartis est presque entièrement attribuable à l'utilisation de la 'méthode de l'achat pur et simple', tandis que la diminution des dettes à long terme est surtout attribuable à la renégociation de celles-ci avec les banques et les autres prêteurs.

**Effets de l'utilisation de la 'méthode de l'achat pur et simple': certaines données financières** en millions de dollars

| | Avant le regroupement | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Sociétés acheteuses | Sociétés acquises | Total | Sociétés regroupées | Rajustement |
| Actifs immobilisés nets | 3837 | 6518 | 10355 | 11776 | 1421 |
| Autres actifs à long terme[1] | 160 | 350 | 510 | 456 | – 54 |
| Dettes à long terme | 480 | 7424 | 7904 | 6559 | – 1345 |
| Impôts sur le revenu reportés | 981 | 513 | 1494 | 1380 | – 114 |
| Autres éléments de passif à long terme | 518 | 19 | 537 | 798 | 261 |
| Actions ordinaires | 701 | 1267 | 1968 | 1833 | – 135 |
| Bénéfices non répartis | 1332 | – 3707 | – 2375 | 1082 | 3457 |
| Autres avoirs des actionnaires | 481 | 705 | 1186 | 290 | – 896 |
| Fonds de roulement[1] | 692 | – 307 | 385 | 19 | – 366 |

(1) À l'exclusion des comptes entre sociétés.

# Annexe F
# Entreprises énergétiques déclarantes

Alberta Energy Company Ltd.
Alberta Oil Sands Equity
Altana Exploration Company
Amerada Minerals Corporation of Canada Ltd.
American Eagle Petroleums Ltd.
American Trading and Production Corporation
Anadarko Petroleum Of Canada Ltd.
Anderson Exploration Ltd.
AT&S Exploration Ltd.
ATCOR Ltd.
Barnwell Of Canada, Limited
Bow Valley Industries Limited
Bowtex Energy Corporation
BP Canada Inc.
Bralorne Resources Limited
Canada Northwest Energy Limited
Canadian Hunter Exploration Ltd.
Canadian-Montana Gas Company Limited
Canadian Occidental Petroleum Ltd.
Canadian Roxy Petroleum Ltd.
CANPEX Co. Ltd.
Carlyle Energy Ltd.
Chauvco Resources Ltd.
* Chevron Canada Limited
Chevron Canada Resources Limited
Chevron Standard Limited
Chieftain Development Co. Ltd.
CN Exploration Inc.
Columbia Gas Development Of Canada Ltd.
Compagnie Générale Électrique du Canada
Compagnie des Pétroles Amoco Canada Ltée.
* Compagnie Pétrolière Impériale Limitée
Conoco Canada Ltd.
Conwest Exploration Company Limited
Cooperative Energy Development Corporation
Coseka Resources Limited
Czar Resources Ltd.
Dekalb Petroleum Corporation
Denison Mines Limited
Dome Petroleum Limited
Dorset Energy Corporation
Dowbrands Canada Inc.
Dynamar Energy Limited
Dynex Petroleum Ltd.
Encee Group Ltd.
Encor Energy Corporation Ltd.
Enerplus Resources Corporation
Enron Oil Canada Ltd.
Erskine Resources Corporation
Excel Energy Inc.
* Federated Co-operatives Limited
Forest Oil Corporation (Canada Division)
Gardiner Oil and Gas Ltd.
Hamilton Brothers Canadian Gas Company
Harvard International Resources Ltd.
Home Oil Company Ltd.
* Husky Oil Ltd.
ICG Resources Ltd.
Inverness Petroleum Ltd.
* Irving Oil Limited
J.M. Huber Corporation
Kerr-McGee Corporation
Koch Exploration Canada, Ltd.
L'Énergie Canterra Ltée.
LASMO Canada Inc.
LL&E Canada Ltd.
Lone Pine Resources Ltd.
Luscar Limited
Mark Resources Inc.
Maxus Energy Canada Inc.
Mobil Oil Canada, Ltd.
* Mohawk Oil Co. Ltd.
Morgan Hydrocarbons Inc.
Morrison Petroleum Inc.
Murphy Oil Company Ltd.
* Newfoundland Processing Limited
New Grade Energy Inc.
North Canadian Oils Limited
Norwich Resources Canada Ltd.
Novalta Resources Ltd.
Nova Scotia Resources Limited
Numac Oil & Gas Ltd.
Oakwood Petroleums Ltd.
Ocelot Industries Ltd.
Omega Hydrocarbons Ltd.
Page Petroleum Ltd.
Paloma Petroleum Ltd.
Panarctic Oils Ltd.
PanCanadian Petroleum Limited
* Parkland Industries Ltd.
Pecten Canada Ltd.
Pembina Resources Limited
Pennzoil Petroleums Limited
* Petro-Canada Inc.
Petrorep (Canada) Ltd.
* Petrosar Limited
Phillips Petroleum Canada Ltd.
Phillips Petroleum Co. Western Hemisphere
Phillips Petroleum Resources Ltd.
Placer CEGO Petroleum Ltd.
Poco Petroleums Ltd.
Ranchmen's Resources Ltd.
Ranger Oil Limited
Renaissance Energy Ltd.
Rife Resources Ltd.
Ressources Énergétiques Norcen Limitée
Ressources Gulf Canada Limitée
Ressources Westmin Limitée
Roan Resources Limited
Royal Trust Energy Corporation
Saskatchewan Oil & Gas Corporation
Sceptre Resources Limited
* Shell Canada Limitée
Star Oil & Gas Ltd.
* Suncor Inc.
* Texaco Canada Inc.
Tintagel Energy Corporation
Total Petroleum (North America) Ltd.
Trans-Canada Resources Ltd
Trilogy Resources Corporation
Triton Canada Resources Ltd.
* Turbo Resources Limited
* Ultramar Canada Inc.
Ultramar Oil and Gas Canada Limited
Union Pacific Resources Ltd.
Universal Explorations (83) Limited
Unocal Canada Ltd.
Voyager Energy Inc.
Wainoco Oil Corporation
Webb International Minerals Inc.
Westar Petroleum Ltd.
Westcoast Petroleum Ltd.
Western Decalta Petroleum (1977) Limited

* Désigne les sociétés comprises dans le groupe 'Sociétés intégrées et raffineurs'. Toutes les autres sociétés appartiennent à la catégorie des 'Producteurs de pétrole et de gaz'.